

INpreCOR

Numéro 302 du 9 au 23 février 1990 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

DOSSIER
Trotsky dans
la presse soviétique



RDA
Le plan Modrow

AFRIQUE DU SUD
L'ANC légalisé

ETATS-UNIS
Renouveau syndical

NICARAGUA
La campagne électorale



**LE CERCLE DE CRISE
CAUCASIEN**





**SOMMAIRE DU NUMERO 302
du 9 au 23 février 1990**

SPECIAL 36 PAGES

3

UNION SOVIETIQUE

**Au pays du grand mensonge
Salah JABER**

5

**Aux sources du conflit caucasien
Fuat ORÇUN**

11

AFRIQUE DU SUD

**Le coup de théâtre de De Klerk
Mark HARPET**

12

**Mandela libre !
DOCUMENT**

13

RDA

**Unification au pas de course
Manuel KELLNER**

16

FRANCE

**Les tourmentes du PCF
Jean VERSAILLES**

18

TROTSKY EN URSS

**"Démon" ou "Démophile" ?
L. COUTURIER**

20

**Trotsky dans la presse soviétique
Marilyn VOGT-DOWNEY**

24

**Délégué au Premier congrès des Soviètes
Interview d'Ivan VRATCHEV**

28

ETATS-UNIS

**Renouveau syndical
Bill ONASCH**

31

CHILI

**Paysage après la bataille (électorale)
Orlando SIERRA**

33

**« Démocratiser réellement le pays »
Interview de Pedro VERA**

34

NICARAGUA

**Elections sur fond de crise
Eric TOUSSAINT**

36

GLASNOST

**La campagne
d'abonnements
continue...**

Continuez à nous envoyer les noms de vos connaissances qui pourraient être intéressées par la formule d'abonnement à l'essai d'Inprecor. Chacune de ces personnes recevra deux numéros gratuits, et nous leur proposerons par la suite de souscrire à un abonnement au tarif promotionnel de 250 FF pour un an (100 FF pour six mois, pour les chômeurs et moins de 25 ans).

Mais il faut aussi assurer le "service après-vente" ! Nous demandons donc aux parrains de prendre contact avec ces personnes pour leur demander ce qu'elles pensent d'Inprecor et si elles souhaitent s'abonner. N'hésitez pas à nous faire part de leurs (et vos) remarques, critiques et suggestions. Et... abonnez-vous, réabonnez-vous, vous verrez du pays ! ★

ERRATA

Décidément, la rédaction était bien fatiguée le jour du bouclage de notre dernier numéro. Plusieurs erreurs s'y sont en effet glissées. Entre autres :

* Nous avons daté l'article sur le Caucase de notre camarade Jaber du 6 février. Or, malgré toute sa science politique, notre camarade n'a pas le don de voyance. Il fallait donc lire : 26 février.

* Les notes de l'article sur la Pologne de notre camarade Cyril Smuga ont été totalement interverties à partir de la note 25.

* Nous avons ajouté un second "l" au nom de notre camarade Gerry Foley qui, depuis sa naissance, se contentait volontiers d'un seul...

* Que nos lecteurs se rassurent, au Brésil aussi, 42,76 % plus 37,86 % n'est pas égal à 100 %.

Par conséquent, les pourcentages de voix obtenus par Collor et Lula, à l'élection présidentielle, se rapportaient au nombre des inscrits et non des suffrages exprimés, ce que nous avions omis de préciser dans notre présentation :

* Dans notre "Brève" sur le congrès de Democrazia Proletaria la phrase suivante a mystérieusement disparu à la maquette : « à l'issue du congrès, le courant des cinq [issus de l'ex-LCR] a obtenu neuf élus à la direction. »

Nous prions nos lecteurs et nos collaborateurs de bien vouloir nous en excuser. Cela pourrait encore se reproduire (*Errare humanum est*), mais, espérons-le, pas dans une telle proportion ! ★

La Rédaction

Photos sur la "Une" : en haut, manifestants Azéris, à l'automne dernier, arborant des drapeaux turcs et azéris et des portraits de M.K. Atatürk (la presse turque s'appuie sur ce genre de photos pour démontrer que ces manifestations ont un caractère majoritairement pro-turc, ce qui est loin d'être le cas) ; en bas, manifestants Arméniens au Karabagh, en mars 1988. (DR)

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Editée par PEC (Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.

Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

**ABONNEMENT
(24 numéros par an)**

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an)

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois)

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits)

Réabonnement

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Un tournant important

L'orientation proposée par Gorbatchev visait à remettre en cause l'article 6 sur le rôle dirigeant du PC et à permettre l'élection directe des futurs délégués au prochain Congrès par la base a été adoptée... à la quasi unanimité, lors du plenum du CC du 7 février dernier. On a parlé à ce propos de "révolution" ou de "rupture" de Gorbatchev avec les courants rénovateurs. Il s'agit plutôt d'un recul infligé au conservatisme. Ses conséquences politiques sont incalculables. Mais les grandes ruptures sont encore à venir.

L'accélération des changements constitutionnels dans les "pays frères" et la perte du "rôle dirigeant" du Parti dans un nombre croissant de Républiques en URSS même, poussaient évidemment à "choisir" ce qui s'imposera de toute façon. Mais il y a une manière et manière d'en décider : la remise en cause du rôle dirigeant du Parti, décidée par le Parti lui-même, sous la proposition du Secrétaire général, et avec l'accord — contraint certes — des conservateurs, ce n'est pas faire la révolution, c'est tenter d'en endiguer le cours.

L'affaire est contradictoire, comme toujours : l'apprenti sorcier Gorbatchev en a déjà fait l'expérience. Le pluripartisme se fraie son chemin en bas ; le reconnaître et le légaliser va, à son tour, favoriser les différenciations et leur expression organisée — à l'intérieur et à l'extérieur du Parti. C'est pourquoi il s'agit d'un tournant important. Même s'il se fait dans l'unanimité du plenum, il représente une sacrée pierre dans le jardin des conservateurs plutôt enclins à faire monter les enchères en faveur d'une main de fer contre l'"anarchie"... L'unanimité recherchée au sommet n'est pas seulement un symbole périmé. Elle ne pouvait être obtenue qu'en faisant jouer au plenum... un rôle dirigeant.

L'enjeu central de la période à venir est de savoir si la fausse alternative entre la droite anti-libérale, anti-sémite, nationaliste, populiste convergeant avec une partie de l'appareil néo-stalinien et l'autre droite libérale et pro-capitaliste peut être brisée par le développement de mouvements sociaux et politiques qui se battent à la fois pour la démocratie, contre les courants fascisants (comme le faisait la manifestation de 100 000 personnes à Moscou sur ces thèmes) et contre les pressions pour restaurer le capitalisme.

La suppression de l'article 6 et les mesures favorisant l'apparition de tendances dans le Parti élargissent aussi les marges possibles d'expression de courants socialistes authentiques. Le développement d'une auto-organisation de masse des travailleurs leur sera essentiel. Les élections à venir dans les soviets et dans le Parti en vue de son Congrès (en juin ?) seront un révélateur des évolutions profondes. ★

C. VERLA

Au pays du grand mensonge

« C'était, en fait, une tentative de coup d'Etat. Rien de moins, rien de plus. (...) Le fait majeur est que des groupes nationalistes, antisoviétiques, se sont opposés ouvertement au système constitutionnel, ont lutté pour le pouvoir et ont cherché à établir une dictature — pas une démocratie — par la force brutale et le nationalisme. »

C'est ainsi que Mikhaïl Gorbatchev a justifié, le 5 février, devant le plenum du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), sa décision de faire intervenir l'armée en Azerbaïdjan.

Salah JABER



AINSI DONC, la "force brutale" intolérable pour le secrétaire général, ce n'est pas celle qui a été exercée contre des civils innocents par des hordes d'enragés à Bakou ou ailleurs, ces "pogroms" invoqués par Bush et compagnie pour légitimer leur approbation de l'intervention des troupes de Moscou.

La "force brutale", ce sont les immenses foules d'Azeris qui ont déferlé dans les rues de Bakou, tout au long de la semaine précédant le 20 janvier, date de l'assaut contre la ville ; ces foules qui ont afflué, jour après jour, vers un gigantesque meeting permanent devant le siège du comité central du PC d'Azerbaïdjan, où, selon Vladimir Cheveliov, envoyé spécial des *Nouvelles de Moscou* (numéro 4 du 26 janvier 1990), « les orateurs, à de rares exceptions près, demandaient un pouvoir fédéral puissant et juste. Beaucoup d'entre eux confirmaient leur attachement aux idées des réformes démocratiques. Ils rappelaient sans arrêt que les dirigeants actuels d'Azerbaïdjan menaient mal ces réformes... » Ce en quoi Gorbatchev ne saurait les contredire, lui qui a jugé nécessaire de limoger deux fois, en l'espace de quelques mois, le numéro un du PC local !

C'est donc contre cette "force brutale" des masses exigeant la démocratie — pas la dictature, n'en déplaise au secrétaire général — que les troupes de Moscou sont intervenues. L'envoyé spécial Cheveliov l'avait bien compris, qui expliquait

en termes prudents que : « Les pogroms des quartiers arméniens n'étaient probablement pas les seules raisons qui ont poussé les dirigeants de l'URSS à prendre la décision d'introduire l'état d'urgence. La montée du prestige du Front populaire, consolidée par les événements, et la baisse du prestige des soviets, du PC et des instances préposées au maintien de l'ordre ont leur rôle dans cette décision. »

L'explication "humanitaire"

Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement puisque, selon le même Cheveliov, « la situation n'était déjà plus la même quelques jours déjà avant le 20 janvier. Les bulletins officiels eux-mêmes en convenaient, la vague de violence avait reflué. Somme toute, faute de combattants : la quasi-totalité des Arméniens avaient été évacués [de Bakou] ». Témoignage confirmé, dans le même numéro des *Nouvelles de Moscou*, par le champion d'échecs Garri Kasparov, un des derniers Arméniens à avoir quitté la ville : « J'étais déjà à Moscou lorsque j'ai appris l'intervention de l'armée à Bakou. Le problème est qu'à ce moment-là, il ne restait plus d'Arméniens dans la capitale. »

En fait, l'explication "humanitaire" de l'intervention soviétique a surtout été consommée à l'extérieur. Gorbatchev lui-même, comme son ministre de la Défense Yazov qui a supervisé l'opération en personne, ont dès le départ utilisé l'argument du "coup d'Etat", de la prise du pouvoir "par la force". En ces temps de glasnost où la vérité peut côtoyer le "grand mensonge", il est amusant de voir un autre collaborateur des *Nouvelles de Moscou* contredire de manière flagrante le maître

du Kremlin : « A la conférence du comité central du PC d'Azerbaïdjan, le représentant de Moscou a dit aux journalistes que les insurgés voulaient renverser le pouvoir soviétique et prendre le comité central d'assaut. Mais, auparavant, il avait lui-même noté que le pouvoir n'existait plus à Bakou, et qu'il était détenu par le Front populaire azéri (FPA). Les responsables du FPA (exception faite des extrémistes), qui avaient toutes les chances de remporter les prochaines élections aux soviets locaux, » qui doivent avoir lieu dans quelques semaines, « n'avaient pas, connaissant les risques, organisé des émeutes. » (Nouvelles de Moscou du 2 février 1990)

Le mensonge de Gorbatchev n'était pas principalement destiné, en réalité, à justifier l'intervention de ses troupes. Le promoteur de la perestroïka est plus subtil que cela. L'explication qu'il a donné de sa décision de faire donner les blindés est le complément politique nécessaire de l'opération elle-même, dans sa finalité réelle.

En prévision du plenum de son comité central, Gorbatchev, confronté à l'agitation croissante dans les Républiques périphériques de l'URSS, avait choisi d'aller prêcher la modération en Lituanie, où la volonté d'indépendance à l'égard de Moscou a atteint son plus haut niveau, jusqu'à contaminer le PC local lui-même. La puissance des tensions centrifuges en URSS n'est pas seulement, en effet, une menace pour le pouvoir de la bureaucratie centrale, toutes fractions confondues. Elle est aussi un des arguments majeurs de la fraction conservatrice menée par Ligatchev, qui n'a d'ailleurs pas manqué de souligner ce résultat du "laxisme" gorbatchévien devant le plenum du comité central, en dépit de l'intervention armée qu'il a approuvée chaudement.

Gorbatchev avait essuyé un lamentable fiasco en Lituanie, où il n'a même pas réussi à convaincre la fraction majoritaire des "communistes" locaux. Sur ce, est survenue la grande mobilisation en Azerbaïdjan, dont un point culminant devait être le rassemblement gigantesque du 13 janvier. Gorbatchev risquait ainsi de se trouver en très mauvaise posture au plenum convoqué pour quelques jours plus tard. Le marais des *apparatchiks* risquait de basculer du côté de l'ordre ligatchévien, dès lors que gorbatchévisme devenait synonyme de désordre et d'effondrement du pouvoir du Parti.

C'est à ce moment précis que la mobilisation azérie dégénéra. Les pogroms arrivèrent à point nommé pour créer le climat propice à l'intervention armée

décrétée par Gorbatchev. Dans la foulée, il reporta le plenum du comité central de quelques jours, de manière à pouvoir tirer les marrons du feu préalablement. Ce qui apparemment a réussi : en échange de la démonstration de force faite pour leur plaisir en Azerbaïdjan, les conservateurs ont marché avec Gorbatchev. Celui-ci les a comblés d'aise en expliquant au plenum, troupes à Bakou à l'appui, sa conception singulière de l'auto-détermination : « Nous sommes pour la diversité, pour des formes multiples de vie nationale dans le respect de l'intégrité et de l'unité de l'Etat soviétique. » Sur fond de bruit de bottes, cela signifie que toute tentative de sécession de l'URSS sera réprimée manu militari.



En regardant les événements de Bakou de plus près, des faits troublants surgissent, qui ont été soulignés par plusieurs observateurs et témoins (voir en particulier les *Nouvelles de Moscou* déjà cité). On n'en retiendra ici que deux : des tracts ont été distribués au meeting du 13 janvier faisant état du meurtre "à la hache" de deux Azéris par des Arméniens, avec appel à la vengeance et liste d'adresses d'habitants arméniens de la ville ; les troupes du ministère de l'Intérieur stationnées à Bakou pour empêcher les tueries, ne sont pas intervenues.

A qui profite le crime ?

Ces faits sont à mettre en rapport avec ceux qui ont accompagné les pogroms anti-Arméniens de Soumgaït, en février 1988, et qui ont été relatés par la revue dissidente *Glasnost* publiée par Sergueï Grigorianz. En janvier 1990 comme en février 1988, des massacres impressionnants sont venus fournir le prétexte à une intervention musclée du Kremlin contre une formidable mobilisation populaire échappant totalement à son contrôle. Il y a deux ans, elle avait pour théâtre l'Arménie et le Nagorny Karabagh, l'enclave à majorité arménienne dans la République d'Azerbaïdjan. Malgré l'insinuation par une frange des gorbatchéviens que les troubles étaient fomentés par les conservateurs de Moscou ou par leurs alliés des autorités locales en Azerbaïdjan, force est de constater qu'ils ont profité au pouvoir de la bureaucratie centrale dans son ensemble. C'est d'ailleurs l'opinion franchement exprimée par certains dirigeants arméniens qui accusent Moscou de chercher systématiquement à dévoyer les manifestations d'indépendance à son égard en antagonismes inter-ethniques.

Malheureusement, qui que soient les instigateurs des massacres, ils ont agi sur un terrain propice. Mais, là aussi, la responsabilité majeure n'est pas celle de l'étroitesse d'esprit nationaliste, prompte à devenir sanguinaire. La responsabilité fondamentale est celle du cynisme bureaucratique qui, déjà en 1923 (voir l'article de Fuat Orçun ci-après, ainsi que l'interview de Claire Mouradian dans *Inprecor*, numéro 263 du 11 avril 1988), posait une bombe à retardement en rattachant le Karabagh à l'Azerbaïdjan, contre la volonté de la majorité de ses habitants, pour contenter la Turquie kémaliste. Et ce alors que les conditions de l'époque pouvaient fort bien faire admettre une symétrie entre le rattachement du Nakhitchevan, majoritairement peuplé d'Azéris, à l'Azerbaïdjan, et du Karabagh à l'Arménie. Le cynisme bureaucratique, encore et toujours, qui a constamment avalisé les oppressions nationales périphériques, comme celle des Arméniens du Karabagh par le pouvoir de Bakou, petite compensation mesquine pour l'oppression de toutes les nations périphériques par le pouvoir central grand-russe.

Fraternité internationaliste

Beaucoup de sang a coulé, du sang arménien surtout, mais aussi du sang azéri. Les exodes successifs impulsés par les massacres ont abouti à une homogénéisation ethnique des différents territoires : plus d'Arméniens vivant parmi les Azéris, et plus d'Azéris vivant parmi les Arméniens (il y a près de 250 000 réfugiés arméniens et près de 200 000 réfugiés azéris, ce sont ces derniers qui ont surtout été actifs dans les affrontements inter-ethniques). Il faudra certainement beaucoup de temps avant que ces populations se mêlent à nouveau. Même au Nagorny Karabagh, une partition de fait s'est établie entre un Nord arménien et un Sud azéri.

Cependant, un des effets involontaires de l'intervention soviétique a été de favoriser la prise de conscience au sein des deux nations du tort que leur porte, également, l'antagonisme nationaliste. Un rapprochement s'est esquissé, qui ne peut se réaliser que contre Moscou. En témoignent les négociations à Riga, en Lettonie, entre le Front populaire azéri et le Mouvement pan-national arménien, sous l'égide des Fronts populaires baltes. Mais la condition essentielle d'un possible renouveau de la fraternité internationaliste en URSS reste l'entrée en scène, massivement et durablement, de la classe ouvrière, toutes nationalités confondues. ★

9 février 1990

Aux sources du conflit caucasien

L'INVASION du Caucase par l'armée tsariste, au tout début du XIXe siècle, a ouvert une nouvelle page dans l'histoire de la région et des peuples azéris et arméniens. Le pacte de Türkmençay, en 1828, a attribué l'Arménie orientale et le nord de l'Azerbaïdjan à la Russie, alors que l'Azerbaïdjan du sud (qui forme les deux tiers de cette région) restait aux mains de l'Iran. Le peuple azéri (musulman chiite) a ainsi été coupé en deux parties.

Vers la fin du XIXe siècle, l'arrivée massive du capital russe et étranger a permis l'exploitation des riches ressources souterraines (notamment le pétrole) de la région et a engendré un certain développement économique. La bourgeoisie locale, qui venait de se constituer, ainsi que les propriétaires terriens étaient entièrement dévoués au régime tsariste. Mais le Caucase était sous l'égide d'un vice-roi (gouverneur de la région au nom du Tsar) qui tentait de l'administrer sur la base d'une division provinciale ne tenant absolument pas compte des particularités ethniques, religieuses ou régionales. L'oppression des peuples locaux ne faisait qu'attiser la conscience nationale.

“Réveil national”

Au début du XXe siècle, la Transcaucasie était totalement intégrée dans l'Empire russe. Tandis qu'au niveau politique, des branches locales des partis de Russie étaient constituées, au niveau culturel, des courants novateurs commençaient à former la conscience de leurs peuples dans le cadre d'un “réveil national”. Mais l'antagonisme entre Arméniens et Azéris a souvent pris le dessus sur leur conflit commun avec les Russes, la nation dominante. Ainsi, la solidarité “naturelle” entre opposants au tsarisme laissait la place aux affrontements inter-ethniques.

Après l'invasion du nord de l'Azerbaïdjan par les Russes, les Arméniens (chrétiens grégoriens, rattachés à

La question caucasienne dans l'ancien empire tsariste et l'Union soviétique d'aujourd'hui est marquée par la complexité extrême du mélange ethnique : plus d'une vingtaine d'ethnies y cohabitent (essentiellement les Arméniens, les Azéris et les Géorgiens). Il est même impossible de délimiter exactement les frontières territoriales entre elles, notamment, en raison de la complexité de l'histoire du Caucase qui a subi une multitude d'invasions et d'occupations étrangères au long des siècles. Il ne s'agit donc pas d'une question nationale au singulier, mais de questions nationales au pluriel.

Fuat ORÇUN *

l'Eglise d'Orient) de l'Empire ottoman et de Perse ont quitté ces pays musulmans où ils étaient opprimés, pour retourner dans leurs territoires “historiques” (près de la moitié des 750 000 Arméniens du Caucase, à la fin de la Première guerre mondiale, étaient des réfugiés). Parallèlement au développement du commerce et de l'industrie, ils s'installèrent massivement à Bakou et à Tbilissi (Tiflis) qui ne faisaient pourtant pas partie des terres historiques arméniennes.

Autant en Géorgie chrétienne qu'en Azerbaïdjan musulman, cette situation a créé des réactions semblables contre les Arméniens. Le fait qu'ils soient venus de l'extérieur et soient actifs dans l'industrie, le commerce et l'éducation déplaisait pro-

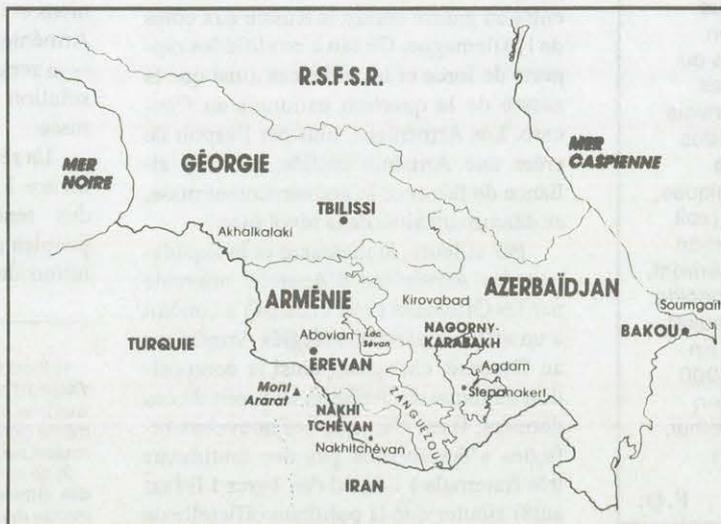
fondément, tant aux bourgeoisies locales qu'aux couches les plus arriérées de la population. Au début du siècle, à Bakou, 29 % des 115 entreprises de la ville appartenait aux Arméniens et seulement 18 % aux Azéris. Même situation au niveau de la force de travail : 17,5 % du total des ouvriers et 25 % des ouvriers qualifiés étaient Arméniens. Par ailleurs, dans l'ensemble du Caucase, 39 % de la population arménienne était citadine, alors que ce taux était beaucoup moins élevé pour les autres ethnies. La situation en Géorgie présentait beaucoup de similitudes, et l'expansion d'une bourgeoisie arménienne dominante, en l'absence d'une bourgeoisie géorgienne, ne faisait qu'attiser la haine anti-arménienne.

Selon Staline, le sentiment anti-Arménien aurait précédé le sentiment anti-Russe dans la région.

Pogroms

Par conséquent, la situation des Arméniens au Caucase devrait surtout être mise en rapport avec celle des Juifs d'Europe centrale et de Russie. Il serait donc profondément erroné de réduire le conflit caucasien à un simple affrontement religieux. Il est indéniable que des massacres injustifiables de part et d'autre ont été perpétrés, tant par les Arméniens que par les Azéris. De semblables événements n'ont pas eu lieu en Géorgie (ce qui pourrait faire croire que la dimension religieuse était prédominante). Deux facteurs l'expliquent : Arméniens et Azéris vivaient ensemble sur des territoires qu'ils revendiquaient les uns et les autres, et par ailleurs, les Azéris manifestaient une sympathie évidente pour les Ottomans, de souche “turque” comme eux, qui étaient en conflit ouvert avec les Arméniens. Le fanatisme religieux n'a, en fait, joué qu'un rôle secondaire, comme élément d'appui à un nationalisme réactionnaire des deux côtés.

* Chercheur et militant arménien, dirigeant de l'organisation de Turquie de la IVe Internationale.



Du côté arménien, avec la formation de l'organisation nationaliste Dachnak-soutioun (les *Dachnaks*), à partir de 1890, le mouvement nationaliste a gagné en force et en dynamisme. La cible du mouvement était au départ l'Empire ottoman et la récupération des terres arméniennes qu'il occupait. Par la suite, la politique d'assimilation forcée menée par les Russes a conduit à des actions contre les intérêts russes avec, notamment, un atten-

Le génocide des Arméniens

Pour l'aile ultra-nationaliste des Jeunes-Turcs au pouvoir, les Arméniens étaient le principal obstacle à la réalisation de leurs objectifs nationaux de conquête d'une "grande Turquie" (Touran) incluant le Turkestan en Asie centrale. Par ailleurs, une politique "d'économie nationale" visant à exproprier les minorités nationales pour développer une bourgeoisie "turque" avait été initiée dès le début de la Guerre : jusqu'en 1915, 80 % des entreprises étaient aux mains des "minorités nationales" et le reste des "musulmans", mais ce taux a été renversé en peu de temps à partir de cette date !

Il faut aussi relier ce problème aux visées multiples des forces impérialistes lors de la guerre et leur projet de démantèlement de l'Empire ottoman. Après la grande défaite de l'offensive turque à Sarikamis, début 1915, la région de Van-Ourmia, en Anatolie orientale, acquiert une grande importance stratégique. Les Turcs préparent une contre-offensive, alors que des détachements de volontaires arméniens s'approprient à marcher sur la ville de Van. Le 20 avril, les Arméniens de Van se révoltent. Le gouvernement ottoman publie alors un décret ordonnant la déportation des Arméniens et la mise sous sequestre de leurs biens. Il en résultera des massacres plus ou moins systématiques selon les régions, des pillages, des convois de déportés. Avec les décès dus aux mauvais traitements, à la famine, aux maladies endémiques, environ 800 000 Arméniens (soit près de la moitié de la population arménienne de la région) y périrent. S'il ne s'agissait pas d'un génocide au sens strict du terme, le résultat n'en a pas été très différent ! En 1927, il n'y avait plus que 77 000 Arméniens en Turquie et il n'en reste plus que 40 000 aujourd'hui, essentiellement concentrés à Istanbul. ★

F.O.

tat qui a failli coûter la vie au préfet du Caucase.

Le fait que les premiers affrontements inter-ethniques aient eu lieu en février 1905 éclaire la dimension politique des faits. L'étincelle a été l'attribution de l'assassinat d'un musulman de Bakou à un Arménien lié aux nationalistes du *Dachnak*. La population musulmane s'en prit aux quartiers arméniens de Bakou et les affrontements s'étendirent à diverses villes du Caucase, d'Erevan à Tbilissi. Selon différentes estimations, entre trois et dix mille personnes y auraient trouvé la mort.

La police et l'armée ne sont pas intervenues à Bakou au début des massacres. Cela a fait penser que le régime tsariste n'était pas mécontent de voir les travailleurs s'enfoncer dans un affrontement inter-ethnique qui les détournerait du mouvement révolutionnaire et que, par conséquent, une provocation fomentée par la police tsariste n'était pas à exclure (1).

Par la suite, les Azéris ont fondé une organisation d'auto-défense, Difâh (Défense), basée à Gence. On pouvait noter un certain parallélisme entre les projets du Dachnak-soutioun, principale force politique de la région, et ceux de Difâh, dans la mesure où tous deux prévoyaient la répartition du Caucase en cantons, sur une base ethnique. C'était un premier pas vers une union des peuples transcaucasiens contre le tsarisme.

Après l'écrasement de la révolution, en 1907, la situation resta stable jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale qui allait profondément bouleverser l'équilibre politique de la région.

La Guerre mondiale

En 1914, après le bombardement du port russe de Sebastopol par des cuirassés allemands qui avaient traversé les détroits du Bosphore et des Dardanelles avec l'approbation de l'Empire ottoman, ce dernier entra en guerre contre la Russie aux côtés de l'Allemagne. Ce fait a modifié les rapports de force et les alliances ainsi que la nature de la question nationale au Caucase. Les Arméniens, mus par l'espoir de créer une Arménie unifiée, ont fait alliance de fait avec le gouvernement russe, se détournant ainsi de la révolution.

Par ailleurs, le massacre et la liquidation des Arméniens d'Anatolie orientale par les Ottomans (voir encadré) a conduit à un afflux massif de réfugiés Arméniens au Caucase, changeant ainsi la composition ethnique de la région au profit de ces derniers. Il est clair que ces nouveaux réfugiés n'éprouvaient pas des sentiments très fraternels à l'égard des Turcs ! Il faut aussi ajouter que la politique officielle de

l'Etat ottoman, à l'époque, était la fondation d'un Etat pan-turc musulman qui s'étendrait jusqu'aux confins de l'Asie centrale, même si le sultan (2) avait décrété la *djihad* (Guerre sainte) donnant ainsi un relief plus religieux que nationaliste à la guerre. Pour expliquer les causes objectives de cet affrontement, il suffit de savoir que la présence des Arméniens — ni Turcs ni musulmans — sur le chemin qui mène à l'Asie centrale, tant du côté russe qu'ottoman, était un obstacle concret à ce projet.

Les relations turco-azéris

En revanche, la situation de l'Azerbaïdjan était différente. Même si les Azéris n'avaient rien à craindre d'une occupation ottomane, ils avaient néanmoins développé une conscience nationale propre à partir de la fin du XIXe siècle et, par ailleurs, la région était plus riche que l'Empire ottoman et ses relations économiques s'étaient surtout développées avec la Russie. Par conséquent, les Azéris cherchaient avant tout une solution "nationale" dans le cadre de la Russie. Ils n'ont donc jamais abandonné l'idée d'un Azerbaïdjan indépendant, au profit d'une occupation ottomane. Par la suite, l'entrée des troupes ottomanes dans la région a détruit toute velléité de rapprochement entre Azéris et Ottomans, d'autant plus que ces derniers étaient hostiles à l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

Dans la mesure où les musulmans de Transcaucasie, comme d'ailleurs tous les musulmans, étaient exempts du service militaire dans l'Empire russe, il a été difficile de déterminer exactement leur attitude durant la guerre. La probabilité d'un soulèvement des musulmans à l'approche des troupes ottomanes est devenue caduque avec les victoires successives des Russes sur le front, à partir de 1916, et leur entrée dans les terres ottomanes, en Anatolie. Ainsi, le massacre des Arméniens et la haine nationale croissante entre Arméniens et Turcs — et non pas Azéris — a rendu impossible toute recherche de solution au conflit en dehors du giron russe.

La révolution de février 1917 allait remettre à l'ordre du jour le renforcement des tendances nationalistes chez les peuples du Caucase, à l'instar de la révolution de 1905. Mais aucune de ces na-

1) Il est étonnant de constater que la bureaucratie d'aujourd'hui utilise les mêmes méthodes que le tsarisme d'hier, puisque c'est une provocation du même genre qui aurait été à l'origine des récents massacres de Bakou !

2) Le sultan ottoman était à la fois le chef d'Etat et des armées et la plus haute autorité religieuse du monde musulman sunnite (le calife).

tions — des plus développées aux plus arriérées — n'était en mesure d'obtenir son indépendance par ses propres forces et elles ne posaient pas le problème en termes de "dépendance-indépendance". La Géorgie menchevique en sera le meilleur exemple, cherchant tantôt l'appui de l'impérialisme allemand, tantôt celui de l'impérialisme britannique.

La situation était, en effet, on ne peut plus confuse, avec la présence sur le terrain, outre de l'équivalent régional des forces politiques centrales, des multiples courants nationalistes. Les mencheviques en Géorgie, les *Moussavatistes* (3) en Azerbaïdjan et les *Dachnaks* en Arménie étaient les forces prédominantes. Mais, au lieu de résoudre la question de leur indépendance dans le respect de celle des autres nationalités, chacune de ces forces menaçait les intérêts vitaux de ses voisins avec, notamment, des alliances éphémères et douteuses. La seule force politique qui œuvrait au dépassement des rivalités nationales en unissant tous les travailleurs contre les *Dachnaks*, les *Khans*, les *Beys* (4) ou les mencheviques géorgiens, était le mouvement initié par le bolchevique arménien Stepan Chaoumian (5). Mais, faute de soutien social suffisant et sous les coups des ingérences étrangères, ce mouvement fut vaincu.

Jusqu'au vide politique créé par les aléas de la "soviétisation" du Caucase, aucune de ces nations n'avait réellement de projet "d'indépendance". Même les Arméniens ne concevaient la survie de leur identité nationale qu'au sein de la Russie et grâce à la protection des Russes, notamment pour éviter d'être emprisonnés entre les Turcs d'Anatolie et les Azéris (les mêmes raisons restent valables aujourd'hui). Même les Géorgiens (pourtant les plus avancés sur cette voie) se contentant de revendications d'autonomie culturelle au sein d'un régime russe qu'ils espéraient voir évoluer dans un sens libéral.

Le POSDR au Caucase

Quant aux organisations révolutionnaires en Transcaucasie, leur histoire est tout aussi complexe. L'exemple le plus typique à ce sujet est l'organisation du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR). Jusqu'au VII^e congrès du POSDR (bolchevique), en 1917, mencheviques et bolcheviques caucasiens étaient regroupés dans les mêmes structures. Minoritaires, les bolcheviques y voyaient un terrain d'unité d'action, tandis que les mencheviques pensaient pouvoir contrôler ces derniers.

Mais les différenciations ethniques ont également pesé sur les organisations révolutionnaires et elles ont été long-



Unités d'auto-défense des villages arméniens, au début du siècle (DR)

temps incapables d'agir en commun et de s'unir. En 1903, le Parti avait refusé au Bund (6), le droit de s'organiser "séparément" et d'être le représentant exclusif du prolétariat juif. Mais, compte tenu de l'impossibilité de recruter des musulmans dans une organisation dirigée par des chrétiens d'origine, comme les Russes, les Géorgiens ou les Arméniens, le POSDR a autorisé de fait, en 1904, la formation de *Hümmet* (Entraide), une organisation sociale-démocrate musulmane indépendante qui gardait cependant des liens organiques avec le Parti central.

Hümmet

Hümmet avait à l'origine un programme centré essentiellement sur une critique du tsarisme et des survivances religieuses. Le bolchevique Nerimanov, qui a rejoint *Hümmet* en 1905, a joué un grand rôle dans son développement (avec son camarade Azizbekov). Selon lui, « les ouvriers azéris ne sont pas aussi révolutionnaires que les Russes ou Arméniens. Cela est dû à l'arriération et à l'ignorance de certains mencheviques du *Hümmet*. Il faut y ajouter les préjugés nationaux et religieux » (7)

3) Le parti *Moussavat* (les *Moussavatistes*), principale force politique azérie a été fondé en 1912 par des déçus du socialisme. Son programme était ouvertement pan-islamiste.

4) Les *Khans* et les *beys* étaient des propriétaires terriens dirigeant cette région divisée en *khanats*.

5) Stepan Chaoumian (1878-1918). Membre du Comité central du Parti bolchevique qui a dirigé la révolution en 1917, il a été nommé par Lénine Commissaire spécial en Caucase. Lors de la conférence de toutes les branches du Parti bolchevique, du 2 au 7 octobre 1917, Chaoumian défendit la séparation du Caucase en différentes régions autonomes nationales, mais la majorité se rangea à une motion préconisant l'unité du Caucase sans prendre en compte les différences ethniques. La résolution adoptée stipulait que, compte tenu du mélange extrême des peuples de la région, il ne pouvait être question de créer des Etats fédéraux. A posteriori, on peut constater que cette position défendue par des "vieux bolcheviques" comme Ma-

Hümmet avait également des cellules dans la région de la Mer caspienne et au Daghestan. Il a fait élire un représentant à la Douma [parlement], en 1906. Il possédait une publication en deux langues (en arménien et en azéri), *Davet-Koch*, destinée spécialement aux ouvriers musulmans. On possède peu d'information précises sur ses liens organiques avec le POSDR. En 1906, Staline tenta — en vain — de rattacher *Hümmet* au centre.

Du côté arménien, pour des raisons similaires à *Hümmet*, une organisation sociale-démocrate indépendante arménienne, du même type que le Bund juif avait été fondée à Bakou. Mais c'est surtout l'Union des sociaux-démocrates arméniens, fondée à Tbilissi (en Géorgie) en octobre 1902 sous la direction de Chaoumian, qui a marqué le mouvement ouvrier arménien. L'année suivante, en mars 1903, les sociaux-démocrates caucasiens organisaient leurs premiers comités, à Tbilissi, Batoum et Bakou, et décidaient de publier un organe en trois langues (russe, arménien, géorgien) : *La lutte du prolétariat*.

Avec la révolution russe de février 1917, l'histoire du Caucase s'accéléra de nouveau. Le vice-roi du Caucase est démis et un gouvernement provisoire

kharadzé ou Kavtaradzé, laissait aux *Dachnaks* et *Moussavatistes* le soin de régler la "question nationale", pour ne se préoccuper que des questions sociales et a causé des torts importants aux bolcheviques.

6) Le Bund, Association générale ouvrière juive de Pologne, de Lithuanie et de Russie, fondée à Vilnius en 1897, représentait à l'époque la force principale du mouvement ouvrier juif au sein de l'Empire tsariste. Après avoir été l'une des organisations à l'origine du POSDR, en 1898, le Bund s'en sépara lors du II^e Congrès du POSDR, en 1903. Partisan de l'autonomie nationale culturelle juive et d'une transformation dans un sens fédéraliste du POSDR, le Bund se heurta à l'orientation centraliste des sociaux-démocrates russes (tant bolcheviques que mencheviques). Il réintégra le POSDR après la révolution de 1905, sans qu'aucune des divergences ne soit réglée.

7) *Russian Azerbaijan 1905-1920*, Tadeusz Swictochowski, Cambridge University Press, 1985.

transcaucasien formé. Les trois grands partis du Caucase, mencheviques géorgiens, *Dachnaks* arméniens, et *Moussavatistes* azéris y sont représentés. Un Soviet des délégués ouvriers est proclamé à Tbilissi le 4 mars. Le 7 mars, un Soviet des délégués ouvriers est constitué à Bakou avec la participation des *Dachnaks*, des *Moussavatistes*, des Socialistes-révolutionnaires (S-R) (8), des mencheviques et des bolcheviques. A sa première réunion, avec 52 délégués représentant 52 000 ouvriers, le Soviet élit Chaoumian à la présidence. Pourtant, les bolcheviques ne disposaient que de neuf délégués (en avril, le nombre de délégués bolcheviques s'éleva à 25).

Même après la victoire de la révolution d'Octobre, le rapport de forces au Caucase resta défavorable aux bolcheviques. Aux élections pour l'Assemblée constituante, ils n'obtinrent que 8 % des voix dans l'ensemble du Caucase, contre 30 % pour les mencheviques, 20 % pour les *Dachnaks*, et 19 % pour les *Moussavatistes*. Mais à Bakou, ils parvinrent cependant à gagner une majorité relative avec 22 % des voix. La dissolution de l'Assemblée constituante à Pétrograd, en janvier 1918, força les groupes d'opposition à adopter une attitude plus conciliatrice envers les bolcheviques.

Les ingérences étrangères

Après l'effondrement du tsarisme, les questions nationales du Caucase ont également revêtu un caractère international dépassant l'histoire et les particularités des peuples de la région. Les impérialistes allemands, comme les Ottomans, avaient l'ambition de combler le vide laissé par les Russes et de s'appropriier les richesses souterraines du Caucase en contrôlant, voire même en annexant la région. Après la signature du traité de Brest-Litovsk (9), les armées ottomanes ont rapidement envahi les terres à forte concentration arménienne, qu'ils avaient perdues lors de la guerre russo-ottomane de 1878, poussant leur avancée jusqu'en Géorgie, à Batoum.

Cette poussée ottomane reflétait une claire volonté d'annexion en lien avec le projet panturquiste, d'autant plus que le traité de Brest-Litovsk n'avait nullement attribué cette région à l'Empire ottoman.

Le 22 avril 1918, le Seim (Parlement de Transcaucasie dominé par les mencheviques) proclame la Républi-

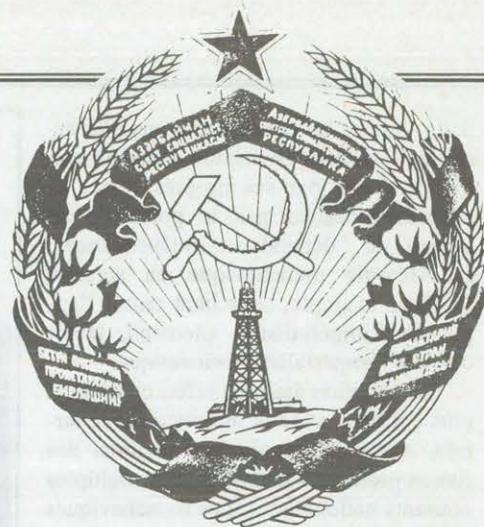
que fédérative indépendante de Transcaucasie. En réaction, le 25 avril, les bolcheviques annoncent la formation d'un gouvernement du Soviet de Bakou sous la direction de Chaoumian, avec la participation de Chaparadzé, ainsi que des bolcheviques azéris membres de Hümmet : Nerimanov (futur chef d'Etat azéri) et Azizbekov. Mais, les armées turques qui avaient uni leurs forces à celles des Azéris qui habitaient en dehors de Bakou, formèrent une "Armée de l'Islam" de 20 000 hommes et poursuivirent leur progression en s'affrontant aux Arméniens.

Le Soviet de Bakou

Avec l'avancée ottomane, les affrontements ont de nouveau pris un caractère inter-ethnique. Les Arméniens se sont rangés aux côtés des Russes, les Azéris aux côtés des Turcs. Selon le récit de Chaoumian : « *D'un côté la garde rouge soviétique, le régiment bolchevique international et la flotte rouge. De l'autre, la Division sauvage musulmane qui compte dans ses rangs de nombreux officiers russes et des bandes armées musulmanes dirigées par les Moussavatistes. L'issue du combat nous a été favorable. (...) Nous avons eu 6 000 combattants et 3 à 4 000 hommes de troupes arméniennes soumises aux Dachnaks. Leur participation a pris le caractère d'une lutte intercommunautaire, mais il a été impossible de l'éviter.* » (10)

La Géorgie, de son côté, a demandé la protection des Allemands, leur permettant ainsi de s'approprier le contrôle du chemin de fer acheminant le pétrole de Bakou et d'obtenir des garanties sur la livraison du manganèse géorgien.

En mai 1918, la guerre civile débuta en Russie. La Fédération de Transcaucasie sera dissoute le 26 mai par les mencheviques et les *Moussavatistes*, malgré l'opposition des Arméniens. A un jour d'intervalle, l'un après l'autre, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan déclarèrent leur indépendance. Le 4 juin, chacune de ces républiques signa une paix séparée avec l'Empire ottoman. L'armée ottomane poursuivit son offensive vers Bakou. Malgré l'opposition des bolcheviques, le Soviet de Bakou (avec les voix des mencheviques, des *Dachnaks* et des



Armoiries de l'Azerbaïdjan

S-R) décida d'appeler les Britanniques à l'aide et d'arrêter le gouvernement bolchevique. Mais l'intervention britannique fut insuffisante et Bakou dû être évacuée. Chaoumian, Chaparadzé, Azizbekov et 34 autres commissaires bolcheviques furent fusillés par des S-R aux ordres des Britanniques. Neuf à dix milles Arméniens furent tués lors de la prise de Bakou par les Ottomans.

Après la défaite ottomane à l'issue de la Première Guerre mondiale, les Britanniques envahirent à leur tour la région, en faisant proclamer un gouvernement Azéri à leur solde. Ils étaient particulièrement intéressés par le contrôle des pétroles de Bakou. Mais ils durent finalement se retirer à leur tour en mai 1919, en laissant Bakou sous mandat... italien ! Ces derniers y renoncèrent assez rapidement. Les affrontements se poursuivirent jusqu'à l'occupation du Caucase par l'Armée rouge à l'issue de la guerre civile.

La guerre civile a paradoxalement rapproché les courants nationalistes de Moscou. Au début, en 1918-1919, les peuples musulmans étaient opposés au pouvoir soviétique. Par la suite, face à l'attitude des armées blanches qui, loin de reconnaître leurs droits à l'indépendance, refusaient même de leur accorder une autonomie culturelle et appliquaient une politique de répression typiquement chauvine grand-russe, les peuples musulmans ont commencé à se rallier au pouvoir bolchevique à partir de 1920.

Avec la défaite des armées blanches, le retrait des Anglais et l'arrivée de l'Armée rouge au Caucase, les rapports

8) Socialistes-Révolutionnaires (S-R) : courant issu du populisme russe, était la principale force révolutionnaire dans la paysannerie. A participé au gouvernement de Kerenski après la révolution de février 1917 et a soutenu la poursuite de la guerre. Le mouvement a scissionné et les S-R de gauche ont soutenu la révolution d'octobre, en formant un gouvernement avec les bolcheviques. Ils s'en séparèrent après le traité de Brest-Litovsk, en 1918.

9) Le traité de Brest-Litovsk a été signé le 3 mars 1918 entre l'Allemagne et le gouvernement soviétique. Avec ce traité que les bolcheviques ont dû si-

gnier "le couteau sur la gorge", la Pologne, l'Ukraine, la Livonie, l'Estonie, la Lithuanie, la Russie blanche, soit au total un quart de la population, des terres cultivables, des voies ferrées et 75 % de la capacité de production d'acier et de fer de la Russie sont restés aux mains des Allemands. L'Empire ottoman a récupéré, de son côté, des villes comme Erzincan et Erzurum qu'il avait perdues durant la guerre, ainsi que des villes comme Batoum, Kars, Ardahan perdues en 1878.

10) L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, Serge Afanasyan, L'Harmattan, Paris, 1981.

de forces ont une fois de plus été bouleversés : une insurrection à Bakou a jeté à bas le gouvernement azéri le 27 avril 1920. En Arménie, les Dachnaks ont formé un gouvernement qui était en guerre contre les Turcs. Fin 1920 alors que le gouvernement d'Arménie épuisait ses dernières munitions, un comité révolutionnaire qui accompagnait l'Armée rouge proclama la République socialiste d'Arménie.

Le mouvement national en Turquie

La "soviétisation" du Caucase a coïncidé avec la défaite de l'Empire ottoman, son morcellement et son occupation par les forces alliées. A partir de 1919, un général de l'Empire ottoman, Mustafa Kemal (Atatürk) prend la tête d'un mouvement national dirigé contre l'occupation étrangère du pays. Il réussit à rallier des officiers nationalistes, la bourgeoisie moyenne et les notables d'Anatolie, les islamistes (dont il se débarrassa au lendemain de la victoire) et la paysannerie. Il reconstitua une armée régulière et convoquera un Parlement à Ankara qui sera le centre du nouveau pouvoir.

Le combat contre le même adversaire — l'impérialisme britannique — a créé une alliance de fait entre le mouvement nationaliste turc et le gouvernement bolchevique. Cette alliance a soulevé de nombreuses questions théoriques et pratiques, tant dans le domaine des luttes de libération nationales, que de la "lutte anti-impérialiste" en général. En 1920, le IIe Congrès de l'Internationale communiste (IC) et le Congrès des Peuples d'Orient de Bakou (11) en ont largement débattu. On peut difficilement affirmer qu'il en sortit un cadre stratégique cohérent. En réalité, les cadres de l'IC étaient loin de comprendre et de maîtriser ces problèmes et n'ont pas pu approfondir la question.

Mais la situation en Turquie nécessitait une réponse urgente. D'une part, les résidus de l'armée ottomane continuaient à se battre au Caucase, tandis qu'une résistance s'était organisée dans les territoires occupés. Les succès des armées turques contre l'impérialisme (en réalité contre les forces d'occupation) avaient une grande importance du point de vue de la sécurité de la Russie soviétique. Celle-ci apporta donc une grande aide logistique et militaire au mouvement national anatolien. Mais, au niveau politique, à chaque occasion, le gouvernement d'Ankara préféra s'éloigner de Moscou et s'allier à l'impérialisme. En revanche, Moscou adopta une attitude extrêmement conciliatrice à son égard, notamment sur le tracé des frontières au Caucase.

Au départ, par le biais du commissariat du peuple aux Affaires étrangères, Moscou avait tenté de faire pression sur le gouvernement turc pour que celui-ci respecte le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Cependant, il ne s'agissait que d'une attitude de principe qui n'eut pas de suite. Or, le dossier du Caucase fut repris par le commissariat du peuple aux Nationalités, dirigé par Staline... et l'affaire fut rapidement expédiée.

Il était clair que l'Arménie ne faisait pas le poids aux yeux de Moscou, comparé à l'importance des relations stratégiques avec la Turquie et les peuples musulmans en général, sans oublier le pétrole azéri. Le gouvernement arménien du Dachnak avait capitulé et le gouvernement soviétique qui lui a succédé n'a pas eu la possibilité de faire prévaloir ses intérêts. La Turquie a donc été le grand bénéficiaire de ces relations diplomatiques. C'est ainsi que furent réglés le cas du Haut-Karabagh et du Nakhitchevan.

Les cas du Haut-Karabagh et du Nakhitchevan

Initialement, il était question d'unifier l'Arménie. Pourtant, non seulement l'Arménie occidentale a été abandonnée aux Turcs, mais des mesures en leur faveur ont été prises en Arménie orientale.

Le Nakhitchevan avait été cédé aux Arméniens par les Britanniques en 1918. Mais après leur retrait, les musulmans du Nakhitchevan attaquèrent la population arménienne et la forcèrent à évacuer le district. En 1921, lors des négociations avec le pouvoir soviétique, le gouvernement turc combina pressions diplomatiques et militaires pour que le Nakhitchevan soit attribué à l'Azerbaïdjan et les soviétiques cédèrent. Le traité d'amitié turco-soviétique du 16 mars 1921, accorda l'autonomie au Nakhitchevan dans le cadre de l'Azerbaïdjan, à condition que celui-ci ne puisse céder ses droits à un pays tiers.

Le Karabagh, de son côté, était peuplé à l'époque de 165 000 Arméniens et de 59 000 Azéris. Déjà en 1918, "l'Armée islamique" turco-azérie avait exigé son annexion à l'Azerbaïdjan. L'administration azérie — sous protection britannique — envahit le Karabagh à l'été 1919, malgré l'opposition de la population arménienne. Après des guerres incessantes, où le territoire changea plusieurs fois de mains, le Karabagh, toujours sous la pression du gouvernement turc, fut rattaché à l'Azerbaïdjan. Son cas sera définitivement réglé en 1923, par la création du territoire autonome du Haut (Nagorny)-Karabagh.

Quant à la Géorgie, elle présentait un cas totalement à part : début 1921, le sou-

La "soviétisation du Caucase"

1917

4 mars : Soviet des délégués ouvriers à Tbilissi.

6 mars : Soviet des délégués ouvriers à Bakou, Chaoumian élu président.

15-20 avril : Premier congrès des musulmans du Caucase.

9 juin : Lénine se prononce en faveur d'une république arménienne indépendante, lors de la Première conférence des soviets.

27 septembre : Grève générale à Bakou, dirigée par les bolcheviques.

15 novembre : Création du commissariat au Caucase du POSDR (bolchevique).

28 novembre : Cessez-le-feu entre les armées russes et turques.

1918

5 janvier : Dissolution de l'Assemblée constituante à Petrograd.

3 mars : Traité de Brest-Litovsk.

30 mars/1er avril : Affrontements entre Moussavatistes et bolcheviques : 3 000 morts.

22 avril : Proclamation par le Seim de la République fédérative indépendante de Transcaucasie.

25 avril : Bolcheviques et S-R de gauche forment un gouvernement à Bakou.

15 mai : L'Armée turque entre à Alexandropol.

26 mai : La Fédération transcaucasienne est dissoute. La Géorgie proclame son indépendance.

27 mai : L'Azerbaïdjan proclame son indépendance.

28 mai : L'Arménie proclame son indépendance.

4 juin : Ces trois républiques signent un traité de paix avec les Turcs.

25 juillet : Le soviet de Bakou appelle les Britanniques à l'aide.

9-17 août : Arrivée des troupes britanniques à Bakou.

16 septembre : Les Turcs prennent Bakou, massacre des Arméniens.

31 octobre : Les Turcs signent l'armistice et se retirent du Caucase.

17 novembre : Les troupes indo-britanniques entrent à Bakou et soutiennent les Azéris.

1919

10 mai : Retrait des Britanniques.

1920

27 avril : L'Armée rouge entre à Bakou et une insurrection balaye le gouvernement azéri.

1er mai : Manifestation des bolcheviques arméniens. 500 arrestations.

1-8 septembre : Congrès des peuples d'Orient à Bakou.

23 septembre : Percée de l'armée kémaliste turque vers l'Arménie.

2 décembre : Traité turco-arménien d'Alexandropol.

1921

11 février : L'Armée rouge entre en Géorgie.

16 mars : Traité turco-soviétique.

11) Le Congrès des peuples d'Orient s'est réuni le 7 septembre 1920 à Bakou, sous l'égide de l'IC. Il réunit 1 891 délégués d'une trentaine de nationalités, essentiellement des peuples asservis par la Russie des tsars. Le Congrès appela à une "guerre sainte" contre l'impérialisme. Des délégués exprimèrent de vives critiques contre les méthodes de "soviétisation", notamment en Asie centrale. Le Congrès n'eut cependant aucune suite pratique.

Le soutien populaire du gouvernement menchevique subissait une rapide érosion et les conditions d'un soulèvement populaire mûrissaient. En février, Staline et Ordjonikidzé (11) poussèrent alors l'Armée rouge à envahir la Géorgie. L'Armée rouge ne put pénétrer à Tbilissi qu'après deux semaines d'affrontements sanglants. Contrairement aux attentes, il n'y eut ni soulèvement, ni accueil enthousiaste de la population (12).

La question géorgienne rebondit l'année suivante, avec la démission de tout le Comité central du Parti communiste local qui s'opposait à la création de la République soviétique de Transcaucasie et revendiquait la possibilité pour chaque république nationale du Caucase d'entrer directement dans l'Union soviétique. Cette "rébellion" des communistes géorgiens fut "régulée" par Staline et Ordjonikidzé. La question géorgienne fera l'objet du dernier combat de Lénine, sur son lit de mort, pour défendre les droits et la fierté bafoués des Géorgiens (13).

La "prison des peuples"

La révolution russe avait créé des conditions nouvelles pour que les nations opprimées de la Russie tsariste — la plus grande "prison des peuples" du monde entier — puissent réécrire leur histoire. La déclaration qui fut adoptée par le gouvernement révolutionnaire, quelques jours après la victoire, comprenait quatre points essentiels : égalité et souveraineté des peuples de Russie ; droit à la séparation et à l'auto-détermination, y compris en fondant un Etat indépendant ; fin des privilèges nationaux et religieux ; libre développement des minorités nationales des territoires russes.

Le programme du Parti bolchevique, en 1919, proposait également une Union d'Etat fédéraux, organisés sur le modèle soviétique. On y soulignait l'importance d'accorder une attention particulière aux sentiments nationaux pour arriver à une union volontaire et permanente. Cependant, après la défaite du tsarisme et la victoire de la guerre civile, la direction bolchevique n'avait aucune idée précise sur la manière de régler le problème du Caucase ou des peuples musulmans d'Asie centrale. Au bout de quelques années, tant par manque « d'attention particulière », que par l'émergence de problèmes imprévus, la question nationale redevint source de crise.

L'analyse de la politique du jeune gouvernement soviétique, puis du stalinisme, face à la question nationale relève d'une autre étude. Il est clair cependant que la révolution bolchevique n'a pas apporté de solution à la question nationale et

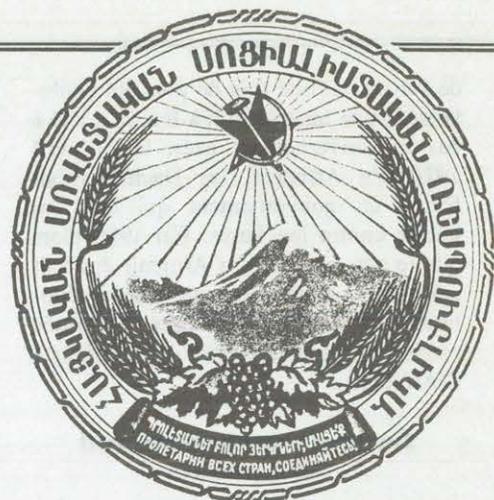
que le droit à l'autodétermination est resté sur le papier. Sous le stalinisme, la "prison des peuples" s'est refermée. Il faut aussi souligner que les bolcheviques, qui avaient tout misé sur une victoire de la révolution allemande, étaient loin de pouvoir maîtriser et comprendre les problèmes qui se posaient aux nations opprimées de l'ancien empire, vivant encore dans des formations sociales pré-capitalistes. Quant aux intellectuels de ces sociétés, ils commençaient à peine à exprimer politiquement leurs problématiques. Il faut aussi ajouter que l'on ne peut amalgamer les problèmes relatifs à chacune de ces nations. La situation en Asie centrale était très différente du Caucase, tandis que l'Ukraine représentait un cas entièrement à part.

Mais partout, les directives politiques émanant du centre ont eu des effets semblables : pour pallier à la faiblesse, voire à l'absence, de prolétariat ou de cadres communistes indigènes (ou le manque de confiance envers eux) on y substitua des cadres russes émigrés. La "soviétisation", qui ne s'appuyait pas sur le soutien des peuples indigènes, a donc été synonyme de "russification".

« Une dictature du prolétariat à caractère colonialiste »

Des cadres bolcheviques ont souligné le problème, dès le début des années 20. Safarov, envoyé spécial de Lénine en Asie centrale, a noté dans son rapport que « la dictature du prolétariat dans ces régions avait revêtu un caractère colonialiste ». Christian Racovski (14), en 1923, attirait l'attention sur les méfaits de la russification de l'Ukraine et notait que cette politique pouvait conduire à une nouvelle guerre civile. Lors du Congrès des peuples d'Orient de Bakou, divers délégués ont exprimé leurs griefs contre les faiblesses de la politique du pouvoir soviétique.

Puis la bureaucratie se renforçait, plus la solution de la question nationale revêtait un caractère de répression sanglante, marquée par le chauvinisme grand-russe. Le point de vue des communistes locaux était totalement ignoré et combattu par des méthodes bureaucratiques et administratives, à l'instar de Sultan Galiev, un bolchevique tatar qui avait occupé de hauts postes dans le commissariat du peuple aux Nations et développé une théorie spécifique sur le "communisme musulman" et sur les "peuples prolétaires". Il fut démis dès 1923 puis interné par Staline en 1929. Plus tard, Kamenev (15) notera qu'il s'agissait du premier exemple significatif des méthodes de liquidation stalinienne...



Armoiries de l'Arménie

A partir des années 30, cette liquidation prit un caractère systématique et tous les dirigeants communistes, ainsi que les élites nationales des peuples opprimés, notamment au Caucase, furent exécutés par la bureaucratie stalinienne.

Le stalinisme n'a pu résoudre aucune des questions nationales en URSS, ni dans les régions les plus avancées, ni dans les régions les plus arriérées, au contraire, il les a envenimées. Si la question nationale revêt aujourd'hui un caractère si explosif en URSS, c'est la rançon de toute cette histoire, et non pas des "provocations impérialistes" ou du "nationalisme borné" des peuples opprimés. Face au manque de confiance entre les peuples opprimés du Caucase, Moscou se place en position d'arbitre alors qu'il est lui-même en grande partie responsable du conflit actuel. D'autant plus que les dégâts causés par des décennies de pratiques criminelles ne pourront se résoudre par des appels à la fraternité naïfs ou hypocrites.

Seule l'existence de droits égaux entre Russes et non-Russes — non pas une simple égalité formelle, mais de nature à compenser les inégalités d'antan — pourrait servir de levier pour assurer une égalité réelle entre les nations opprimées elles-mêmes. ★

Istanbul
le 6 février 1990

12) Serge Ordjonikidzé (1886-1937), militant bolchevique, membre du comité central, fut secrétaire du Parti en Transcaucasie. Se suicida en 1937.

13) Dans son livre sur Staline, en 1940, Trotsky nota que l'invasion militaire de la Géorgie marquait le début de la contre-révolution stalinienne.

13) Voir Moshé Lewin, *Le dernier combat de Lénine*, Edition de Minuit, Paris.

14) Christian Racovski (1873-1942) cadre bolchevique d'origine roumaine, il fut l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche aux côtés de Trotsky. Il fut condamné lors des Procès de Moscou de 1938 et mourut en déportation.

15) Léon Kamenev (1883-1936), vieux bolchevique, compagnon de Lénine. Après la mort de Lénine, il s'allia d'abord à Staline lors de la lutte contre Trotsky, puis fit bloc avec ce dernier contre Staline. Il fut exécuté à la suite des Procès de Moscou de 1936.

Le coup de théâtre de De Klerk

Dans son discours très attendu, à l'occasion de l'ouverture du parlement, le président sud-africain F. W. de Klerk a repris l'initiative en allant beaucoup plus loin que prévu. La fin de l'interdiction de centaines d'organisations dont le Congrès national africain (ANC), le Congrès pan-africaniste (PAC) et le Parti communiste sud-africain (PCSA),

la libération de nombreux prisonniers politiques et la promesse de libération de Nelson Mandela, ainsi que la levée partielle de l'état d'urgence ont créé une nouvelle situation politique dans le pays.



Mark HARPER



DANS LES RUES de Johannesburg, une manifestation spontanée pour fêter les mesures annoncées a été réprimée par la police, avec des gaz lacrymogènes. Dans le township d'Alexandra,

une marche prévue de longue date s'est transformée en rassemblement de masse en faveur des organisations légalisées.

La première réaction des différentes forces de libération, ANC, Front d'union démocratique (UDF), PAC, Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), AZAPO, Conseil national des syndicats (NACTU) etc., a été d'accueillir prudemment ces mesures et de mettre l'accent sur le fait qu'elles ne vont pas assez loin. En effet, les aspects fondamentaux de l'apartheid sont toujours présents : le *Group Areas Act*, le *Land Act*, le *Population Registration Act*, etc. (1).

Par ailleurs, il est difficile de savoir comment des organisations comme le Parti communiste vont pouvoir fonctionner si la Loi sur l'interdiction du communisme et la censure continuent à exister. On ne sait pas encore clairement non plus si tous les exilés pourront rentrer sans risquer des poursuites. Dans une déclaration à la presse, le chef de la division des rela-

tions publiques de la police sud-africaine a déclaré qu'il ne voulait pas faire de commentaires sur d'éventuelles poursuites contre des gens très connus tels le président de l'ANC Oliver Tambo !

Ce qui est clair, cependant, c'est que dans une volonté de faire un pas en avant vers des négociations, De Klerk a accepté la plupart des pré-conditions de l'ANC pour établir un climat de dialogue (2). L'intention du gouvernement du Parti national est clairement d'imposer ses propres conceptions des réformes et ses conditions pour une activité politique ouverte du mouvement de libération. Il compte sur les pressions des gouvernements impérialistes, et sans doute sur l'aide de l'Union soviétique et des Etats africains, pour pouvoir contraindre le mouvement noir à accepter un règlement politique qui accorderait quelques réformes du système tout en garantissant que les privilèges et le pouvoir ne soient pas fondamentalement remis en cause.

En échange, il s'engage à accorder une libéralisation politique graduelle, et restructuration non- raciale de l'économie. Cela comprend l'abolition, dans un certain laps de temps, de toutes les lois de discrimination raciale inscrites dans la législation depuis 1910. Le but est d'aboutir à une situation où c'est désormais la "classe" et non la "race", qui détermine avant tout le statut et les privilèges. Cela peut engendrer un éventuel compromis entre le mouvement nationaliste africain

et l'Etat sud-africain. Pour qu'un tel compromis voit le jour, il doit également se faire sur la revendication fondamentale de ceux qui veulent négocier avec le gouvernement : un Etat unitaire non-racial basé sur le principe « *Un homme, une voix* ».

Le document récemment adressé par Nelson Mandela au gouvernement (3) évoque la possibilité de compromis lors de futures négociations entre le Parti national et l'ANC. A cet égard, la réaction de Walter Sisulu (4) à la levée partielle de l'état d'urgence et à l'éventualité d'une abolition de toutes les restrictions par le gouvernement, augure mal, dans la mesure où celui-ci a déclaré que l'ANC aiderait le gouvernement à maintenir l'ordre et la loi. Cela pourrait éventuellement signifier que ceux qui militent contre le projet de négociation pourraient être réprimés par certains secteurs du mouvement de libération.

Test décisif

Le PCSA, pour sa part, est confronté à une décision difficile étant donnée sa présence à l'intérieur de l'ANC. Cherchera-t-il aujourd'hui à faire de la politique exclusivement dans l'ANC ou commencera-t-il à se créer une identité propre ? Comment évitera-t-il des ruptures ouvertes avec les secteurs les plus modérés de l'ANC sur la tactique des négociations ?

L'extrême gauche doit faire face à un test décisif : elle doit concurrencer ouvertement le PCSA qui, depuis la chute du stalinisme en Europe de l'Est, s'est orienté vers une ligne pro-gorbatchévienne. Ce tournant a déjà reçu un accueil favorable dans les syndicats traditionnellement à gauche, tels le Syndicat national des ouvriers de la métallurgie sud-africain (NUMSA) dont les dirigeants ont déclaré que la nouvelle ligne du PCSA était semblable à la vieille position du Syndicat des ouvriers de la métallurgie et associés (principal syndicat formant le NUMSA).

Cependant, les réformes vont mener à une activité politique ouverte bien plus aisée pour tous et, même si De Klerk cherche à l'utiliser pour créer des divisions entre réformistes et révolutionnaires, ces derniers sont capables d'utiliser ce large espace pour faire dérailler le processus du compromis politique. ★

8 février 1990

1) Lois sur l'habitat, la terre et la classification par races.

2) Voir *Inprecor* numéro 298 du 27 novembre 1989.

3) Il s'agit de la lettre à De Klerk en 1989.

4) Dirigeant historique de l'ANC récemment libéré de prison (voir *Inprecor* numéro 295 du 16 octobre 1989).

Mandela libre !

A l'heure où nous mettons sous presse, la libération de Nelson Mandela est imminente, après 27 années d'emprisonnement. Il est la principale figure emblématique de l'ANC. Une campagne internationale permanente a été animée dans un très grand nombre de pays pour exiger sa libération qui symbolise donc aussi un tournant dans la situation sud-africaine. Elle n'en est pas simplement une conséquence secondaire. Mandela a été très actif politiquement dans la dernière période. Il a pris des initiatives comme l'atteste la lettre que nous publions ici et qu'il avait envoyée à l'ex-président Botha, en 1988.

Ce document a suscité de nombreuses discussions en Afrique du Sud, dans la mesure où, sous couvert d'une réflexion générale, il introduit des choix politiques implicites. Il est certain que Nelson Mandela ne sera pas un simple ex-prisonnier mais jouera un rôle de tout premier plan dans les débats à venir.

DOCUMENT



L'approfondissement de la crise politique dans notre pays représente pour moi un sérieux motif de préoccupation depuis pas mal de temps et je considère à présent qu'il est nécessaire pour l'intérêt national que le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement se rencontrent le plus rapidement possible afin de négocier un réel règlement politique.

Avant toute chose, je dois souligner que je fais cette démarche sans avoir consulté l'ANC. Je suis certes un membre loyal et discipliné de l'ANC. Normalement, j'aurais dû d'abord présenter mes idées à l'organisation et, si elles étaient acceptées, l'organisation aurait alors décidé du membre le plus apte à s'occuper de cette question et de quand exactement la démarche serait-elle faite.

Mais, étant donné ma situation actuelle, je ne peux pas suivre cette voie ; c'est la seule raison pour laquelle j'agis de ma propre initiative, dans l'espoir que l'organisation avalisera finalement mon action.

Ce pas en avant ne devrait donc pas être considéré comme le commencement de négociations entre le gouvernement et l'ANC. Ma tâche est limitée et consiste à amener les deux organes politiques les plus importants de la nation à la table des négociations.

Je dois également souligner que ma libération n'est pas en jeu, au moins à ce stade des discussions, et je ne suis certainement pas en train de la négocier.

Mais j'espère que le gouvernement me donnera le plus vite possible l'opportunité, depuis ma prison actuelle, d'examiner les opinions de mes camarades à l'intérieur et à l'extérieur du pays à propos de cette démarche.

Je dois absolument insister ici sur le fait que ce pas en avant n'est en rien une réponse à la demande faite par le gouvernement aux dirigeants de l'ANC de déclarer s'ils sont ou non nationalistes et de quitter le Parti communiste sud-africain (PCSA) comme préalable à toute négociation : aucun combattants de la liberté qui se respecte ne prendra des ordres du gouvernement sur la manière de mener la lutte de la liberté.

Deux camps hostiles

Loin de répondre à cette demande, mon intervention est influencée par des questions purement internes, par la lutte civile et la ruine dans lesquelles le pays s'enfonce à présent. Je suis préoccupé, comme beaucoup d'autres Sud-Africains le sont certainement aussi, par le spectre d'une Afrique du Sud divisée en deux camps hostiles : les Noirs d'un côté (le terme "Noirs" étant utilisé dans un sens générique pour indiquer tous ceux qui ne sont pas blancs) et les Blancs de l'autre, se massacrant les uns les autres ; par des tensions aiguës en train de se construire dangereusement dans pratiquement toutes les sphères de nos vies, situation qui, à son tour, présage d'affrontements encore plus violents pour le futur.

La position de l'ANC à propos de la violence est très simple. L'organisation n'a aucun intérêt à la violence. Elle abhorre toute action qui puisse engendrer des pertes en vies humaines, la destruc-

tion de la propriété et la misère du peuple.

Elle travaille patiemment depuis longtemps pour une Afrique du Sud aux valeurs communes et pour un Etat non-racial pacifique.

Mais nous considérons la lutte armée comme une forme légitime de défense contre un système de gouvernement moralement répugnant qui n'autorise même pas des formes de protestation pacifiques.

Depuis son tout début, l'organisation a cherché assidûment des solutions pacifiques et, dans ce but, s'est adressée patiemment aux gouvernements sud-africains successifs, politique que nous essayons de poursuivre avec le gouvernement actuel.

A propos de la violence

Non seulement le gouvernement ignore nos demande de rencontre, mais il profite de notre engagement à respecter des formes de lutte non-violentes pour mettre en œuvre la forme d'oppression raciale la plus violente qu'aie jamais connue ce pays.

Il est significatif de noter que durant les quatre dernières décennies, et plus spécialement depuis 26 ans, le gouvernement n'a répondu à nos demandes que par la force, et n'a presque rien fait pour créer un climat favorable au dialogue.

L'Afrique du Sud blanche doit accepter le fait entier que l'ANC n'interrompra pas, sans même parler de l'abandonner, la lutte armée tant que le gouvernement ne prouve pas sa volonté de renoncer à son monopole du pouvoir politique et de négocier directement et de bonne foi avec des dirigeants noirs reconnus.

Le renoncement à la violence, tant par le gouvernement que par l'ANC, ne devrait pas être une pré-condition mais le résultat d'une négociation.

Nous rejetons également l'accusation selon laquelle l'ANC serait dominée par le PCSA et nous considérons que cette accusation fait partie prenante de la campagne calomnieuse que le gouvernement mène contre nous.

La coopération entre l'ANC et le PCSA remonte au début des années 20 et a toujours été, et reste, strictement limitée à la lutte contre l'oppression raciale et pour une société juste. A aucun moment, l'organisation n'a adopté ou même coopéré au communisme en lui-même (1).

En tant que membres de l'ANC engagés dans la lutte contre l'oppression raciale, leur idéologie marxiste n'a pas d'influence directe. A travers les années, le

1) Les membres du Parti communiste sud-africain se retrouvent à tous les niveaux de responsabilité dans l'ANC et ont été à la direction de l'aile armée.

PCSA a accepté le rôle dirigeant de l'ANC, position respectée par ses membres qui rejoignent l'ANC.

Il existe, bien sûr, une tradition fermement établie dans l'ANC de résistance à toute tentative de saper la coopération entre les deux organisations. Aucun membre dévoué de l'ANC ne tiendra compte d'une demande de rupture avec le PCSA. Nous considérons cela comme une stratégie gouvernementale uniquement destinée à nous diviser.

En insistant sur l'observation des conditions mentionnées ci-dessus avant la mise en place de négociations, le gouvernement confirme clairement qu'il ne veut pas la paix dans ce pays mais des troubles, qu'il ne veut pas d'un ANC fort et indépendant, mais d'une organisation faible et servile jouant un rôle d'appui de la minorité blanche.

La clé de toute cette situation est un règlement négocié et une rencontre entre le gouvernement et l'ANC qui représenterait le premier pas en avant vers la paix dans notre pays.

Un accord avec l'ANC et l'instauration d'une société non-raciale sont les seules choses qui sauveront notre beau et riche pays des malheurs qui emplissent le monde. Deux questions politiques devront être abordées lors d'une telle rencontre : premièrement, la demande d'un gouvernement de la majorité dans un Etat uni ; deuxièmement, la préoccupation des Sud-Africains blancs par rapport à cette demande, tout comme l'insistance des Blancs à propos de garanties structurelles établissant que le gouvernement de la majorité ne signifiera pas la domination de la minorité blanche par les Noirs.

La tâche la plus essentielle à laquelle devront faire face le gouvernement et l'ANC sera la réconciliation de ces deux positions. Une telle réconciliation ne pourra être menée à bien que si les parties veulent réellement un compromis.

Il se peut qu'au moins deux étapes soient nécessaires. Premièrement, quand l'organisation et le gouvernement rechercherons ensemble les pré-conditions d'un climat approprié aux négociations. Deuxièmement, les négociations en elles-mêmes quand le climat sera mûr pour les mener.

Je crois que l'écrasante majorité des Sud-Africains, noirs et blancs, espèrent voir l'ANC et le gouvernement travailler ensemble pour ériger les fondations d'une ère nouvelle dans notre pays, où la discrimination raciale et les préjugés, la coercition et l'affrontement, la mort et la destruction seront oubliés. ★

Johannesburg,
Weekly Mail du 26 janvier 1990

L'unification au pas de course

La question décisive en RDA, aujourd'hui, c'est la nouvelle perspective d'unification allemande à court terme. Il n'y a aucun doute que cela se fera en tant que soumission à l'impérialisme ouest-allemand, et au prix d'un renforcement considérable de l'OTAN.

Beaucoup d'Allemands de l'Est pensent aujourd'hui que l'instauration du Deutsche mark (DM) ouest-allemand comme monnaie officielle et l'union économique, même avant la réunification officielle, régleraient énormément de problèmes. Derrière tout cela, il y a bien sûr le désarroi, et l'illusion que l'annexion par le capital ouest-allemand pourrait apporter une amélioration rapide du niveau de vie. Mais, déjà, toutes les forces politiques à l'Est comme à l'Ouest parlent des "sacrifices" nécessaires pour jeter les bases d'une économie efficace et capitaliste...



FIN JANVIER 1990, le Premier ministre est-allemand Modrow faisait un discours mémorable devant la Chambre du peuple (*Volkshammer*), le parlement que personne n'a élu. Il y a expliqué pourquoi les élections devaient être avancées au 18 mars, au lieu du 6 mai, initialement prévu.

Dans ce même discours, il a proposé la formation d'un "gouvernement de responsabilité nationale" avec la participation des partis et groupes d'opposition représentés à la table ronde. Modrow a indiqué comme éléments d'aggravation de la crise structurelle qui secoue le pays : les revendications salariales et sociales appuyées par de nombreuses grèves qui ne peuvent pas être satisfaites par manque d'argent ; les grèves et la baisse de la productivité par "ralentissement du travail" qui mènent l'économie vers un désastre imminent ; l'impossibilité d'assurer la sécurité générale à cause des activités de certains groupes de citoyens contre d'autres citoyens, y compris avec des menaces d'assassinats et par la paralysie des autorités ; l'exode de 58 000 personnes qui ont quitté le pays pour aller en RFA en janvier dernier (cette tendance s'accroît, et le fonctionnement de services vitaux est sérieusement mis en question).

Le premier week-end de février, le même Modrow, après consultation de Gorbatchev à Moscou, a proposé un nouveau programme qui a été ressenti comme un changement de ligne spectaculaire : il

Manuel KELLNER

se prononce désormais pour la réalisation rapide de l'unification des deux Allemagne. Son ministre de l'Economie, Christa Luft, a parlé d'une réforme qui conduirait, déjà en 1990, à remplacer le mark est-allemand par le Deutsche mark (DM) ouest-allemand. De son côté, le gouverneur de la banque nationale de RDA a exprimé son accord sur la transformation de l'institution qu'il dirige en une filiale de la "Banque fédérale" (*Bundesbank*) ouest-allemande.

Au point de vue des alliances militaires, Modrow proposait initialement une Allemagne réunifiée avec un statut de neutralité. Mais il y a renoncé à peine deux jours après l'avoir formulée : il se prononce désormais pour une Allemagne réunifiée, dont au moins la partie occidentale resterait membre de l'OTAN.

Les raisons de ces changements d'attitude des gestionnaires de l'agonie accélérée de l'ancien régime du Parti/Etat sont multiples. Il s'agit indiscutablement d'une combinaison entre la crise interne du système en pleine décomposition et la politique systématique de déstabilisation, de pression, d'ingérence grossière et de chantage de la part du capital, de l'Etat et des partis politiques de RFA.

En novembre 1989, l'ex-Parti d'unité socialiste (SED) comptait 2,7 millions de membres. Il ne lui en reste plus qu'un million et l'hémorragie continue : des cellules, des organisations de quartier et de

villes entières se dissolvent. Dans plus d'un quart des communes, les autorités locales se sont également dissoutes. Même Berghofer, la personnalité la plus connue de l'aile oppositionnelle la plus droitière, dont la rhétorique était la plus pro-occidentale, a quitté le Parti en exprimant sa sympathie pour la social-démocratie. La partie de l'ex-SED, qui formait simplement le cadre administratif du Parti/État à la base, finit aussi par être sérieusement affectée par le processus de décomposition catastrophique. L'ex-SED s'appelle maintenant Parti du socialisme démocratique (PDS), après avoir porté le nom de SED-PDS pendant quelques temps.

Décomposition accélérée

Près de 1,2 millions de personnes avaient signé l'appel d'intellectuels progressistes qui, comme Stefan Heym et Christa Wolf, se prononçaient pour une logique de développement politique et économique alternatif au capitalisme occidental, renouant avec les valeurs de l'antifascisme, du socialisme et de la solidarité. Mais la politique du pouvoir n'encourage nullement cette tendance. Au contraire, elle se limite à défendre pied à pied ce qui reste du pouvoir et de l'appareil de l'ancien régime, de couvrir le mieux possible les manœuvres de désinformation des responsables des fraudes et répressions de l'ancien régime.

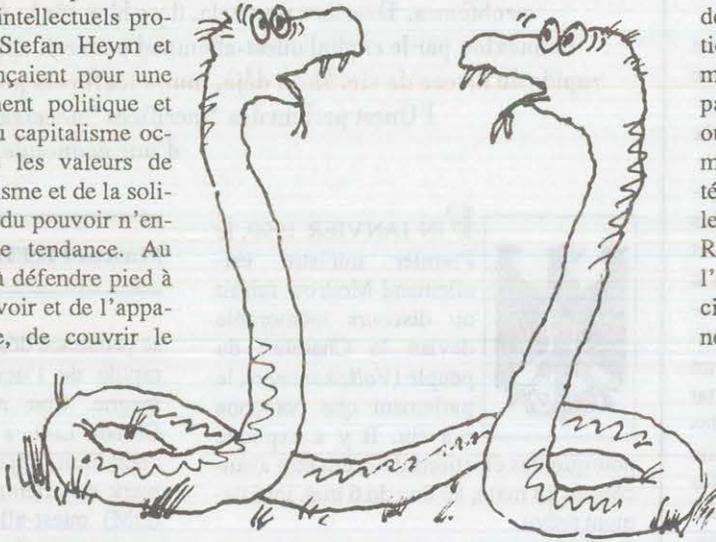
Le gouvernement ne réagit visiblement que sous la pression immédiate de la colère populaire, comme le montre l'affaire du démantèlement de la police secrète, la *Stasi*. Une commission du nouveau gouvernement de coalition doit accélérer ce processus qui s'étend désormais au contre-espionnage.

Parallèlement, le pouvoir ne se place nullement dans la perspective d'une économie planifiée démocratiquement, d'une sauvegarde des acquis sociaux et de leur développement selon les besoins populaires, et encore moins d'un système politique de démocratie supérieure aux régimes parlementaires bourgeois. Au contraire, il s'oriente vers une économie de marché "sociale", en liaison étroite avec le capital de l'Ouest, en collaboration de plus en plus étroite avec la RFA au niveau des États. Il s'est prononcé pour des formes de propriété diverses où les grands "combinats" industriels seraient aux mains des patrons ouest-allemands jusqu'à 49 % et même plus, dans le but d'acquérir une compétitivité sur le marché mondial comparable à celle des économies des États impérialistes les plus

avancés. Le tout avec des moyens privilégiant toutes les formes individuelles de "motivation" au travail : inégalités de salaires, peur de la liquidation d'usines improductives, etc.

Il faut ajouter à cela que la grande majorité des groupes oppositionnels issus de la révolution de novembre, y compris les noyaux initiaux à l'origine du formidable mouvement de masse, a évolué nettement à droite et s'est montré incapable d'élaborer une perspective alternative. Toutes, sauf la Gauche unie, ont maintenant des représentants au gouvernement.

Il s'agit d'une participation à un gouvernement dont la fonction est claire : sauvegarder un maximum de stabilité pour une très courte période de transition, avant la capitulation totale devant l'impé-



rialisme ouest-allemand. Le but de la manœuvre est de conserver les ouvriers dans un état d'esprit permettant au capital ouest-allemand de trouver en RDA des objets d'exploitation dociles. Ce n'est sans doute qu'une illusion. Illusion certes nourrie par une conscience politique en grande partie détruite par des décennies de dictature bureaucratique menée au nom du socialisme.

Un exemple du développement négatif de la majorité de l'opposition est la scission du Nouveau forum (NFm), qui était de loin la formation oppositionnelle la plus importante en novembre 1989. A l'occasion de son récent Congrès, une petite minorité a quitté la salle, complètement déçue et frustrée. Or cette minorité comprenait précisément la génération des premiers représentants du NFm en novembre, dont Bärbel Bohley, une de ses porte-parole. Il s'agissait donc de ceux qui exprimaient le plus authentiquement les aspirations démocratiques profondes du mouvement de masse qui ébranla le régime jusque dans ses fondements.

Leur départ a été motivé par la trans-

formation radicale des positions politiques du NFm par la nouvelle (et écrasante) majorité : pour l'Allemagne unie, pour assumer l'annexion par la RFA, pour une économie de marché avec quelques éléments sociaux. La goutte d'eau faisant déborder le vase a été le refus du Congrès de se prononcer pour donner un droit de veto aux délégués d'entreprise contre les décisions des directions, parce que cela pourrait — bien entendu — gêner les investisseurs potentiels. D'ailleurs, avant ce Congrès, le NFm avait organisé une série de rencontres avec des entrepreneurs et des représentants du patronat de RFA.

L'essor du SPD

La nouvelle social-démocratie, quant à elle, était aussi composée initialement de personnes réellement liées à l'opposition démocratique et aux aspirations démocratiques des masses insurgées. L'appareil du Parti social-démocrate (SPD) ouest-allemand a tout fait pour transformer le SPD est-allemand en un petit frère téléguidé depuis la RFA. Il ne s'agit nullement d'une exagération. Le SPD de RDA est devenu la force politique à l'avant-garde (si l'on met de côté les fascistes et les fascistes) de l'euphorie noire-rouge-or (couleurs du drapeau allemand) et du cul-de-sac nationaliste de décembre. Il est le parti d'opposition le plus axé sur la stabilité, l'ordre public, etc. Il possédait déjà des moyens matériels importants, quand les autres groupes oppositionnels n'avaient même pas encore de quoi publier leurs propres organes.

Sans consulter les autres groupes oppositionnels réunis à la table ronde, c'est le SPD de RDA qui a négocié avec le gouvernement et la direction du SED/PDS pour élaborer la nouvelle ligne : élections anticipées, gouvernement "de responsabilité nationale", etc. En fait, le SPD se sent le mieux préparé sur le plan organisationnel, et le mieux appuyé par la conjoncture politique, pour affronter l'épreuve des élections.

Ibrahim Böhme, le dirigeant du SPD de RDA, a expliqué cela dans une interview accordée au journal alternatif *Taz*. Alors que le journaliste critiquait le comportement éclectique et manœuvrier du SPD en le confrontant à l'idéal initial de construction d'une démocratie supérieure, le nouvel apprenti politicien Böhme lui a platement rétorqué : « *Maintenant, nous devons faire de la politique de parti et d'Etat. Cela rend plus difficile de conserver certains théorèmes, surtout en matière de démocratie.* » La politique de bradage de la RDA à l'impérialisme ouest-allemand va sans doute coûter encore bon

nombre d'autres "théorèmes" sympathiques !

Il doit être clair que, désormais, les seules forces ancrées "à gauche" sont la Gauche unie, qui regroupe à peu près 600 militants, et est encore assez hétérogène et en phase de consolidation ; quelques autres petits groupes socialistes et marxistes ; les groupes féministes regroupés en partie dans une fédération ; le mouvement écologiste divisé en une aile "parti" et une aile "mouvement de base" ; des minorités de gauche dans certains groupes oppositionnels, comme Démocratie maintenant ; ainsi que des groupes de base comme l'Initiative pour les droits de l'homme.

Elections proches, ...trop proches ?

Aujourd'hui, un mois avant les élections, la scène politique en RDA est peu encourageante. Quelques courants qui émergent de l'ex-SED et sont en voie de quitter le PDS pourraient jouer un rôle positif dans un regroupement plus large des forces de gauche. Mais leurs démarcations politiques et programmatiques ne sont pas très claires et le sens de leur évolution n'est pas certain.

Alors que l'Initiative pour la paix et les droits de l'homme, Démocratie maintenant et Nfm ont décidé de faire alliance pour les élections, la Gauche unie, les Verts, les groupes féministes n'ont, jusqu'à présent, pas réussi à se mettre d'accord.

En revanche, par l'intervention massive des chrétiens-démocrates ouest-allemands, les groupes conservateurs — dont le Renouveau démocratique — ont déjà formé une liste commune : "L'alliance pour l'Allemagne".

Chaque parti ouest-allemand a désormais son homologue en RDA. Quand la table ronde, à l'initiative des groupes d'opposition qui n'ont pas de "partis-frères" en RFA, a décidé de ne pas permettre l'intervention directe de politiciens ouest-allemands dans la campagne électorale en RDA, les représentants des partis ouest-allemands ont immédiatement réagi en déclarant qu'ils passeraient outre ces interdits...

Les manifestations nationalistes à Leipzig, dominées par le sentiment que la seule perspective réelle est la réunification, ont tendance à s'essouffler. Mais lors de ces mobilisations et dans l'euphorie de la réunification s'est créée une véritable atmosphère de haine contre tout ce qui est socialiste ou de gauche. On y crie : « Rouges dehors ! », et c'est encore un des slogans les plus modérés... On y tolère l'agitation des groupes fascistes et ultra-

réactionnaires, organisés par les groupes d'extrême droite de RFA. Les thèmes classiques des idéologies de droite, anti-intellectualisme, xénophobie, etc., sont fortement présents.

Menaces de grèves

Certes, des changements importants et surprenants peuvent encore se produire, même avant le 18 mars. Il faut être prudent et précis dans l'interprétation des différents aspects de la conscience politique des masses. Les forces de gauche (si petites soient-elles) qui ont refusé de jouer la carte de la "responsabilité nationale" pourraient devenir plus attractives.

Les mouvements revendicatifs des travailleurs représentent un réflexe d'autodéfense sur lequel la gauche peut s'appuyer, même s'ils ne reflètent pas encore une conscience avancée en matière de projet de rechange pour le type de société à construire. Des grèves partiellement victorieuses ont déjà eu lieu et ont obtenu des gains salariaux importants. En février, le premier Congrès démocratique de la Confédération allemande libre des syndicats (FDGB, qui compte toujours 8,5 millions de membres. Voir *Inprecor* numéro 300 du 12 janvier 1990) où, pour la première fois, la majorité des délégués était réellement élue par la base, a menacé d'appeler à une grève générale si le gouvernement ne concédait pas, entre autres, le droit de grève, le droit de veto contre les directions d'entreprises et une législation du travail protégeant les victimes de la rationalisation, etc.

A côté des structures de la FDGB, se manifeste un début de mouvement pour des conseils d'entreprise qui deviendraient des organes de défense des intérêts immédiats des salariés et de contrôle des négociations des directeurs d'entreprises avec les capitalistes ouest-allemands. Mais ce n'est qu'un début qui reste encore confus. La Gauche unie a organisé une première série de discussions avec des syndicalistes combattifs de RFA, mais cela reste, pour le moment, minoritaire. Il existe aussi des initiatives pour des syndicats indépendants, mais leur chance de percée est incertaine.

Le pouvoir ouest-allemand, quant à lui, semble un peu pris de vitesse par la pression à l'unification rapide qui pose naturellement des problèmes diplomatiques, militaires, conceptuels, mais aussi économiques et politiques, y compris au sein de la RFA elle-même. Comment gérer l'énorme différence de salaires, de

niveaux de vie ? Comment faire payer aux masses les coûts de la réunification ? Comment contrer la perte de légitimité dans le domaine de l'armement et de l'armée ? Comment éviter les risques de déstabilisation, y compris en RFA ?

La victoire du dirigeant social-démocrate Oskar Lafontaine et du SPD lors des élections au Land de la Sarre a représenté un indice important du changement des sentiments des masses en RFA. L'euphorie nationaliste est en train de décliner. On commence à s'inquiéter du coût de la réunification. Lafontaine, qui sera très certainement le candidat à la chancellerie du SPD lors des élections fédérales de décembre prochain (si elles ne sont pas remises en cause par la tenue d'élections communes dans les deux Alle-

magne, ce qui est déjà en discussion !), a habilement joué une double carte : celle des ressentiments contre « ceux de là-bas qui viennent ici pour usurper nos logements, notre niveau de vie, etc. », et celle d'un nationalisme modéré par des considérations sur les dangers qu'une déstabilisation et qu'un exode exagéré pourraient engendrer. Avec cette

ligne, le SPD a battu les partis de la coalition gouvernementale de façon spectaculaire dans la Sarre. Des sondages d'opinion publiés récemment par la revue *Der Spiegel* confirment que, depuis le début de l'année, apparaît une tendance très nettement opposée aux privilèges des réfugiés est-allemands, à l'euphorie d'une réunification sans prise en compte des conséquences financières, etc.

Perspectives de riposte

La gauche révolutionnaire et radicale de RFA commence lentement à s'orienter et à regagner une capacité de riposte, si modeste soit-elle. Le rejet de la vague nationaliste et du projet de colonisation et de renforcement de l'impérialisme allemand commence à se combiner avec des projets de mobilisation sur des revendications concrètes, notamment autour des mots d'ordre pacifistes. Les premiers liens sont noués pour renforcer la capacité de résistance des salariés, de ceux qui vont faire les frais de l'unification. L'idée de la solidarité par en bas, par delà les frontières, contre la dictature des appareils et des lois du profit, reste une idée à contre-courant, mais elle se base sur les réelles contradictions des sociétés en présence. ★

Les tourmentes du PCF

Rien ne va plus dans le Parti communiste français (PCF). Les militants et les cadres sont déboussolés par un grave et persistant recul électoral, par les zigzags de la direction, et l'effondrement du camp "socialiste". Peu après l'expulsion du courant "rénovateur", le PCF est confronté à une nouvelle dissidence interne : les "reconstructeurs".

Jean VERSAILLES



LES OPPOSITIONS à l'intérieur du Parti communiste français se sont toujours cristallisées sur deux problèmes : la démocratie interne et les "pays socialistes".

En 1976, le XXII^e congrès semblait ouvrir une nouvelle période : renoncement au "modèle" soviétique, abandon de la dictature du prolétariat, eurocommunisme, et une certaine liberté de ton accordée aux intellectuels...

Ceux qui vécurent pleinement cette nouvelle stratégie qualifiée d'"auto-gestionnaire" n'eurent qu'un seul tort : croire qu'elle serait appliquée ! Après la rupture du Programme commun avec le Parti socialiste en 1977, le Parti se renferma progressivement dans un sectarisme inouï, autour du bilan "globalement positif" des pays socialistes (1979). Et les intellectuels furent priés de se taire.

Par vagues successives, le Parti se vida de nombreux cadres, de militants chevronnés et acheva de se couper de la masse des intellectuels.

Au niveau électoral, les chiffres sont implacables, tant aux plans national que local (1). La chute n'est en rien enrayée par l'utilisation extrême et dangereuse du prestige de la Confédération générale du travail (CGT, organisation syndicale proche du PCF) au profit des candidats PC.

L'effritement électoral apparaît inexorable à partir de 1979, depuis cette politi-

que en zigzags, où alternent phases sectaires à tonalité radicale et opportunisme absolu, notamment la participation a-critique de quatre ministres PC au premier gouvernement Mitterrand (juin 1981/juillet 1984). Ces volte-face donnent le tournis à l'électorat et brisent le socle d'un parti dont l'image fut celle de la rigueur et de la stabilité.

L'*Humanité*, le quotidien du Parti, ne passe pas une semaine sans citer des chiffres et d'habiles comparaisons qui prouveraient la "remontée de l'influence" du PCF. Un tract a d'ailleurs été distribué à plusieurs millions d'exemplaires pour soutenir la démonstration ! Mais la vérité est que le PCF n'est plus une force nationale. Dans des régions entières comme le Doubs (département où se trouve l'usine Peugeot de Sochaux de 23 000 salariés), le Finistère, l'Hérault, dans des villes comme Paris, Le Mans et plusieurs localités de la banlieue parisienne, il est réduit à la taille d'un groupuscule, et les dénégations de la direction ne servent qu'à la discréditer un peu plus. Cet effondrement a des conséquences pratiques considérables. En terme de finances, de permanents, de quadrillage politique dans les municipalités, l'effondrement organisationnel est quasi immédiat et spectaculaire dès la perte d'une ville.

Accumulation d'échecs

En termes politiques, la direction refuse d'assumer ses responsabilités. Elle accuse les journalistes, le PS, la droite, les patrons, etc., et cherche à culpabiliser les militants pour leur "ardeur insuffisante". D'après la direction, la société a viré à droite. Or, depuis 1986, de nombreuses luttes, certes catégorielles, développent des batailles longues, massives, avec des aspects créatifs sur le plan de l'auto-organisation.

Cette accumulation d'échecs, électoraux et politiques, a sapé l'autorité du Bureau politique et du Comité central. A la base, les militants qui souhaitent un changement complet du groupe dirigeant sont probablement majoritaires. Ce qui conduit à une certaine paralysie politique. Le succès traditionnel de la fête de l'*Huma-*

nité (septembre 1989) ne peut cacher l'absence de mots d'ordre politiques pour orner les stands ! Seules les Jeunesses communistes, qui se sont maintenues grâce à une campagne exclusive et permanente contre l'apartheid, donnaient l'image d'une organisation qui sait pour quoi elle existe.

L'homogénéisation du parti n'est même plus assurée par la formation théorique des militants. Au fil des ans, la durée des écoles a été écourtée et le contenu expurgé. Cohabitent dans le même parti, des militants acharnés de l'Union de la gauche, et d'autres qui ne pensent qu'à critiquer le Parti socialiste : de ce fait, la composition des listes aux élections municipales de mars 1989 fut très pénible, laissant des plaies durables dans bien des sections.

La voie électorale au socialisme implique l'accord avec le PS à toutes les élections locales, régionales et nationales avec désistement réciproque et solidarité de gestion (2). Tout démarquage du PS passe aux yeux des uns comme une attaque contre l'union, alors que pour les autres, le PCF s'incline encore devant la social-démocratie déconsidérée par sa politique d'austérité.

Zigzags politiques

En fait, le PCF qui se veut "parti de lutte et de gouvernement" n'arrive jamais à articuler les deux propositions et poursuit ses virages politiques, gérant au coup par coup chaque situation. Ainsi, les députés communistes ne sont "ni dans la majorité, ni dans l'opposition".

Cet exercice d'équilibriste est fatal. Contrairement au PC italien qui a su occuper le terrain social-démocrate, le PCF n'a pas d'espace sur sa droite. Aussi, renouvelle-t-il de temps à autre de fracassantes déclarations sur sa volonté révolutionnaire. Mais, faute de l'être vraiment, il perd du crédit sur sa droite comme sur sa gauche.

La deuxième difficulté vient de la glasnost à l'Est. Plus les révélations s'accumulent et plus le PCF doit justifier sa fidélité totale envers Staline et Brejnev. Georges Marchais, secrétaire général du PCF a beau soutenir verbalement la perestroïka, son "ami Gorbatchev", et même

1) Aux élections législatives de novembre 1946, le PCF obtint 28,60 % des suffrages. Au premier tour de l'élection présidentielle de 1969, le PCF en totalisait 21,50 % ; à celle de 1981, il en obtint 15,48 % ; en 1988, en revanche, il en a à peine reçu 6,85 %.

2) En France les élections présidentielles, législatives et municipales se déroulent en deux tours. La tradition est de se désister pour le candidat de la gauche le mieux placé au second tour. De nombreuses municipalités et départements sont gérés en commun par le PCF et le PS.

tenter d'en assumer la paternité ("enfin", disent aujourd'hui les dirigeants français en faisant croire qu'ils avaient appelé de leurs vœux de tels changements), il ne peut faire oublier que le PCF a nié l'existence d'une crise structurelle dans les pays de l'Est, jusqu'en 1985.

L'effet Gorbatchev, pour profiter au PCF, devrait s'accompagner d'une auto-critique totale et d'un changement du personnel de direction. Ce à quoi les tenants de l'appareil ne peuvent se résoudre. D'un côté, le PC soutient la perestroïka, de l'autre il la nie en confirmant "l'apport du socialisme au mouvement historique des pays concernés".

Pour se démarquer, le Comité central a voté à l'unanimité un texte sur les pays de l'Est qui ose dire : « *Nous ne savions pas tout.* » (!) Cela n'empêche pas le PCF de réaffirmer la notion de "bilan globalement positif" et de parler de "crise de croissance" du socialisme, même après les événements en Roumanie dont la violence ébranle un peu plus la conscience des militants, et les bases de l'appareil.

Pour la première fois, fin janvier, Marchais a donné la position du Parti sur l'implosion des "partis frères" de l'Est, position qui devient vite une "explication" des phénomènes en cours : les carriéristes renoncent au socialisme et, après l'avoir saboté, adhèrent massivement à la social-démocratie. La fille aînée de Moscou ressemble maintenant à une veuve bafouée, éplorée... amie fidèle. Un profil présentant d'attraits et que beaucoup voudraient changer.

Des forces centrifuges

Cette situation aboutit à un éclatement politique, laisse la place aux pratiques militantes les plus variées. Dans les associations de masse, comme dans la CGT, des secteurs entiers et des directions s'autonomisent. Les élus locaux se démarquent encore plus franchement pour préserver leur territoire des aléas et du discrédit de la direction nationale.

Au sein même du CC, plusieurs voix n'hésitent plus à se faire entendre. Au secrétariat même, Charles Fiterman, éternel opposant silencieux, a franchit timidement le pas, après avoir laissé ses amis se faire écarter au fil des ans. S'il est le dirigeant communiste le plus populaire, son passé de ministre le rend suspect aux yeux de la base. Marchais a déclenché une guerre de tranchée, en dénonçant « *ceux qui seraient prêts à brader la politique révolutionnaire du PCF* » au profit d'une alliance avec le Parti socialiste.

Ultra-légalistes, Fiterman et ses partisans n'offrent pas de perspectives claires et mobilisatrices. La crise remet en mou-

vement les forces ayant déjà rompu avec le Parti. Pierre Juquin (3) veut aller chez les Verts, qui ne veulent pas de lui. Des responsables CGT sont aspirés par le PS. Désorientés par leur échec aux élections européennes, les renovateurs qui conservent certaines positions municipales sont divisés. Un tiers se revendiquent dorénavant de "la majorité présidentielle". Les autres (quelques centaines dépourvus d'implantation sociale) cherchent à maintenir une identité communiste et préparent un rapprochement avec les "reconstructeurs".

Le courant reconstruc-teur mérite une attention particulière. Structuré par de vieux cadres historiques issus de la résistance, ce mouvement se distingue par son sérieux organisationnel et politique. Il se comporte en véritable fraction publique, dotée d'un journal, de brochures, de locaux, avec une présence sur les trois quart du territoire. Il assure ses propres contacts internationaux, par exemple, avec la minorité du PC ouest-allemand (DKP) favorable à la perestroïka.

Aux élections municipales, les reconstructeurs ont sauvégaré leurs positions, y compris là où des exclus se sont affrontés au candidat officiel du PC. Dans le Doubs, ils ont écrasé le PC aux élections sénatoriales de septembre. Certains militants contrôlent encore des secteurs importants de l'appareil sur le plan local, voire départemental.

L'originalité de ce courant est qu'il regroupe, à travers l'Association de recherche et d'initiative pour l'autogestion et le socialisme (ARIAS), des exclus et des membres du PCF dans la perspective d'une bataille entièrement centrée sur une transformation radicale du Parti.

Les axes politiques des reconstructeurs peuvent se résumer comme suit :

— la bataille essentielle se passe dans le PC, "le" Parti des travailleurs. Ils revendiquent, sans oser le nommer, le droit de tendance et veulent construire la "maison commune" de tous les communistes (4) ;

— dénonciation du stalinisme et soutien à la perestroïka vont de pair avec les amalgames théoriques classiques réformistes qui considèrent Staline comme l'héritier logique de Lénine et de Marx ;

— le PC italien est un modèle. Toute leur pensée politique est tournée vers l'Europe ;



— l'échec historique d'un "certain communisme" implique le débat tous azimuts et l'unité d'action, y compris avec les trotskystes ;

— leur perspective politique est un gouvernement d'union de la gauche qui satisfasse vraiment les revendications des travailleurs.

La direction du Parti semble incapable d'attaquer de front cette dissidence. Elle frappe, avec des prétextes locaux, certains militants ou structures mais n'ose pas se mesurer directement au phénomène.

Pour autant, il est peu probable que les reconstructeurs gagnent le pari de changer le PC. Le Congrès de décembre 1990 sera pour eux une date décisive. Dès lors, leur tactique paraît paradoxale et butera tôt ou tard sur de solides contradictions : besoins politiques de ceux qui n'ont plus la carte du PC, lassitude des opposi-tionnels, répression larvée. Une nouvelle étape programmatique et organisationnelle s'ouvrira.

Un nouvel espace politique

L'année dernière, pour la première fois, les éditions La Brèche, de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale) avaient un stand à la fête annuelle de l'*Humanité*, qui s'est déroulée du 8 au 10 septembre 1989, à Paris. La présence de militants trotskystes connus, comme Alain Krivine, à la "Fête de l'Huma" a suscité de nombreux débats parmi les militants communistes.

L'existence d'interrogations, de courants multiples créé une situation inédite. S'il ne surgit pas, à ce stade, de courant marxiste révolutionnaire, de nombreux secteurs communistes ou proches du PCF rompent avec le sectarisme, et l'ostracisme à l'égard tout particulièrement de la LCR. Cela permet de nouveaux débats, d'apporter des explications, de militer sans sectarisme comme lors de la manifestation du 8 juillet 1989 (5), où le cortège de la LCR précédait celui du PCF et regroupait autant de participants. ★

Paris, le 2 février 1990

3) Pierre Juquin, ancien porte-parole et membre du Bureau politique, chef de file du courant renovateur a quitté le PCF à l'automne 1987. Il s'est présenté à l'élection présidentielle de mai 1988, soutenu notamment par la LCR. Après le faible score enregistré, il s'éloigna des renovateurs qui fondèrent leur propre organisation (MRC).

4) Maison ouverte y compris aux trotskystes.

5) A l'initiative de la LCR, une importante manifestation contre la dette, l'apartheid et les colonies a été organisée à Paris le 8 juillet dernier. Voir *Inprecor* numéro 293, 18 septembre 1989.



TROTSKY demeure l'"emmerdeur", l'empêcheur de communier en rond autour du cadavre de la révolution d'Octobre. Réhabiliter officiellement Trotsky, c'est, en quelque sorte, donner un label officiel au combat de celui qui n'a jamais capitulé devant Staline et n'a jamais révisé son idéal révolutionnaire. Sans doute, pour des raisons de crédibilité, Gorbatchev sera obligé de faire pour lui ce qu'il a fait pour les autres, mais le long purgatoire qui lui aura été réservé montre bien, qu'à ses yeux, il ne s'agit pas d'une affaire mineure.

Si l'on considère les apparitions les plus marquantes de Trotsky, dans la presse soviétique depuis 1987, on doit conclure que progressivement la vérité fait son chemin. Le dramaturge Michel Chatrov (neveu d'Alexis Rykov, Premier ministre des années 20) a fait un tabac à Moscou avec sa pièce *La paix de Brest-Litovsk*. Elle présentait une version romancée des événements de 1918 où, malgré tout, Lénine apparaissait minoritaire au Comité central, qui devait se rallier à la position de Trotsky. Les faits n'étaient plus cachés ou tronqués, Chatrov se contentait de les présenter et de les commenter de façon conforme à la ligne du moment. C'est ainsi que, face à un Lénine infailible mais "humain", l'aventurier vaniteux Trotsky et le carriériste sans scrupules Staline étaient renvoyés dos à dos.

Le directeur des Archives, Youri Afanassiev, a également joué un grand rôle pour exhumer Trotsky, en favorisant la publication de photos et de documents filmés, et en se prononçant publiquement pour sa réhabilitation et l'édition de ses œuvres.

Alors qu'aucune voix soviétique n'avait encore reconnu que c'était bien Staline qui avait tenu le piolet de Mercader, Chatrov devait faire jouer une nouvelle pièce, *Plus loin, plus loin, plus loin...*, où il mettait en scène tous les principaux acteurs de la révolution. Trotsky y accuse Staline de l'avoir assassiné et ce dernier s'en glorifie. Signalons que cette pièce fut écrite et présentée avant la réhabilitation de Boukharine et des autres. Après ces réhabilitations, il était difficile de garder le silence sur le défunt chef de l'Armée rouge.

Le 9 septembre 1988, l'organe du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), la *Pravda*, publiait un très long texte du général Volkogonov sur les relations entre Staline et Trotsky (voir *Inprecor* numéro 273 du 3 octobre 1988).

Il s'agissait du chapitre "Le démon de la révolution", extrait d'une biographie de Staline à paraître. C'était là l'exemple caricatural de ce que souhaite l'équipe gorbatchévienne dans la phase actuelle.

Sous Staline, on trouvait sans difficulté des écrivains, des poètes, des peintres, des compositeurs, pour, moyennant de solides rétributions, chanter la ligne du moment et les mérites du Grand Guide. L'avenir semblait sans nuages. Mais les temps ont changé. Il est devenu plus difficile, désormais, de dénicher l'individu qui acceptera d'écrire un livre de circonstance, denrée éminemment périssable, sur laquelle ne manque que la date limite d'utilisation.

Certes, le général-écrivain rend hommage à l'inflexibilité de Trotsky qui « n'a jamais plié l'échine devant la dictature de Staline » et il reconnaît précisément que c'est Staline qui l'a assassiné. Mais, il accumule une telle somme d'erreurs, de jugements stupides et d'ignorance en ce qui concerne Trotsky qu'on est obligé de se demander pourquoi trouve-t-on un niveau si médiocre dans la polémique (car ce n'est pas de l'histoire).

Amalgame frauduleux

La ligne qui s'affirme actuellement consiste de plus en plus à réunir Trotsky et Staline dans une commune réprobation, en attendant que l'opinion soit mûre pour qu'on y joigne Lénine. Il est possible, en cette phase incertaine de la perestroïka, qu'on n'ait trouvé qu'un militaire pour effectuer cette besogne. Dans un entretien avec Roy Medvedev (vrai historien, lui) publié dans les *Nouvelles de Moscou* (édition française) du 12 février 1989, Volkogonov se défend d'être le "biographe officiel" de Staline. D'après lui, il a été longtemps un « personnage strictement officiel, occupant un poste important à la Direction principale de l'Armée ». Il a quitté ce poste à sa demande et est maintenant responsable de l'Institut d'histoire militaire. Il se présente également comme un "philosophe", n'ayant jamais écrit d'ouvrages de philosophie, mais plus de vingt livres militaires et politiques.

Il est tout de même réconfortant de constater, qu'actuellement en URSS, pour écrire de pseudo-vérités on ne trouve plus que de pseudo-spécialistes.

Alors que Pierre Broué et le correspondant du *Monde*, Bernard Guetta, assistaient à Moscou, le 15 janvier 1988, à une inoubliable réunion publique à laquelle participaient les enfants des vieux bolcheviques massacrés (voir les *Cahiers Léon Trotsky*, numéro 36, décembre 1988), alors que fin 1988, Esteban Volkov, le petit-fils de Trotsky, se rendait à Moscou

"Dém "Dém

Il est temps de faire le point à Trotsky en Union soviétique. Certains d'entre eux parlent de lui dans les journaux, au théâtre, dans des interviews d'historiens. Certains d'autres semblent embarrassés et temporeux, connus ailleurs depuis cinquante ans et n'ayant pas davantage.

Mais, curieusement, alors que tous les autres ont été réhabilités, Trotsky demeure seul sur la liste des jugés ni condamné, mais il a été désigné comme le principal des complots prétendus.

La situation de Trotsky en 1989 reflète celle de l'appareil

L. CO

pour y rencontrer sa sœur dont il n'avait plus de nouvelles depuis cinquante ans, la presse soviétique publiait, à nouveau, des articles dignes d'attention.

Dans son premier numéro de l'année 1989, la *Literatournaya Gazeta* (*Litgaz*) met en bonne place, sous le titre *La liquidation*, un long papier du journaliste Vassetski. Ce dernier a été pendant longtemps un plumitif spécialisé dans l'anti-trotskyisme. En 1984, et encore en 1986, il avait rédigé d'infâmes brochures largement diffusées dans toutes les langues par l'agence *Novosti*.

Coup de théâtre le 1er décembre 1988 : dans le bulletin de *Novosti* en langue allemande, Vassetski fait une analyse mesurée du trotskysme, oublie complètement les accusations inouïes dont il accablait ses partisans il y a peu, et va même jusqu'à proposer de collaborer



on" ou thène" ?

La place actuellement réservée à ses écrits y ont été publiés. Régulièrement on à la télévision, dans des réunions publiques, le font de façon honnête, voire admirative, et leur découverte téméraire d'une vérité par des commentaires et des appréciations de mérite de la nouveauté. Les condamnés des Procès de Moscou ont été d'attente. Certes, étant exilé, il n'a pu être ni comme le principal responsable des divers maux ourdis contre Staline. Une perplexité qui règne dans les sommets bureaucratique.

TURIER



avec eux (voir *Inprecor* numéro 279, du 9 janvier 1989).

Un an plus tard, dans la *Litgaz*, il confirme, avec force détails, la responsabilité directe de Staline dans l'assassinat de Trotsky, et donne une évaluation très positive de son combat anti-stalinien. Les citations de Trotsky (inédites en URSS) qu'il propose aux lecteurs ne peuvent qu'entraîner la sympathie pour celui-ci, mais Vassetski sait jusqu'où ne pas aller : il conclura que si l'anti-stalinisme de Trotsky mérite tous les éloges, son "révolutionnarisme" permanent le rend complètement anachronique et finalement aussi repoussant que Staline.

Signalons que cet anti-trotskyiste partiellement repenté met actuellement les bouchées doubles et, répondant à un lecteur dans la revue *Argumenti i Fakti* (numéro 27 du 8 juillet 1989), il brosse un tableau

« Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts »

Voici l'ouverture et la conclusion de l'article *Le Démosthène de la révolution de l'historien soviétique Victor Startsev dans les Nouvelles de Moscou (édition française) du 3 novembre 1989.*

« Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis la révolution d'Octobre. Pendant ce temps, nos historiens se sont bien appliqués à faire de l'histoire un mythe, avec les distorsions qui s'imposaient. Selon la version définitivement établie, Trotsky était le pire ennemi de la révolution, et Staline était, aux côtés de Lénine, la deuxième figure de cette révolution. Après le XXe Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), les historiens se sont remis au travail, sur d'autres bases. Ils ont dénoncé la deuxième partie du mythe et ils ont prouvé, documents à l'appui, que Staline n'avait guère joué un rôle éminent à cette époque. Mais ils se sont abstenus de toucher à la première, car le personnage de Trotsky était resté pour eux le "démon de la Révolution", selon l'expression utilisée tout récemment encore par l'historien A. Volkogonov. (...)

« L'insurrection commença avant l'ouverture du Congrès, comme le voulait Lénine, et se termina au moment où le Congrès se déroulait, comme le souhaitait Trotsky. Ainsi, ce furent les événements eux-mêmes qui se chargèrent de réaliser un compromis entre leurs deux positions sur l'insurrection prolétarienne en Russie. Et ce fut Trotsky qui inaugura la fameuse réunion du Soviet de Petrograd du 25 octobre 1917 où Lénine annonça la victoire de la troisième révolution russe, la révolution ouvrière et paysanne. Dans ses écrits de l'année 1929, V. Pontch-Brouevitch, bolchevique et témoin précieux, qualifie Trotsky non pas de démon mais de "Démosthène de la révolution". Nous sommes là plus proches de la vérité. » ★

particulièrement élogieux de Trotsky, président du Soviet de Petrograd en 1905 (voir p. 27). Un retournement de veste aussi intégral, en si peu de temps, évoque plus l'art chorégraphique que la politique.

Si l'on en croit l'organe du Parti communiste français, l'*Humanité* du 20 août 1988, notre virtuose avait encore récemment écrit dans le bulletin du Comité central du PCUS que « Trotsky n'a joué aucun rôle positif dans la préparation de l'insurrection et l'établissement du pouvoirs des soviets », qu'il était en opposition continuelle avec Lénine et qu'il avait des tendances bureaucratiques et autoritaires...

En février 1989, le correspondant au Mexique des *Nouvelles de Moscou* interviewait le petit-fils de Trotsky et publiait sa photo près de la tombe de son aïeul. Un mois plus tard (le 19 mars 1989), un long article intitulé *L'assassin de Trotsky : bourreau ou victime ?* essayait de percer à jour le personnage de Ramon Mercader qui n'aurait pas été le "scélérat d'opérette" décrit par Vassetski mais bien un militant fidèle mais dévoyé.

Une interview émouvante d'un des derniers vieux trotskystes soviétiques ornait la une d'*Argumenti i Fakti* du 24 juin 1989. Ivan Iakovlevitch Vratchev, 91 ans, racontait l'opposition de gauche, la mort de Lénine, les persécutions (voir p. 24). Lui-même avait capitulé en 1929, avec Radek, Smilga et Preobrajenski, ce qui ne lui épargna pas l'exclusion du Parti, puis l'exil intérieur et la déportation après la guerre. Sa demande de réintégration dans le Parti vient encore de lui être refusée, en

avril 1989, avec la même formulation qu'en 1936 : « Ancien membre actif de l'opposition trotskyste ».

On peut clôturer ce panorama par deux articles des *Nouvelles de Moscou*. Le 23 mars 1989, elles faisaient paraître (dans l'édition russe) des extraits de la demande de réhabilitation de Trotsky, adressée aux autorités soviétiques par Esteban Volkov et ses enfants, tandis que dans l'édition française du 3 novembre 1989, l'historien Victor Startsev traçait un portrait assez flatteur du chef de l'Armée rouge dans un article intitulé *Le Démosthène de la révolution*, répondant en quelque sorte au général-écrivain qui avait évoqué le "démon de la révolution".

Le fantôme de Trotsky

Dans sa volonté de liquider les séquelles du stalinisme, Gorbatchev se heurte en permanence au fantôme de Trotsky. Il lui est devenu impossible de continuer à le calomnier ou à l'ignorer. Il laisse donc les historiens s'ébattre, mais en traçant certaines limites : la vérité factuelle peut être dite, on peut reconnaître les mérites de Trotsky dans la naissance de l'Etat soviétique, dans la victoire de la guerre civile et même dans la lutte contre Staline. En revanche, il faut rejeter ses conceptions gauchistes sur la révolution mondiale, et bien différencier l'aimable perestroïka qui cherche à améliorer le "socialisme" de l'irresponsable révolution politique qui mènerait à la violence et à la guerre civile. On peut maintenant tout accepter de Trotsky, sauf sa fidélité au

marxisme, au mouvement ouvrier et à la révolution. Une paille, quoi...!

La prestation de Youri Afanassiev, lors d'un débat à la télévision française, le 7 novembre dernier, sur le film de Losey *L'assassinat de Trotsky*, fut particulièrement éclairante. Il tint des propos inédits qu'il renouvela le lendemain, à la radio.

Selon lui, Trotsky, Staline et Lénine participaient d'une même culture. Pour eux, le but était l'essentiel et pour l'atteindre il était possible de tuer des milliers de gens. Bien que plus intelligent que Staline, Trotsky, au pouvoir, aurait eu recours aux mêmes purges. La culture "révolutionnariste" (il n'a pas osé dire "léniniste") est morte avec Trotsky, elle n'a plus aucune perspective. Malgré tout, il faut publier ses œuvres, car c'était un grand journaliste et les Soviétiques doivent le connaître.

Afanassiev a ainsi exprimé ce qu'il pense sans doute depuis longtemps, comme beaucoup d'autres (tels Gorbatchev) qui ne peuvent encore le dire aussi crûment. C'est un libéral sincère et un historien sérieux : il souhaite donc la fin de

l'ostracisme qui pèse sur Trotsky. Mais l'opinion qu'il porte sur les idées de Trotsky explique pourquoi l'establishment gorbatchévien ne manifeste aucune hâte à le suivre : rééditer Trotsky à une large échelle, c'est faire

découvrir à un lecteur soviétique d'aujourd'hui que dès les années 30, existait une critique sociale de la bureaucratie régnante, autrement plus profonde que celle à laquelle se sont livrés les chantres de la perestroïka et qu'elle était issue des rangs mêmes de ces fameux "révolutionnaristes" ! Cette critique demeure dangereusement d'actualité, puisque si les aspects terroristes les plus repoussants du stalinisme ont été abandonnés, le pouvoir politique appartient toujours (pour combien de temps encore ?) à une bureaucratie privilégiée dans l'URSS de Gorbatchev, comme dans celle de Staline.

Le développement de la révolution mondiale est le cadet des soucis de l'un comme il l'était de l'autre, mais la défense des intérêts de la couche dirigeante soviétique revêt des habits neufs. Aux proclamations pseudo-révolutionnaires de jadis, se substitue de plus en plus un discours "raisonnable", réformiste bon teint, "moderne", plus en harmonie avec la pratique de ceux qui le tiennent.

Ni "démon", ni "Démosthène", Trotsky reste à coup sûr "dérangeant". ★

5 février 1990

Trotsky dans la presse soviétique

Après une décennie de calomnies et de répression contre Léon Trotsky et l'Opposition de gauche, la bureaucratie stalinienne avait fini par bannir formellement les écrits de Trotsky d'Union soviétique à partir de 1935, et même leur simple possession a été longtemps considéré comme un crime. Parallèlement, l'histoire a été en permanence réécrite selon les besoins successifs de la clique dirigeante. Le nom de Trotsky était même devenu une injure et synonyme de "traître" ou d'"ennemi du socialisme".

Aujourd'hui, les bureaucrates voudraient faire endosser toute la responsabilité des falsifications du passé à ceux qui sont morts et enterrés, afin de se blanchir eux-même. Dans son discours de novembre 1987 à l'occasion du 70^e anniversaire de la révolution bolchevique, Gorbatchev lui-même n'a fait que répéter les vieilles calomnies staliniennes (voir encadré p. 21). Mais cette position est devenue extrêmement difficile à défendre. Les véritables idées de Trotsky se font de nouveau entendre en URSS.



UNE commission spéciale du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) a été formée, en novembre 1987, pour faire des recherches sur les « répressions des années 30, 40 et du début des années 50 ». Les découvertes de cette commission ont permis d'effectuer les réhabilitations qui ont suivi et qui continuent aujourd'hui. Elles ont été accompagnées de révélations dans tous les domaines, et de la reconnaissance de toutes sortes de crimes de Staline tenus secrets auparavant (1).

Au même moment, les historiens soviétiques ont commencé à examiner les circonstances entourant la disparition des dernières lettres de Lénine, plus connues

Marilyn VOGT-DOWNEY

sous le nom de "Testament de Lénine". Ils ont dû se pencher précisément sur les problèmes les plus importants pour Lénine durant les derniers mois de sa vie politique active : la résistance à la bureaucratie croissante de l'appareil de l'Etat et du Parti qui commençait à étouffer la démocratie ouvrière ; l'opposition au plan d'"autonomisation" de Staline sur la façon dont l'Union soviétique devait être organisée ; le maintien du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ; et la nécessité de rationaliser la production à travers une Commission d'Etat de planification renforcée. Et, comme l'a révélé peu à peu la presse soviétique, pour tous les problèmes clés, Lénine a choisi Trotsky comme allié pour former un bloc contre Staline et le Bureau politique du Parti.

1) Citons quelques exemples. Des *troïkas* — équipes de trois personnes — avaient été constituées pour condamner à mort des millions de travailleurs et de paysans à partir de listes dressées à l'avance par la police de sûreté de l'Etat (NKVD). Les *Nouvelles de Moscou* du 6 février 1989 parlent d'un massacre à Bukhovna de 200 à 300 000 personnes à la fin des années 30 et des exécutions de la prison d'Orel : une commission officielle a confirmé ce chiffre début 1989. Dans les *Nouvelles de Moscou* du 21 mai 1989, la responsabilité du ministère de l'Intérieur dans le massacre de milliers d'officiers de l'armée polonaise à Katyn, entre les 2 et 6 juin 1940, est reconnue et les noms d'officiers qui dirigeaient alors le NKVD y sont publiés. Les *Nou-*

velles de Moscou du 24 septembre 1989 présentent des documents sur les pactes secrets et les textes des communiqués gouvernementaux secrets entre Hitler et Staline des 23 août et 28 septembre 1939, grâce auxquels ces derniers ont divisé, envahi et occupé brutalement la Pologne et les Pays baltes. Ces documents comportaient une clause selon laquelle Staline acceptait que les forces soviétiques répriment les opposants à Hitler dans les territoires qu'elles occuperaient. Dans *Ogonyok* numéro 27 de 1989, on trouve des documents sur la famine créée artificiellement en Ukraine, qui a causé des millions de morts et dont la simple mention du temps de Staline était considérée comme un crime sérieux contre l'Etat.

En 1987, le quotidien gouvernemental de masse *Izvestias*, dans un long article sur la composition du premier gouvernement soviétique, a admis que Trotsky y possédait un poste, fait longuement caché.

Vers début 1988, alors que le gouvernement se préparait à réhabiliter les victimes des procès de Moscou, les pires calomnies politiques issues de ces procès ont été remplacées par des caractérisations et des distorsions plus subtiles des idées de Trotsky, afin de le faire apparaître comme un gauchiste, un aventurier, ou même comme un égocentrique, un être "retors" : tout, sauf un opposant politique sérieux. Les historiens officiels, s'ils ont finalement admis les conséquences humaines et économiques désastreuses de politique stalinienne de collectivisation forcée des campagnes (1929/1933), ont commencé à prétendre qu'en réalité, Staline n'avait fait que mettre en pratique les idées de Trotsky, accusant ainsi ce dernier de toutes les souffrances et horreurs qui

en ont découlées (2). A défaut, ils ont commencé à mettre en cause l'intégrité politique de Trotsky ou son attachement au bolchevisme — attaques ressassées contre l'Opposition depuis les années 20, époque où les falsifications sérieuses et les calomnies ont commencé. A certains égards, on peut avoir l'impression qu'on tourne le film de l'histoire à l'envers.

Cependant, vers mi-1988, des personnalités très importantes telles l'historien Youri Afanassiev et l'éditeur du Parti Otto Latsis se sont publiquement exprimées en faveur de la réhabilitation de Trotsky et de la publications de ses écrits. Le dramaturge M. Chatrov a apporté à la culture populaire l'image d'un Trotsky honnête opposant idéologique de Staline qui l'a assassiné. D'autres historiens ont écrit des articles s'appuyant de manière formelle sur des documents réfutant les attaques du régime contre Trotsky, même s'ils ne le défendaient pas explicitement.



Le long article de l'historien soviétique Vitaly I. Starchev dans *Istoriya SSSR* de novembre 1988 en a été un premier exemple. Starchev est docteur en sciences historiques, professeur, et président de la faculté de l'Institut pédagogique Hertenzen de Léninegrad. Après avoir examiné en détail les intrigues de Staline et des autres membres du Bureau politique dans le but d'isoler Lénine durant les derniers mois de sa vie, Starchev conclut : « *Il est impossible de nier que, durant les mois de février et mars 1923, Trotsky a essayé d'aider Lénine à faire prévaloir ses points de vue sur nombre de questions touchant à la politique interne du Parti.* » (3)

Portrait sympathique de Mercader

Début 1989, Nikolai Vasetsky, l'un des principaux spécialistes du Kremlin des attaques basses contre Trotsky, a admis que Staline était le responsable de l'assassinat de Trotsky (*Literaturnaya Gazeta*, 4 janvier 1989). Mais cela a été suivi dans différents journaux par des portraits détaillés et sympathiques de son assassin, Ramon Mercader, et de David Siqueiros, l'instigateur d'une tentative d'assassinat qui a échoué (*Neva*, mars 1989 et *Komsomolskaya Pravda*, 22 mars 1989). Ces articles avaient pour but évident de convaincre les lecteurs que ces hommes et leurs comparses étaient mus par leur engagement révolutionnaire profond et par la conviction que « *Trotsky était un ennemi* », un « *allié du fascisme* », « *un ennemi encore pire que les fascistes* », accusations rejoignant toutes celles fabriquées par les staliniens pour le grand guignol des procès de Moscou. La victime, elle, n'a pas eu droit à un portrait aussi détaillé et sympathique, et ces accusations ne furent pas démenties.

Les revues généralement "à la pointe" de la glasnost — telles *Ogonyok* et les *Nouvelles de Moscou* — ont essayé de montrer la voie en divulguant la vérité sur Trotsky. Dans son édition d'avril 1989, *Ogonyok* a présenté un court extrait de l'autobiographie de Trotsky et de ses notes sur Lénine. Cependant, le processus de révélation de la vérité — dialectique en

« Un politicien louvoyant et filoutant »

Voici les extraits concernant Trotsky et l'Opposition de gauche, tirés du rapport de Mikhaïl Gorbatchev lors du 70^e anniversaire de la révolution d'Octobre.

« La nature petit-bourgeoise prit le dessus chez certaines personnalités. Elles se conduisirent de façon fractionnelle. Cela enfiévrerait les organisations du parti, les détournait des œuvres concrètes, les empêchait de travailler. Ces personnalités continuèrent à provoquer la scission même lorsqu'il devint clair pour l'écrasante majorité du Parti que leurs vues allaient à l'encontre des idées et des plans de Lénine, que leurs propositions étaient erronées et pouvaient faire dévier le pays de la ligne correcte qui avait été adoptée.

« Cela concerne avant tout L. Trotsky qui, après la mort de Lénine, manifesta des prétentions exagérées au leadership dans le Parti, confirmant ainsi ce que Lénine pensait de lui, le jugeant comme un politicien excessivement sûr de lui, toujours louvoyant et filoutant. Trotsky et les trotskystes n'avaient la possibilité de construire le socialisme dans les conditions de l'encerclement capitaliste. En politique extérieure, ils préconisaient l'exportation de la révolution et, en politique intérieure, estimaient qu'il fallait miser sur l'exploitation de la campagne par la ville, sur l'application de méthodes administratives militaires à la gestion de la société. Le trotskysme est un courant politique dont les idéologues, sous couvert d'une phraséologie pseudo-révolutionnaire de gauche, occupaient, au fond, une position capitularde. C'était en fait une attaque frontale contre le léninisme. Il s'agissait pratiquement du destin du socialisme dans notre pays, du destin de la révolution.

« Dans ces conditions, il était indispensable que le trotskysme soit détrôné publiquement, que sa nature anti-socialiste soit dévoilée. La situation se compliqua du fait que les trotskystes faisaient bloc avec la "nouvelle opposition" conduite par G. Zinoviev et L. Kamenev. Les leaders de l'opposition, comprenant qu'ils étaient minoritaires, imposaient sans arrêt la discussion au Parti, espérant une scission de ses rangs. Mais, finalement, le Parti se prononça pour la ligne du Comité central, contre l'opposition qui fut défaite idéologiquement et sur le plan organisationnel.

« Ainsi, le noyau dirigeant du Parti, conduit par J. Staline, sut faire triompher le léninisme dans la lutte idéologique, formula la stratégie et la tactique à l'étape initiale de l'édification socialiste, obtint l'approbation de la ligne politique par la majorité des membres du Parti et des travailleurs. N. Boukharine, F. Dzerjinski, S. Kirov, G. Ordjonikidze, J. Roudzoutak et d'autres jouèrent un rôle important dans la défaite idéologique du trotskysme. » ★

Moscou, 2 novembre 1987
Agence Novosti

2) Dans *Krizhnoye Obozreniye* numéro 22 du 27 mai 1989, l'historien soviétique Poel Parp a réfuté ce genre de thèses.

3) Ces documents fondamentaux ne sont toujours pas accessibles à la curiosité du grand public comme l'a reconnu Starchev lui-même : « *Malheureusement, l'auteur n'a pu accéder aux archives qui font réellement autorité : le matériel du plénum du Comité central du parti en 1922/23, les minutes du Bureau politique et ses circulaires.* »

soi — a impliqué toutes sortes de journaux et d'auteurs. Ce processus a représenté la réponse graduelle mais inévitable de la caste dirigeante à l'histoire venue frapper à sa porte. Et cela continue à s'étendre.

Depuis début 1989, la vérité a commencé à transparaître de toutes parts. Confinés initialement aux journaux à l'avant-garde de la glasnost, les articles sur Trotsky ont commencé à connaître une très large diffusion.

En juin 1989, *Voprosi Istorii* a commencé à publier des extraits de *La Révolution défigurée* de Trotsky. Publié pour la première fois en 1931, ce texte est un recueil de documents et de discours de Trotsky (et d'autres) qui rétablissent la vérité sur ce qui s'est vraiment passé durant la révolution russe et donnent une analyse précoce de la campagne de falsification stalinienne. Il était accompagné d'une introduction de deux pages et demi de Vitaly Starchev, auteur de l'article dans *Istoriya SSSR* cité précédemment.



Apports à la vérité historique

La simple admission de l'existence de ces documents, sans parler de leur publication actuelle, est déjà une pierre majeure apportée à l'édifice de la vérité historique. Mais Starchev ne s'en tient pas là et explique sans ambages les événements clés entourant l'ascension de l'opposition au stalinisme puis sa répression et comment la falsification a commencé à être utilisée par Staline et l'appareil pour rehausser leur propre rôle et éliminer toute mention de ceux que Staline cherchait à discréditer. « Le lecteur contemporain remarquera ainsi que la plupart des journalistes d'aujourd'hui, auteurs de publications à sensation, ont utilisé le travail de Trotsky (et pas seulement son travail) pour y emprunter de nombreux faits qui accusent Staline. Nous n'avons pas l'intention de leur créer des ennuis pour cela. Mais il est temps que la source première soit publiée. » écrit Starchev dans son introduction.

Le premier extrait est accompagné de l'introduction de Trotsky à l'édition russe, écrite en Turquie le 13 septembre 1931, donnant un arrière-plan historique et politique sur Trotsky lui-même, ce qui représente un exploit significatif pour la glasnost. Cependant, Starchev s'excuse

presque d'inclure ce document, vu qu'« aujourd'hui le cercle étroit des spécialistes de l'histoire et de l'historiographie de la révolution d'Octobre n'a évidemment pas besoin d'une introduction à cette publication et s'intéresse surtout au texte lui-même, qui nous a été caché pendant plus de 60 ans » comme si l'introduction de Trotsky n'avait pas été dissimulée de façon identique pendant pratiquement aussi longtemps ! Mais il laisse entendre que, même si la lettre de Trotsky apporte de vieilles informations, il a choisi de la présenter pour le bénéfice du plus large public. Le premier extrait que le journal a publié comprend les 27 premiers points de sa *Lettre au bureau de l'histoire du Parti* du 21 octobre 1927 (4).

En juillet 1989, la revue *Sociological Investigations* (numéro 3) a présenté un article pour le moins étrange de L. A. Radzikhovsky, membre d'honneur de l'Académie des sciences psychologiques. Ce texte contient une présentation de Trotsky comme « dirigeant numéro 2 » de la révolution bolchevique et « dirigeant numéro 1 » de l'opposition au stalinisme. Il explique les racines sociales et économiques de la bureaucratie et ses intérêts à l'abandon de l'internationalisme révolutionnaire pour le socialisme dans un seul pays ; il explique les racines sociales et économiques de « Thermidor » et cite Trotsky de manière appropriée, en justifiant sa lutte sans compromission aucune contre le stalinisme. « Trotsky a jusqu'à la fin de sa vie appuyé inconditionnellement la révolution d'Octobre, se considérant comme un élève de Lénine ». L'article contient des citations nombreuses, substantielles et intelligentes des écrits de Trotsky qui sont utilisées avec un ton approbateur par l'auteur, et auxquelles il ajoute sa propre vision des événements, dont la majeure partie est un plagiat des écrits de Trotsky.

Cependant, malgré tout ceci, l'article attaque sévèrement Trotsky. Ainsi, selon Radzikhovsky, il était empli de contradictions qui, jointes à son égoïsme débridé et à son romantisme incurable, ont causé sa chute. Radzikhovsky explique que Trotsky s'est opposé à la dictature de l'appareil stalinien mais qu'il voulait, dans le même temps, établir sa propre dictature. Selon son raisonnement, étant donné que Trotsky était en faveur de la dictature, il aurait

eu peur de la démocratie ouvrière et s'y serait opposé, alors qu'il proclamait en être partisan. Cela explique pourquoi la seule alternative de Trotsky au stalinisme était la restauration du « communisme de guerre », solution prouvant rien moins que son incapacité à reconnaître que l'élan révolutionnaire des années qui suivirent immédiatement la révolution avait disparu.

Conclusion sidérante

Radzikhovsky a même trouvé une citation de Trotsky condamnant les politiques staliniennes de collectivisation forcée et d'industrialisation à outrance de la période 1929/33 qui le présente comme un partisan de l'auto-régulation (*khozraschet*) et des mécanismes de marché, c'est-à-dire un partisan des réformes économiques de Gorbatchev et de la bureaucratie ! Et ce, malgré le fait que la collectivisation forcée et l'industrialisation à outrance aient représenté « la mise en application des propres idées de Trotsky ».

L'article continue en prétendant qu'en s'opposant au stalinisme, Trotsky faisait une fleur à l'appareil en lui donnant une excuse pour réprimer toute opposition, dans l'intérêt de l'unité du Parti. Tout en reconnaissant les gigantesques persécutions dont ont souffert Trotsky et les membres de l'opposition — il fait même mention du meurtre du fils de Trotsky, Sedov (dont le nom n'est cependant pas cité) — l'article en arrive à une conclusion sidérante : Trotsky est le responsable de toute la répression des années 20 et des multiples meurtres effectués par les membres de l'appareil, parce qu'il leur a fourni une excuse pour engendrer une dictature (ce que Radzikhovsky déclare être de toute façon ce que Trotsky avait toujours voulu). Ces meurtres en quantité et cette dictature « ont été les seuls effets des écrits de Trotsky ».

D'une longueur d'environ dix pages, l'article parle beaucoup de la nécessité vitale d'une publication rapide en URSS de quantités importantes de tous les écrits de



4) En 1927, le Bureau sur l'histoire du Parti a publié un questionnaire, prétendument afin de composer un meilleur dossier sur les événements de la révolution. C'était un acte cynique vu que les falsificateurs officiels aux ordres de Staline avaient déjà commencé à travailler d'arrache-pied depuis plus de trois ans. Trotsky se saisit de l'occasion pour citer des falsifications spécifiques délibérées d'événements et de documents connus ainsi que les déclarations des dirigeants du Parti se contredisant en essayant de s'accommoder à chaque nouveau tournant des intrigues de Staline. Voir *La Révolution défigurée*, Editions de Minuit, Paris.

Trotsky et de l'opposition afin que chacun puisse les lire, et déclare (en substance) que « les écrits de Trotsky feront découvrir aux lecteurs la méthode marxiste d'évaluer et d'analyser les développements historiques. C'est ce qui fait le plus défaut parmi tout ce qui "manque" en URSS aujourd'hui ».

Le rôle de Trotsky en tant que dirigeant bolchevique et pilier du léninisme, et non en tant qu'adversaire du léninisme comme l'avait proclamé Gorbatchev à peine deux ans auparavant, est aujourd'hui en train d'être révéilé.

L'indicible devient anodin

D'autres faits sont également admis. Par exemple, *Moscow News* du 3 septembre 1989 a analysé les efforts du Nord-Américain radical Max Eastman, en 1925-26, pour faire connaître à l'étranger les différenciations internes du Parti ainsi que la disparition du testament de Lénine en 1923/24. Dans le but de donner un arrière-plan historique aux propos d'Eastman, l'article rapporte, de manière anodine, un récit qui a coûté la vie à des milliers de personnes :

« L'auteur [Max Eastman] décrit des événements qui se sont déroulés dans notre Parti en 1926 et auparavant. Une lutte avait lieu entre deux groupes de bolcheviques. Dans le groupe détenant le pouvoir, la position dominante était occupée par Staline et son état-major, constitué de Boukharine, Rykov, Kalinine et Tomsy. Avant son décès, Dzerzhinsky était le deuxième en importance derrière Staline. Ils étaient unis autour de l'idée que la victoire de la révolution et son développement futur ne pourraient être menés à bien que s'ils tenaient les rênes du pouvoir avec une poigne de fer, en utilisant tous les moyens possibles pour empêcher un libre échange d'opinion entre les membres de base du parti et des élections authentiquement démocratiques des fonctionnaires. La personnalité dirigeante de l'opposition était Trotsky, et derrière lui se tenait un bloc solide comprenant Radek, Rakovsky, Sokolnikov, Piatakov, Preobrajensky, Krestinsky et Krupskaya, la femme de Lénine ; et également Zinoviev et Kamenev qui, à peine deux ans auparavant, avaient été des opposants farouches de Trotsky.

« Le groupe de l'opposition proclamait sa fidélité absolue à l'unité du Parti mais demandait de manière radicale que la dictature de la bureaucratie établie par Staline soit jetée à bas et que soit restauré un régime d'authentique démocratie dans le Parti. » (*Nouvelles de Moscou* du 3 septembre 1989).

En août 1989, *Cobesedbik*, supplément hebdomadaire illustré de la *Komsomolskaya Pravda* a publié une interview du professeur Vladimir I. Billik qui, à travers ses réponses à un journaliste sceptique, défend Trotsky sans réserves contre les calomnies staliniennes les plus écoulées.

En août, quasiment au moment où l'interview de Billik est parue, une autre publication pour la jeunesse, *Molodoi Kommunist*, publiait *Cours nouveau* de Trotsky. Paru à l'origine en 1923 dans la *Pravda*, cet article est la première critique politique publique par Trotsky des méthodes et de la politique de la bureaucratie ; il y corrige plusieurs conceptions fausses développées par la bureaucratie.

De telles analyses dans la presse officielle reflètent les explosions venant d'en bas. D'autres articles ont également été publiés, notamment dans deux numéros de *Syndicats soviétiques*, dans trois numéros de *Argumenti i Fakti*, ainsi qu'une œuvre de Trotsky dans *Hedelya*, supplément hebdomadaire du quotidien gouvernemental *Izvestia* en septembre. Mais cette liste est loin d'être exhaustive.

La révolution en "sketches"

Moskovskiye Novosti numéro 45 du 5 novembre 1989, commémorant le 72e anniversaire de la révolution d'Octobre, montre à quel point les temps ont changé. Titré *Russie-October 17*, l'article présente quatre "sketches" sur la révolution bolchevique. L'un, écrit par Vitaly Starchev lui-même, était intitulé *Lénine et Trotsky* et accompagné d'une photo de Trotsky avec Lénine et Kamenev, prise le 5 mai 1920. Starchev n'est, semble-t-il, pas tout à fait honnête à ce propos : s'il admet que Trotsky a joué un rôle important durant l'insurrection d'Octobre, il s'arroge le droit de décréter que « sans Trotsky, la révolution se serait déroulée entièrement de la même façon ». Il rétablit la vérité quant à la collaboration et à l'accord politique entre Lénine et Trotsky depuis son retour d'exil en mai 1917. Tandis qu'il s'arrange pour donner le moins de crédit possible à Trotsky pour son rôle en Octobre, Starchev se réfère de manière erronée à Trotsky comme "centriste" opposé à Lénine sur la question de la planification ou non d'une insurrection.

L'article des *Nouvelles de Moscou* signale également que le travail de la Commission du Comité central du parti pour

préparer un *Abrégé de l'histoire du PCUS* est presque achevé. Dirigée par Gorbatchev lui-même, cette commission est formée de trente universitaires réputés de Moscou et de Léninegrad et d'un certain nombre de "jeunes chercheurs". La tâche de la commission n'est pas, nous a-t-on dit, d'écrire une autre histoire définitive comme *L'Histoire du PCUS* de Staline (5). Les livres d'histoire qu'elle va produire refléteront divers points de vue et hypothèses.

Les universitaires ont à leur disposition de nombreux documents manuscrits des archives centrales du Parti, les archives du KGB, du ministère de la Défense et d'autres. Du matériel de diverses collections d'archives étrangères a également été utilisé. « En même temps que l'Abrégé seront publiés tous les documents sur lesquels les auteurs se sont appuyés pour leur travail. Ce but est déjà rempli — les documents ont été publiés dans la revue *Nouvelles* du CC du PCUS. Les premiers chapitres de l'Abrégé — qui traitent tous de la période précédant Octobre — sont prêts à être publiés afin d'être largement discutés par la société. Début 1990, ils seront imprimés par Politizdat. »

Voici sans aucun doute un tribut fondamental pour alimenter les nombreux articles sur Trotsky et l'Opposition de gauche. Les productions de ces deux années de travail aideront à briser la glace du long hiver du stalinisme. Les défenseurs de Trotsky commencent à être entendus, non seulement en ce qui concerne la période d'avant Octobre mais également pour la période suivante. Cependant, les plus hauts organismes du Parti n'ont pas réhabilité officiellement Trotsky, même quand tous les autres partisans des bolcheviques ont été blanchis des accusations et que ces dernières ont été reconnues fausses. Mais le rôle de Trotsky en tant que dirigeant clé de la révolution d'Octobre avec Lénine, et en tant que dirigeant de l'opposition marxiste au stalinisme, est aujourd'hui reconnu dans les organes officiels. Les héritiers de Staline vont devoir compter avec les implications de cette vérité.

En juillet 1989, la plus grande librairie de Léninegrad a commencé à vendre des livres d'histoire pour les élèves du secondaire de neuvième degré. Les examens d'histoire avaient été annulés au

5) *Histoire du PCUS*, un cours aperçu, paru en 1938 à l'apogée des purges, était l'histoire officielle falsifiée avec tous les trous noirs que les héritiers de Staline doivent aujourd'hui remplir.

printemps 1988 pour les élèves du secondaire (mais non pour les étudiants). Il était notoire pour tous que ce qu'on avait enseigné aux étudiants d'histoire dans le passé était faux. Cependant leur livre d'histoire est celui datant d'avant 1987, reconnu comme faux. Il été accompagné d'un supplément de 65 pages, livre d'histoire révisé, édité en 1989.

Le but de ce supplément est de démontrer que les politiques de perestroïka et de coexistence pacifique menées par la bureaucratie sont une continuation du léninisme. Cela signifie que les vieilles méthodes de distorsion historique et de mensonges continuent à prévaloir. Bien que "réapparaissent" beaucoup de noms et d'événements bannis auparavant (quelques "trous noirs" ont été comblés), le rôle de Trotsky continue à être caché et falsifié, tout comme beaucoup de faits historiques importants continuent à manquer. Avant le début du trimestre scolaire, le 1er septembre, le livre était déjà obsolète par rapport aux informations qui commençaient à être accessibles aux citoyens soviétiques par le biais des médias officiels.

La vérité fait son chemin

Les contradictions auxquelles est confrontée la bureaucratie s'aiguisent de plus en plus : les révélations découlant du travail de la Société pour un mémorial (6) ; l'apparition de plus en plus de personnes qui sortent de l'ombre pour raconter la vérité à partir de leurs propres expériences ; les contacts croissants entre le peuple soviétique et le monde de l'enseignement bourgeois à l'étranger qui (bien que grouillant de distorsions qui lui soient propres) montre au moins que Trotsky a joué un rôle dans la période révolutionnaire et livré une bataille tenace contre le stalinisme ; et plusieurs efforts internes et internationaux pour demander la rapide réhabilitation de Trotsky ; ainsi que les recherches de douzaines d'universitaires qui peuvent aujourd'hui avoir accès à des archives longtemps sévèrement scellées. La bureaucratie pourra de moins en moins continuer à calomnier Trotsky et à mentir sur le rôle qu'il a joué lors de la révolution. ★

Bulletin in defense of marxism
 Décembre 1989

6) Le Mémorial est la Société historique d'éducation des volontaires de toute l'Union, établie officiellement à la mi-1988 pour recueillir et préserver les documents et témoignages de toutes les victimes de la répression stalinienne des années 30, 40 et 50.

Délégué au premier congrès des Soviets

Ivan Iakovlevitch Vratchev, militant bolchevique de la première heure, a participé à la révolution d'Octobre et par la suite au combat contre le stalinisme dans les rangs de l'Opposition de gauche. Il fut exclu du Parti et déporté. En juin dernier, l'un des étendards de la glasnost, l'hebdomadaire *Argumenti i Fakti* a retrouvé sa trace afin de réaliser cette interview dont nous reproduisons de très larges extraits.

DOCUMENT



IL NE RESTE plus beaucoup d'artisans et de témoins de la naissance de notre Etat. Parmi eux, Ivan Iakovlevitch Vratchev, dont la signature figure au bas du Décret sur la formation de l'Union soviétique. Notre correspondant G. Valioujenitch lui a demandé de répondre à quelques questions.

ARGUMENTI i FAKTI : *Ivan Iakovlevitch, à l'heure actuelle les problèmes de l'élargissement de la démocratie, à tous les niveaux, et de la lutte contre l'appareil bureaucratique agitent notre société toute entière. En consultant certaines sources, j'ai découvert que, dès 1923, défendant la plate-forme de l'opposition communément appelée "trotskyste", vous défendiez les mêmes exigences. Or nous ne savons rien des points de vue défendus par cette opposition.*

Ivan VRATCHEV : Avant de parler de l'opposition de 1923, je dois évoquer le Xe Congrès du Parti. Il avait été précédé par d'âpres discussions dans les rangs du Parti. On avait vu émerger les plates-formes de Trotsky, de Boukharine, les fractions du Centralisme démocratiques, de l'Opposition ouvrière, et enfin, les thèses de Roudzoutak, approuvées par Lénine, puis par la majorité des délégués au Congrès. Il existait donc à ce Congrès des fractions légales déclarées, et d'ailleurs les délégués avaient été élus sur

les plates-formes des fractions. C'est parce que la situation dans le pays et dans le Parti était inquiétante que le Congrès vota les résolutions sur l'unité du Parti et sur la déviation anarcho-syndicaliste. Lénine insista pour que le vote soit nominal. Les partisans de la fraction de Trotsky votèrent pour.

Rétrospectivement, je dois dire que ces résolutions étaient un réel recul pour la vie démocratique du Parti. La résolution sur l'unité du Parti contenait un point — qu'à vrai dire Lénine avait proposé de ne pas rendre public — selon lequel le Comité central du Parti s'arrogeait le droit d'exclure certains de ses membres ou de les renvoyer au rang de candidats s'ils continuaient leurs activités fractionnelles.

En quoi était-ce un recul ? Lors du même Congrès eut lieu l'épisode suivant : pendant la discussion de ces résolutions, Riazanov proposa, qu'à l'avenir, les plates-formes électorales soient interdites. Lénine protesta avec force contre cette proposition, arguant qu'en aucun cas il ne fallait priver les membres du Parti du droit d'avoir une opinion personnelle sur quelque question que ce soit, ni les empêcher de s'organiser pour démontrer et défendre la justesse de leurs idées. En cas de divergences importantes au sein du Parti, il ne fallait pas faire obstacle à l'existence de plate-formes. Ces paroles sont tout à fait d'actualité aujourd'hui...

Le Xe Congrès du Parti prononça donc l'interdiction des fractions.

En octobre 1923, le Comité central du Parti reçut une déclaration de 46 vieux bolcheviques dans laquelle la situation générale du pays était soumise à un examen critique. Mais, fait plus important, elle critiquait sévèrement le fonctionnement qui s'était instauré à l'intérieur du



Ivan Iakovlevitch Vratchev en 1918 (DR)

Parti : nominations par en haut, entorses aux principes de direction collective, et tout ce qui en découlait.

On trouvait des idées analogues dans la lettre que Trotsky fit parvenir au Comité central dans la même période. C'est pourquoi, dans son discours sur l'Opposition à la XIIIe Conférence, Staline la qualifia de trotskyste. Mais l'épithète lui semblait encore trop faible, il proposa de considérer l'Opposition comme une "déviation social-démocrate". Ce qui fut consigné dans la résolution de la Conférence.

Je pris la parole pour défendre la déclaration des 46, dont je partageais les positions, et pour protester contre la résolution sur l'opposition. Je posai cette question à Staline et à toute la Conférence : « Dans quel but faites-vous cela ? Est-ce qu'il y a dans le Parti des divergences sur le programme pour que nous ayons à nous protéger de la sorte ? Non, il n'y en a pas ! Nos désaccords ne portent que sur des questions courantes. Si vous le faites, c'est que vous avez besoin d'une arme pour combattre toute pensée indépendante. Et vous avez déjà entamé le combat ».

Sur ce, je citai les faits dont j'avais eu connaissance : la destitution d'Antonov-Ovseenko, de M. Bogouslavsky et d'autres camarades. Puis j'abordai sans ambages le problème de Trotsky : « Quelle conduite allez-vous adopter envers Trotsky ? Allez-vous choisir la voie de la collaboration, ou allez-vous l'isoler et l'écarter du travail dirigeant ? Donnez-nous

une réponse ferme et nette. Et au prochain Congrès du Parti, nous verrons si vous tenez vos engagements ». Je fus interrompu par Lominadzé, qui cria de la salle : « Au Congrès, tu ne seras plus là ! » « Oui, c'est bien possible. » répondis-je.

Pourquoi une telle intervention ? C'est, qu'à l'époque, Trotsky était membre du Politburo ; il siégeait au Comité exécutif du Komintern, où il représentait notre Parti. Il était Commissaire du peuple à la guerre. C'était le second homme dans le Parti après Lénine, et ce dès avant Octobre. En 1917, on disait dans le peuple :

« Lénine, Trotsky et Lounatcharsky Du peuple prolétaire Ont tout de suite été les frères. »

L'opposition était accusée d'avoir créé une fraction. Alors je proposai d'organiser une commission spéciale chargée de vérifier si fraction il y avait, et de sanctionner les fautifs éventuels pour infraction à la résolution du Xe Congrès. Il n'y eut évidemment personne pour me soutenir. Les signataires de la déclaration des 46 n'avaient droit qu'à des voix consultatives.

Après la Conférence, Kamenev dit à Bogouslavsky : « Alors, on vous a mis une belle raclée ! Quelle défaite ! Le Parti nous a suivi... » Bogouslavsky rétorqua : « C'est l'histoire qui en jugera », et Kamenev eut ce mot : « Mikhaïl Solomonovitch, n'oubliez jamais cela : cela dépendra par qui et comment l'Histoire sera écrite ». Ces mots reflétaient à la fois son cynisme et sa sagesse. Il était ainsi.

◆ Lisant le sténogramme de la XIIIe Conférence, j'ai été frappé par ces paroles que vous avez prononcées : « Camarades, laissez-moi parler, il ne nous reste peut-être que deux heures de démocratie. »

Oui, c'est vrai, j'ai dit que nous vivions les dernières heures de démocratie interne dans le Parti. Sapronev, qui prit la parole après moi, fit cette remarque : « Vratchev a dit que la démocratie vivait ses dernières heures, quant à moi, je vais maintenant prononcer le dernier discours démocratique. » Et il en fut ainsi. On n'a plus jamais laissé personne prononcer de tels discours. Nulle part. Ce fut le début de la consolidation du pouvoir de Staline.

◆ Il fallait beaucoup de courage pour prendre la parole contre Staline. Vous saviez certainement que vous encouriez des sanctions ?

Oui, je le savais. A l'époque j'étais le chef de la Direction politique de l'Armée du Caucase à Tiflis, j'étais membre du Comité central du Parti géorgien et membre du Comité du Parti de la région de Transcaucasie.

De retour à Tiflis, je reçus un télégramme ; j'étais relevé de mes fonctions et devais me mettre à la disposition du Parti. A une réunion de garnison, Ordjonikidzé termina son exposé en disant que le camarade Vratchev avait pris la parole à la XIIIe conférence, à la suite de quoi le Parti l'avait libéré de ses fonctions. Puis il me couvrit d'éloges dithyrambiques, pour conclure ainsi : « Mais camarades, on ne peut le laisser à son poste après de tels discours ? N'est-ce pas ? »

◆ Savez-vous pourquoi Trotsky n'a pas assisté aux funérailles de Lénine ?

C'est justement la question que je lui ai posée, l'ayant rencontré à Soukhoumi, où il était en cure. « C'est Staline qui m'a empêché d'y assister » me dit-il. Ayant appris la mort de Lénine à la gare de Tiflis, il avait immédiatement envoyé un télégramme au Comité central : « Je veux rentrer à Moscou pour les funérailles. » Réponse de Staline : « Vous n'arriverez pas à temps, la cérémonie aura lieu samedi. » On sait, qu'en fait, elle eut lieu le dimanche. Les horaires des trains auraient permis à Trotsky d'y être à temps.

C'était une conversation en ligne directe, il me montra la bande, puis le télégramme : « Le Politburo vous recommande de poursuivre votre cure. Le secrétaire général Staline. »

◆ Pourquoi Trotsky devait-il demander une autorisation ?

Il était établi que tous les actes importants devaient recevoir l'aval du Politburo. C'est ainsi qu'on comprenait la discipline du Parti, à l'époque.

◆ Dans l'ouvrage de Deutscher, dont une partie a récemment été publiée dans la revue Littérature étrangère, on trouve l'hypothèse de l'empoisonnement de Lénine par Staline. Cela n'expliquerait-il pas l'attitude de Staline dans cette affaire ?

Oui, c'est une version qui existe. Peut-être Staline aurait-il craint que Trotsky réclame une autopsie.

◆ *Quelle était la position de Trotsky et de ses amis sur les principes démocratiques au sein du Parti ?*

Ils étaient contre le renforcement du centralisme d'appareil. Dans *Cours Nouveau*, Trotsky écrivait : « Il faut avant tout changer l'esprit qui règne dans les organisations. Il faut que le Parti, dans chaque cellule, dans chaque groupe, retrouve l'initiative collective, le droit à une critique libre et amicale, sans crainte ni précautions. Que les organisations du Parti retrouvent le droit à l'autodétermination ! Il est indispensable de rafraîchir et de renouveler l'appareil du Parti, en lui faisant sentir qu'il est le mécanisme exécutif d'une immense collectivité.

« Et, avant tout, il faut écarter de leurs responsabilités dans le Parti les éléments qui ont tendance à vouloir exercer leur pouvoir répressif en retirant leur carte à ceux qui osent la moindre critique, la moindre protestation. (...)

« Chassons du Parti l'obéissance passive, l'alignement mécanique sur la direction, la servilité, le carriérisme ! »

◆ *Quand avez-vous été exclu du Parti ?*

La première fois, ce fut en décembre 1927, sur une décision du XV^e Congrès du PCUS, en même temps que les autres membres de l'opposition. Puis ce furent les relégations, dont je fus également victime. Cependant, la résolution du Congrès contenait une clause selon laquelle nous pouvions être réintégrés dans le Parti si nous déclarions renier la plate-forme de l'Opposition et cesser toute activité fractionnelle. En août 1929, Radek, Smilga et Preobrajensky remirent au Comité central et à la commission centrale de contrôle une déclaration en ces termes, et je m'y joignis. En janvier 1930, je fus réintégré dans le Parti. En 1936, nouvelle purge, déguisée en renouvellement des cartes du Parti : on ne me rendit pas la mienne. Le protocole mentionnait : exclu du Parti en tant qu'ancien militant trotskyste. En 1937, je subis les répressions, ce fut l'exil, avec ma famille, dans une lointaine région de la République Autonome des Komis. J'ai évidemment fait appel auprès des instances supérieures, mais sans résultats. Même pendant la guerre.

◆ *Avez-vous été au front ?*

Dès le premier jour de la guerre, j'ai demandé au Comité central du Parti et

personnellement à Staline de m'envoyer dans l'armée active. Après avoir tout essayé, je me suis présenté au bureau de recrutement en disant que j'avais perdu mes papiers militaires, et en me déclarant simple soldat. Je ne pouvais tout de même pas montrer mes vrais papiers, où il était mentionné que j'avais occupé un poste élevé dans l'Armée Rouge, et qu'en cas de guerre je devais être classé chef de section politique d'armée. (...)

Au front, je suis "arrivé" au rang d'adjudant-chef ; et j'ai fini la guerre en Extrême Orient. J'ai été décoré.

En septembre 1949, nouvelle arrestation. Après un an d'incarcération en prison, je fus condamné à 25 ans de camp à régime sévère, pour me voir libéré et entièrement réhabilité en 1956.

◆ *Et votre réintégration dans le Parti ?*

Elle m'a été refusée en avril de cette année avec la même formulation qu'en 1936 : refusé en tant qu'ancien membre actif de l'opposition trotskyste.



◆ *Mais pourtant beaucoup de ceux qui appartenaient à l'opposition ont été réhabilités à titre posthume et réintégrés dans le Parti, même s'ils avaient été accusés d'activités antisoviétiques clandestines. De telles accusations n'ont jamais été portées contre vous.*

C'est beaucoup plus grave. Toutes les "pages blanches" de l'Histoire du Parti n'ont pas été remplies. Pourquoi ma demande est-elle rejetée ? Eh bien, c'est parce qu'au plus fort des répressions staliniennes, après les procès de 37-38, il a été décidé de chasser du Parti tous les partisans des oppositions. Et cette décision fait toujours loi.

◆ *Vous avez été délégué au premier Congrès des Soviets, votre signature figure au bas du Décret sur la formation de l'URSS. Comment avez-vous réagi au premier Congrès des députés du peuple ? Vous a-t-il rappelé le premier Congrès des Soviets ?*

Ces jours-ci, on lit dans la presse occidentale que dans ce pays, c'est la première fois en 70 ans que le parlement siège dans des conditions démocratiques. C'est inexact.

Dans les premières années de pouvoir soviétique, les Congrès pan-russes des

Trotsky : les lecteurs russes en redemandent !

La revue *Argumenti i Fakti* publiait dans son numéro 34 des extraits du *Staline* de Trotsky. A la demande des lecteurs, elle recommença dans son numéro 37, précédé de la présentation suivante :

« Après la publication des extraits du livre de Trotsky, Staline (*Argumenti i Fakti* numéro 34), la rédaction a reçu des lettres réclamant de poursuivre la publication. Nous avons choisie cette partie où sont données les caractéristiques de ceux qui firent partie de l'entourage le plus proche du "Chef de tous les temps et de tous les peuples". A notre avis, ces jugements présentent de l'intérêt, non seulement pour les historiens professionnels, mais aussi pour un large cercle de lecteurs. » ★

Soviets et le Comité exécutif central de l'Union où j'étais élu, se déroulaient dans des conditions parfaitement démocratiques. C'est ainsi qu'en 1918, le III^e Congrès pan-russe des Soviets a permis la sauvegarde et le renforcement du bloc entre bolcheviques et socialistes-révolutionnaires de gauche. Sur la demande d'une partie des délégués ou des membres du Comité exécutif, on procédait à un vote nominal pour les questions les plus importantes. Je vais vous donner un exemple : dans la nuit du 23 au 24 février 1918, alors qu'il ne restait que quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum allemand, se tint une réunion du Comité exécutif où il fut décidé que Lénine aurait quinze minutes de parole, et les représentants des fractions bolcheviques et socialistes-révolutionnaires, dix. Est-ce que ce n'est pas de la démocratie ?

Comme j'avais été le premier à transmettre un billet au président de séance, on me permit de prendre la parole au nom de la fraction bolchevique, à moi, un soldat qui n'avait pas encore 20 ans. (...)

Par la suite, la guerre civile a entraîné la violation des principes démocratiques, ce qui était inévitable. Quant à ce qui s'est produit une fois le pouvoir de Staline renforcé, ce n'est même pas la peine d'en parler.

(...) J'ai maintenant 91 ans, et je suis immensément heureux d'avoir vécu assez longtemps pour assister au rétablissement des principes de la démocratie, et pour voir le premier Congrès des députés du Peuple de l'URSS. ★

Argumenti i Fakti,
24 juin 1989

Vassetski dans ses œuvres...

L'hebdomadaire *Argumenti i Fakti* a publié dans son courrier des lecteurs la question suivante de M. Rivkind de Kouibychév : « Dans les livres, on trouve beaucoup de choses sur l'expérience du premier Soviét d'Ivanovo-Voznesensk en 1905. Mais pourtant, à la même époque, dans la capitale de la Russie s'était créé un soviét des députés ouvriers dirigé par Trotsky. Parlez-nous de lui. »

C'est le docteur en sciences historiques, Nikolai Vassetski, ancien spécialiste des calomnies contre les trotskystes (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989), qui a répondu au lecteur. Voici quelques extraits significatifs de cet article.

(...) A Petersbourg, Trotsky apparut au plus fort de la grève de 1905. Avec son énergie naturelle, il se mit au travail. En même temps que le social-démocrate allemand originaire de Russie, Parvus (pseudonyme de A.L. Guelfand), Trotsky rédigea le journal *Commencement* (*Natchalo*) dans lequel il propagea des points de vue très radicaux.

Le 13 octobre, se tint l'Assemblée constitutive du Soviét des députés ouvriers de Petersbourg. Sous le nom de Ianovski, Trotsky devint l'adjoint du président du Soviét, G. S. Khroustalev-Nosar.

Comme personnage aux points de vue politiques confus, Khroustalev, selon l'opinion de Trotsky, correspondait particulièrement bien au caractère de l'activité du Soviét. D'après Trotsky, le Soviét exprimait les sentiments des masses ouvrières animées d'un esprit révolutionnaire, douées d'un "sens de classe" aigu, mais la plupart du temps dénuées de la "netteté du Parti". (...)

Pendant 52 jours, le Soviét dirigea les masses ouvrières de la capitale et, pendant tout ce temps, Trotsky se trouva au cœur des événements. Ses côtés forts apparurent de façon brillante comme militant politique, organisateur de masse, publiciste. Il rédigea de nombreux appels, manifestes et résolutions du Soviét ainsi que les éditoriaux de l'organe du Soviét, les *Izvestias*, dont le tirage atteignait 35 à 60 000 exemplaires. Il conduisit les pourparlers avec le pouvoir. Le Premier ministre de Russie lui-même, S. I. Witte, dut compter avec la direction du Soviét des députés ouvriers de Petersbourg. (...)

Après l'arrestation de Khroustalev, le 27 novembre,



La République du 23 septembre.

lors de l'assemblée générale du Soviét en présence de 302 députés, le présidium provisoire du Comité exécutif composé de trois membres fut élu. Parmi eux se trouvait Trotsky, qui devint de fait président du Soviét. Cependant, le 3 décembre, il fut arrêté par les gendarmes lors d'une réunion du Comité exécutif qu'il présidait. (...)

La révolution de 1905-1907 a laissé une très importante empreinte, non seulement dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et international mais aussi dans la biographie politique de Trotsky lui-même. Cela concerne en premier lieu son activité au Soviét de Petersbourg où il bénéficia de confiance et d'autorité auprès de nombreux travailleurs et intellectuels démocrates. (...)

Dans les années de la première révolution russe, se manifesta pleinement la particularité essentielle de la conduite politique de Trotsky qui, à maintes reprises par suite, le fit connaître : la capacité à agir résolument en période de montée révolutionnaire, à entraîner dans la lutte de larges couches de la population. A ces moments, Trotsky se transfigurait intérieurement, agissait d'une façon exceptionnellement concentrée et tendue vers le but. Cependant, il n'adopta les positions bolcheviques que pendant l'été 1917. ★

« Contre la dictature du marché »



La publication libérale soviétique la plus lue, l'hebdomadaire *Argumenti i Fakti*, diffusé à environ 30 millions d'exemplaires, a publié une interview de notre camarade Catherine Samary dans son numéro 49 du 2 décembre 1989. Cette interview a été réalisée l'été dernier. Nous en publions quelques extraits



De nombreux pays socialistes se dirigent aujourd'hui vers des relations de marché. Le marché offre-t-il la clé pour résoudre les problèmes provenant de la planification bureaucratique hypercentralisée ? Notre correspondant, G. Valiuzhenich, a discuté avec Catherine Samary, une soviétologue, professeur à l'Université de Paris. Sa thèse de doctorat a été consacrée à une étude de l'expérience yougoslave. Aujourd'hui, elle étudie les réformes en cours dans notre pays.

ARGUMENTI I FAKTI : *Le marché a permis aux pays capitalistes d'atteindre un haut niveau de satisfaction des besoins de la population et de résolution des problèmes sociaux, ce qui nous manque.*

Catherine SAMARY : *Le niveau actuel de développement économique et de protection sociale ne peut pas être uniquement considéré comme un résultat du marché. Dans une large mesure, les garanties sociales ont été conquises par les travailleurs eux-mêmes à travers une longue lutte pour leurs droits. (...)*

De plus, le marché conduira à de très importants fossés entre les revenus des différentes couches de la population. (...)

◆ *Donc, vous êtes autant opposée à la planification hypercentralisée qu'au marché. Dans ce cas, quelle est l'issue que vous proposez ?*

Le choix n'est pas entre le marché (qui est supposé apporter efficacité et démocratie, ce qui n'est valable que pour ceux qui ont de l'argent et un emploi) et la protection sociale (avec une planification bureaucratique inefficace et une absence de libertés démocratiques) ! C'est une fausse alternative qui doit être rejetée. Je ne suis pas opposée au marché en tant que tel. Je suis contre la dicta-

ture du marché (tout comme je suis contre la dictature de la bureaucratie), contre la vision du marché comme remède miracle. Un marché est nécessaire mais sous le contrôle de la société. La solution première est la démocratie économique, l'autogestion.

Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter comme quelque chose de naturel l'inégalité imposée par la dictature du marché. Ils n'ont aucune raison de considérer comme juste (comme le résultat de "lois économiques universelles") le fait d'être traités comme des "choses", comme des "marchandises", qui peuvent être utilisées puis jetées à la rue selon les critères du marché. (...)

◆ *Pensez-vous que certaines des crises qui apparaissent aujourd'hui dans notre pays résultent du socialisme ?*

Pouvez-vous appeler "socialiste" un système où il n'y a pas de "libre association des producteurs", où il n'y a pas de contrôle par la société de la propriété sociale ? Je ne le pense pas.

Selon ce qu'en dit la presse, certains économistes disent ici que le modèle socialiste était mauvais dès le départ et qu'il est responsable de tout. C'est la révolution d'Octobre qui aurait engendré tous les maux du pays. Ils disent même qu'il n'y avait pas d'alternative au stalinisme qui s'appuyait prétendument sur les idées du socialisme. Ces arguments proviennent de l'ignorance de gens qui manquent d'une connaissance profonde de leur propre histoire.

Dans votre pays, on n'a toujours pas publié la plate-forme de l'Opposition de gauche qui a combattu Staline et proposé une voie alternative pour la construction du socialisme. En fait, vous êtes maintenant en train d'adopter ses idées : construire la démocratie socialiste authentique et l'autogestion. ★

Renouveau syndical



Depuis les années 20, le mouvement syndical aux Etats-Unis n'avait jamais été dans une position si défensive. Après des décennies de stabilité, les années 80 ont connu un déclin drastique du nombre de syndiqués, des baisses du salaire réel, et de nombreuses grèves brisées ; laissant l'impression que le mouvement ouvrier était devenu faible et inopérant. Mais, en 1989, une nouvelle disposition à la lutte semble s'affirmer. En 1990, des conventions collectives concernant trois millions de travailleurs vont être renégociées, entre autres dans des industries clés comme l'automobile. En plus d'un redémarrage sur le front économique, il y a eu récemment des développements significatifs de la lutte pour la démocratie interne dans des syndicats aussi importants que Teamster — qui compte presque deux millions de membres dans les transports et les industries périphériques — et que les Travailleurs unis de l'automobile. Et, pour la première fois depuis quarante ans, réapparaît dans les syndicats une discussion sérieuse sur la formation d'un parti ouvrier. Cela représente clairement un tournant décisif pour le mouvement ouvrier.

Bill ONASCH



A LA FIN DE la Seconde Guerre mondiale, les capitalistes américains ont tout d'abord essayé de s'attaquer aux syndicats, comme ils l'avaient fait avec succès à la fin de la Première Guerre mondiale. Mais les résultats ont été tout à fait différents. Les travailleurs leur ont répondu avec la vague de grèves la plus importante et la plus radicale de l'histoire des Etats-Unis. Les patrons ont dû rapidement faire marche arrière.

Afin d'éviter un affrontement direct avec le mouvement ouvrier, la classe dirigeante a développé une stratégie à deux volets : la mise en place de la législation du travail la plus restrictive de tous les pays impérialistes, et l'élaboration d'une sorte de contrat social avec la bureaucratie syndicale. Cette mise au point stratégique s'est faite dans le contexte d'un boom capitaliste sans précédent — alimenté par la reconstruction des économies européennes et japonaise ruinées par la guerre, ainsi que par la satisfaction d'une demande de consommation refoulée pendant quinze années de dépression et de guerre et par la mise en place de nouvelles

technologies développées durant la guerre. L'impérialisme américain a rapidement imposé son hégémonie dans la foulée de la chute des vieux empires coloniaux britannique, français et hollandais. Avec le plan Marshall pour l'Europe et son équivalent pour les pays semi-coloniaux — épaulés par les alliances militaires — Washington a réussi à dominer les affaires du "monde libre" dans son ensemble. Ayant tant à gagner avec l'ouverture du "Siècle américain", les patrons ont choisi d'offrir à la bureaucratie syndicale une ère de paix sociale.

En échange de cette paix sociale interne et de leur appui à la politique impérialiste de Washington à travers le monde, les bureaucrates syndicaux étaient assurés d'une rapide amélioration du niveau de vie du secteur organisé de la classe ouvrière. En "offrant des biens de consommation" à la majorité de leurs membres, les bureaucrates syndicaux ont été capables de faire se diluer la combativité manifestée par leur base en 1945-46 et de consolider leur contrôle dans les principaux syndicats. Cette politique de détente entre classes sociales a été épaulée par une campagne anti-communiste coordonnée par les patrons, la police, la hiérarchie catholique et les bureaucrates aboutissant à l'exclusion de presque tous les militants ayant des positions influentes au sein des syndicats.

Durant toutes les années 60, ce marché a fait le jeu tant des employeurs que de leurs lieutenants syndicaux. Le grand capital américain a réalisé d'énormes profits, tandis que le secteur organisé de la classe ouvrière acquérait un niveau de vie envié pratiquement partout. Bien sûr, la "paix" était parfois tendue. De temps en temps, la léthargie de la lutte de classe était interrompue par une grève ici ou là.

Par ailleurs, la prospérité était loin d'être universelle : les travailleurs inorganisés étaient considérablement en retard sur leurs camarades syndiqués. La pauvreté restait très largement présente chez les Noirs, les Chicanos et les Indiens américains. Mais la bureaucratie syndicale conservatrice a été capable de gagner une solide base d'appui d'environ 17 millions de travailleurs qui ont bénéficié d'une progression conséquente de leurs salaires, de leurs avantages sociaux et de leurs retraites.

Bureaucratie syndicale sans ambitions

La bureaucratie s'est contentée de maintenir sa base et ne fit que très peu d'efforts organisationnels pour l'élargir, notamment dans le secteur privé (1). Même à l'apogée du mouvement syndical, dans les années 30, à peine 30 % de la population active était organisée syndicalement. Ils ont aussi abandonné toute prétention à défendre la cause de la classe ouvrière dans son ensemble. Les Etats-Unis restent aujourd'hui l'un des seuls pays où n'existe aucun système de sécurité sociale à l'échelle nationale. Les avantages sociaux pour les personnes âgées sont dramatiquement inégaux. Le revenu minimum — récemment augmenté, pour la première fois en huit ans, à 3 dollars 80 cents par heure — est synonyme de pauvreté. Les bureaucrates préfèrent négocier du montant des soins de santé et des retraites avec les employeurs, en ne couvrant que leurs affiliés payant des cotisations.

1) Contrairement à de nombreux pays européens ou latino-américains où des syndicats concurrents coexistent dans un lieu de travail donné, aux Etats-Unis, c'est un syndicat unique qui représente exclusivement un "type d'emploi". Les types d'emploi, déterminés par le Bureau national des relations du travail (NLRB), comptent parfois de petits groupes de travailleurs d'un atelier particulier dans une usine, mais englobent le plus souvent de larges catégories. Pour assurer son droit d'organiser les travailleurs, un syndicat doit en général gagner une élection organisée par le NLRB. Il y a parfois une compétition acharnée entre syndicats lors de ces élections, mais le gagnant "emporte le tout". Les syndicats peuvent également perdre leur accréditation à travers d'autres élections. Le courant radical dans le mouvement ouvrier a traditionnellement été en faveur de l'existence d'un seul syndicat pour tous les ouvriers dans chaque branche.

Durant les années 30 et 40, la volonté de former un parti ouvrier était largement répandue dans le mouvement ouvrier ; des partis ouvriers au niveau fédéral ont été créés à cette époque dans les Etats de New York et du Minnesota. Mais, après la guerre, la bureaucratie est devenue complètement subordonnée au Parti démocrate. Cette intégration dans la politique des partis bourgeois a été accompagnée par des liens de plus en plus intimes avec l'Etat bourgeois — y compris avec le Département d'Etat, l'Agence centrale d'intelligence (CIA) et le Bureau fédéral d'enquête (FBI). Les dirigeants de la Fédération américaine du travail (AFL) et du Congrès des organisations industrielles (CIO) (2) ont aidé à l'établissement de syndicats factices pro-impérialistes dans le monde entier, afin de "combattre le communisme".

Travailleurs mâles et blancs

Dans les années 60, le mouvement ouvrier organisé était l'un des piliers les plus conservateurs de l'establishment américain. S'appuyant sur une base relativement privilégiée de travailleurs mâles et blancs, le courant principal de la bureaucratie a solidement résisté au mouvement pour les droits civiques (3), aux préoccupations écologiques et a appuyé la guerre du Viet-Nam.

Les années 70 ont apporté des changements importants. En premier lieu, la suprématie économique de l'impérialisme américain a commencé à être sérieusement remise en cause par ses concurrents européens et japonais. La longue expansion de l'économie était bel et bien finie. Les patrons ont décidé qu'il était temps d'en découdre avec le monde du travail.

Mais quelques changements importants étaient aussi en cours dans les syndicats. Des victoires organisationnelles importantes avaient été acquises dans le secteur public. Des syndicats marginaux auparavant, tels la Fédération américaine des employés d'Etats, de comtés et de municipalités (AFSCME) et l'Association de l'éducation nationale (NEA), se sont transformés en de puissantes organisations.

Ces syndicats du secteur public étaient de nature différente. Les femmes — entrées sur le marché du travail en grand nombre dans les années 60 et 70 — et les Noirs ont commencé à trouver une assise puissante, ou au moins quelques prises, dans le mouvement ouvrier.

Beaucoup de nouveaux militants syndicaux étaient les vétérans des grands mouvements sociaux qui s'étaient développés en dehors — voire partiellement en opposition — du mouvement ouvrier organisé durant les années 60 et 70 : droits civiques, nationalisme noir, libération des femmes et mouvement contre la guerre du Viet-Nam.

Même les syndicats traditionnels de l'industrie ont été affectés par de grands changements. Alors que davantage d'enfants de la classe ouvrière blanche faisaient des études secondaires et avaient une promotion sociale, Noirs, Chicanos et travailleurs immigrés ont commencé à les remplacer dans l'industrie. Les travailleurs mâles et blancs, américains de souche, commencèrent à se retrouver en minorité.

Quand les employeurs ont lancé leur offensive contre les syndicats dans les années 70, ils ont rencontré une résistance inattendue. Les plus astucieux ont dû essayer de composer avec cette nouvelle détermination militante. Cette décennie a connu un grand nombre de grèves combattives, initiée par la grève de 101 jours contre General Electric, atteignant son apogée durant la grève nationale du charbon de 110 jours entre 1977 et 1978 et s'achevant sur une véritable épidémie de petites grèves localisées durant la période d'inflation galopante de 1978-79.

Dans presque chaque confrontation principale, les syndicats ont été capables de tenir bon et parfois même de gagner de modestes améliorations. Les patrons en ont conclu qu'un assaut frontal plus accentué serait inefficace dans l'immédiat.

Après le match nul des années 70, les rapports de forces ont très largement tourné en faveur des patrons dans les années 80. Plusieurs facteurs y ont contribué :

1) Des bastions syndicaux traditionnels ont été démantelés par une vague de fermetures d'entreprises :

— Décentralisation des vieilles entreprises par un morcellement à l'échelle régionale ou nationale. Les travailleurs de ces nouvelles implantations étaient presque toujours inorganisés et les patrons menèrent une résistance acharnée à la syndicalisation.

2) L'AFL et le CIO ont fusionné en 1955 pour former l'AFL-CIO, la seule fédération syndicale du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Quelques syndicats nationaux sont restés indépendants de la fédération. A l'origine, l'AFL était uniquement composée de syndicats de métier artisanaux, composés d'ouvriers qualifiés, organisant à peine les travailleurs moins qualifiés. Le CIO s'était séparé de l'AFL au milieu des années 30 pour poursuivre,

— Sous-traitance par de plus petites firmes, quasiment toutes dépourvues de syndicats.

— Implantations déplacées hors des frontières, le plus souvent dans le Tiers monde où les coûts de la main-d'œuvre représentent une infime fraction des salaires et des avantages sociaux américains.

— Diminution radicale du nombre d'emplois par l'automation ou parfois par l'utilisation de méthodes dangereuses et désastreuses écologiquement comme l'extraction à ciel ouvert dans l'industrie minière, par exemple.

Alliance patronat-Etat

2) A côté de ces changements de méthodes de production, les employeurs ont aussi parfois éliminé les conventions collectives par la vente des entreprises à de nouveaux propriétaires qui ont mis à la porte tous les travailleurs syndiqués et engagé une force de travail entièrement nouvelle. Les fusions entre entreprises réalisées par des virtuoses de l'OPA ont été fréquemment suivies par des licenciements massifs. Les conventions collectives ont également été annulées par d'astucieuses manipulations des lois sur les faillites.

3) En plus de ces initiatives de capitalistes individuels, un démantèlement très important a suivi la déréglementation gouvernementale des industries des transports et des télécommunications. Plusieurs vieilles compagnies de camions, fortement syndiquées, ont été rapidement mises hors course par de nouveaux capitalistes aventureux. Le monopole virtuel de la Compagnie américaine du télégraphe et du téléphone (ATT) — bastion syndical — a volé en éclat après une décision juridique la divisant en huit compagnies séparées — avec aujourd'hui huit conventions collectives différentes. Une partie des affaires d'ATT a été reprise par des compagnies où n'existent pas de syndicats.

Le déclin du nombre de syndiqués durant la première moitié des années 80 est ahurissant : 33 % dans l'automobile, 41 % dans la sidérurgie, 33 % dans le caoutchouc, 26 % dans la pétrochimie, 24 % dans les textiles, pour ne citer que quelques exemples.

avec succès, une politique d'organisation des syndicats de la production de masse en syndicats industriels. Pour se préserver, de nombreux syndicats de l'AFL ont parfois adopté également la structure du syndicalisme industriel.

3) Campagne pour l'abolition de la ségrégation raciale et la reconnaissance des droits des Noirs qui a débuté au milieu des années 50 et s'est développée durant toutes les années 60.

Dans les industries où il s'est avéré difficile de se débarrasser complètement des syndicats, comme dans l'automobile et la sidérurgie, les employeurs ont demandé que les travailleurs fassent des concessions dans le but de "sauver des emplois". La bureaucratie s'en est très rapidement accommodée.

L'arrivée du républicain Ronald Reagan à la Maison blanche en 1980 a marqué une escalade de l'offensive contre le mouvement ouvrier. Le gouvernement fédéral s'est mis ouvertement à appuyer les patrons de tout son poids.

Au début, les militants ouvriers de base étaient loin d'être intimidés par l'administration Reagan. Quand les présidents de la AFL-CIO ont appelé à une "Journée de la Solidarité" à Washington en septembre 1981, plus de 500 000 travailleurs ont répondu. Mais ce sont les bureaucrates qui ont été plus éfrayés par ce rassemblement massif que les patrons ou que les politiciens. Les dirigeants syndicaux se sont hâtés d'annoncer que la deuxième "Journée de la Solidarité" se déroulerait lors des élections de 1982, quand les ouvriers auraient à élire davantage de démocrates au Congrès.

Les menaces patronales ne se sont pas limitées à des fermetures d'entreprises. Pour la première fois depuis des décennies, de sérieuses tentatives ont été faites pour briser les grèves et détruire les syndicats. L'affaire de l'Organisation des contrôleurs aériens professionnels (PATCO) a marqué un tournant. Ce syndicat, relativement petit et constitué de fonctionnaires mâles blancs hautement qualifiés et très bien payés, était l'un des deux syndicats nationaux à avoir appuyé Reagan. Ces travailleurs n'avaient pas à se plaindre de leurs salaires et avaient tendance à être conservateurs en politique. Mais, le chaos engendré par la déréglementation des lignes aériennes a détérioré leurs conditions de travail. Après de nombreux mois de négociations infructueuses, la PATCO appela à la grève.

Bien que les lois du travail des Etats-Unis protègent le droit de grève de la majorité des travailleurs, il n'en va pas de même pour les employés fédéraux. Quelques grèves illégales victorieuses eurent lieu — telle celle des employés des postes en 1970 sous l'administration Nixon. Mais Reagan était décidé à frapper d'emblée un grand coup. Sans hésitation, il mit à la porte tous les grévistes de PATCO et

les remplaça par des "jaunes" récemment embauchés.

La bureaucratie syndicale accusa le choc mais n'organisa aucune réelle action de protestation contre cette destruction d'un syndicat national tout entier. Elle fit contre mauvaise fortune bon cœur et s'en servit cyniquement pour mettre en garde ses propres membres sur le danger des grèves. Les "experts" du monde du travail, dont certains se réclament de la "gauche", commencèrent à expliquer que l'arme de la grève n'était plus à la mode.

Dans ces conditions, il devenait très difficile de résister. En peu d'années, les acquis de décennies de lutte ont été sérieusement mis à mal. On recula dans tous les domaines : fin des réajustements salariaux sur le coût de la vie et de l'échelle mobile des salaires ; augmentation irrégulière des salaires ; prélèvement de l'argent

ver leur accréditation ont fait bouler de neige. Vers 1987, seulement 19 % des travailleurs était syndiqué et même ce chiffre réduit — qui continue encore à diminuer — ne s'est initialement maintenu que grâce à la relativement haute syndicalisation du secteur public où 42 % des travailleurs est organisé. Parmi les moins de 25 ans, à peine 8 % est syndiqué.

Rejet du syndicalisme

Il est clair que les syndicats qui ont négocié les coupes dans les salaires et n'ont pas réussi à protéger les emplois de leurs membres n'étaient plus très attractifs.

Les années 80 n'ont pas été caractérisées que par une reddition abjecte. Il y eut aussi des luttes courageuses, dont la plus importante a été la grève du personnel d'emballage chez Austin à Hormel dans le Minnesota (voir *Inprecor* numéro 224 du 21 juillet 1986). Néanmoins, depuis la guerre, 1988 représente l'année où l'activité combative de la classe ouvrière a connu son niveau le plus bas. Mais 1989 a vu l'apparition de quelques luttes d'envergure en terme de nombre de grèves importantes, de victoires de la démocratie syndicale, et d'intérêt renouvelé pour un parti ouvrier. Cela indique que le mouvement ouvrier est peut-être sur la voie d'une recomposition.

Les principales grèves de l'an dernier sont : 8 500 mécaniciens — soutenus par les pilotes et le personnel aérien — à Eastern Airlines ; 195 000 travailleurs dans les sept "Baby Bells" — les compagnies régionales de téléphones installées après l'éclatement forcé du monopole d'ATT ; 47 000 travailleurs de l'hôpital de la ville de New York ; 58 000 travailleurs de chez Boeing. Autres grèves, plus petites mais importantes stratégiquement : 2 000 mineurs de Pittson Coal, et les travailleurs des moulins à papier d'International Falls, dans le Minnesota.

1989 a été également l'année de quelques victoires dans le domaine de la démocratie syndicale. Les ouvriers militants ont arraché le contrôle de la branche des Postes du Syndicat des travailleurs contrôlé par des gangsters.

Les Teamsters pour un syndicat démocratique (TDU) — un rassemblement de militants de base — ont également beaucoup avancé dans leur bataille contre les gangsters. Suite à un jugement du gouvernement fédéral, les bureaucrates de



Tiré de Labor notes

des fonds de retraite par les employeurs ; détérioration des conditions de travail et de sécurité.

De nombreux syndicats ont collaboré ouvertement avec les patrons afin d'accélérer la production dans l'entreprise par l'utilisation de gadgets tels les "cercles de qualité".

Pour la première fois dans l'histoire, les salaires des travailleurs non syndiqués connurent une augmentation plus rapide que ceux des syndiqués — même si, dans toutes les industries, les syndiqués gagnaient toujours davantage d'argent que les inorganisés. Ce tournant scandaleux — accompagné de fermetures d'entreprises où existaient des syndicats — a eu certainement un impact négatif très important sur la syndicalisation.

L'organisation dans le secteur privé s'est pratiquement arrêtée. En fait, alors que les syndicats étaient sur la défensive, les tentatives victorieuses pour leur enle-

Teamster ont été forcés d'instituer quelques réformes démocratiques importantes, dont la préparation, pour la première fois, d'une élection directe des dirigeants syndicaux par les membres. Ron Carey, président d'un syndicat local de 5 000 personnes à New York, a lancé une campagne anti-bureaucratique pour être président du syndicat national.

Dans le syndicat des Travailleurs unis de l'automobile, le mouvement Nouvelle direction est en pleine croissance et donne des sueurs froides aux bureaucraties.

L'une des plus grandes faiblesses du mouvement ouvrier américain a été son manque d'expression politique. Mais, pour la première fois en plus de quarante ans, une discussion significative sur la création d'un parti ouvrier est amorcée.

Vers la création d'un parti ouvrier ?

L'année dernière, Tony Mazzocchi, secrétaire et trésorier du Syndicat des travailleurs du pétrole, de l'industrie chimique et de l'atome, a parlé aux groupes syndicaux à travers tout le pays du besoin d'un parti ouvrier et a reçu un accueil chaleureux. En mai, une conférence appuyée par le bulletin d'information militant influent *Labor Notes*, a été largement consacrée à un débat sur cette question.

D'autres forces remettent également en question la dépendance constante vis-à-vis des politiciens bourgeois. Lors de sa convention de juillet dernier, les 200 000 membres de l'Organisation nationale des femmes (NOW, voir *Inprecor* numéro 287 du 1^{er} mai 1989) ont voté à l'unanimité d'étudier sérieusement la possibilité de lancer un nouveau parti.

Actuellement, une majorité de la classe ouvrière s'abstient lors des élections parce qu'elle ne voit pas — à juste titre — de différence entre les deux partis bourgeois. Comme Tony Mazzocchi l'a noté, c'est un levier important pour la constitution d'un nouveau parti ouvrier.

Alors que le mouvement ouvrier des Etats-Unis reste le plus arriéré de ceux des pays impérialistes, de nombreux indicateurs tendent à laisser espérer un renversement des orientations dévastatrices des années 80. Les deux précédentes explosions radicales du mouvement ouvrier ont eu lieu dans les années 30 et immédiatement après la Seconde Guerre mondiale. Une nouvelle explosion paraît désormais inévitable et la décennie à venir sera sans doute marquée par de grandes luttes. ★

Kansas City,
Décembre 1989

Paysage après la bataille (électorale)

Les élections présidentielles du 14 décembre 1989 ont donné lieu, comme prévu, à une nette victoire du candidat de l'opposition : Patricio Alwyn, démocrate-chrétien, a obtenu 55,2 % des suffrages. Il n'y a donc pas eu de second tour et Alwyn sera président dès le 14 mars prochain.

Malgré ces résultats, le système d'élection au Parlement et au Sénat mis en place par la dictature afin d'écarter la gauche a parfaitement fonctionné. Au total sur les deux chambres, l'opposition n'obtient pas la majorité pour gouverner comme elle l'entend. Si bien que l'on peut se demander aujourd'hui qui a réellement gagné l'élection du 14 décembre dernier au Chili.

Orlando SIERRA



La bourgeoisie chilienne a poussé un soupir de soulagement : la sortie de la dictature aurait pu être bien pire. Lorsqu'on sait ce que furent les mobilisations populaires entre 1983 et 1986 (1), le fait d'avoir pu se replier en ordre — en cédant la présidence de la République au plus retors des dirigeants démocrates-chrétiens, en s'assurant de la majorité sénatoriale et d'une minorité de blocage à l'Assemblée — a mis du baume au cœur de la droite. La bourse ne s'y est pas trompée, et enregistrait une hausse de 5 %, 24 heures après les élections générales. Quant au patron des patrons, Manuel Felin, il n'hésita pas à qualifier les résultats de "satisfaisants".

Certes, le candidat-dauphin du régime à l'élection présidentielle, Hernan Büchi, est battu à plates coutures, puisqu'il n'obtient que 29 % des suffrages (Pinochet, au plébiscite d'octobre 1988, en avait obtenu 44 %). Mais pouvait-il en être autrement ? Lorsqu'on a été associé, comme cet ancien ministre des Finances, aux réductions radicales des budgets de l'éducation et de la santé, au financement occulte des services répressifs ou à la chute des pensions de retraite au dessous du minimum vital, on a toutes les peines du monde à séduire les électeurs. En réalité, Büchi n'était, pour la droite, qu'un pis-aller à sacrifier sans remords dans une élection qu'elle savait perdue d'avance.

Dans ce contexte de débâcle, il y avait d'ailleurs place pour un homme providentiel en puissance comme "Fra-Fra" Erra-

zuriz, qui parvint à rafler une part non-négligeable des voix qui s'étaient portées l'an dernier sur le "oui" (2). Mais cet affairiste au passé trouble, qui fit fortune grâce aux appuis rémunérés qu'il sut gagner dans le régime militaire, n'est fort qu'"en gueule". Sa démagogie tout terrain n'a eu finalement qu'un effet limité, et a fait plus de tort à Büchi qu'au candidat de l'opposition.

Le "président de tous les Chiliens", Patricio Aylwin, est donc placé par sa victoire du 14 décembre au centre du jeu institutionnel. Mais est-il arbitre ou otage ? En retrait, mais non loin, les forces armées, avec Pinochet à leur tête, veillent. Le pouvoir est désormais une médaille à deux faces, civile et militaire.

Unanimisme ?

Quoi qu'il en soit, les partis bourgeois n'ont pas attendu pour faire acte d'allégeance au nouvel élu. Même l'Union démocratique indépendante (UDI), la garde noire du "pinochétisme", s'est rendue auprès d'Aylwin pour lui promettre "une opposition loyale et constructive". Mais, c'est surtout du côté de Rénovation nationale, où se "rencontrent" la plupart des partisans du régime en voie d'extinction, que le président démocrate-chrétien est en droit d'attendre la collaboration nécessaire à une transition sans heurts.

1) Des journées de protestations populaires (*protestas*) contre le régime eurent lieu à partir de 1983. Face à la montée de la contestation populaire, le régime militaire décréta le couvre feu en novembre 1984 et réprima violemment les manifestations (il y eut des morts et des centaines de blessés).

2) Lors du plébiscite du 5 octobre 1988 qu'il avait lui-même convoqué, à propos de son maintien à la tête du régime, le général Pinochet s'est vu rejeter par 54,68 % des électeurs contre 43,04 %.

Flanqué sur sa gauche par un socialisme toujours plus rose (le reste de la gauche n'accède pas au Parlement), et sur sa droite par les loups déguisés en grand-mères, Aylwin aura les coudées franches pour faire avancer la grande négociation de la fin du règne. S'il réussit, la domination bourgeoise pourrait retrouver un nouvel équilibre.

La loi d'amnistie dictée en 1978 pour jeter un voile sur les crimes commis pendant les premières années de régime militaire ? Elle est techniquement impossible à abroger, annoncent déjà les nouvelles autorités. La libération des prisonniers politiques ? Tout dépendra s'ils sont coupables de délits d'opinion ou de "crimes de sang" (la lutte armée contre la dictature : un crime de sang ?). Les revendications des travailleurs ? Patience, prône déjà Alejandro Foxley, futur ministre des Finances, « ne vous attendez à aucun miracle dans les prochaines années... ».

La crise de la gauche

Reste à savoir si le peuple chilien, qui s'est lancé comme une bourrasque dans les rues des grandes villes les 14 et 15 décembre pour célébrer sa victoire acceptera sans réagir de se la voir confisquer. Mais sa capacité d'intervention et son indépendance par rapport au projet de recomposition politique de la bourgeoisie dépendent de ses organisations et de l'orientation de leurs directions. Or, c'est là que le bât blesse, car la gauche chilienne est "déstabilisée" par une crise sans précédent.

Le résultat des élections parlementaires a été désastreux pour les partis de gauche, qui n'ont obtenu que 23 % des suffrages. Au début des années 70 l'Unité populaire représentait 45 % des voix (3). La perte d'influence est donc incontestable, même s'il faut la pondérer par le réflexe de "vote utile" qui a joué en faveur de la Démocratie-chrétienne, et par la législation électorale concoctée par la dictature afin de barrer l'accès des partis ouvriers au Parlement. Aucun des 17 candidats du PC n'est élu, et les deux principaux leaders de la gauche non-communiste, Luis Maira et Ricardo Lagos, candidats au Sénat, sont battus.

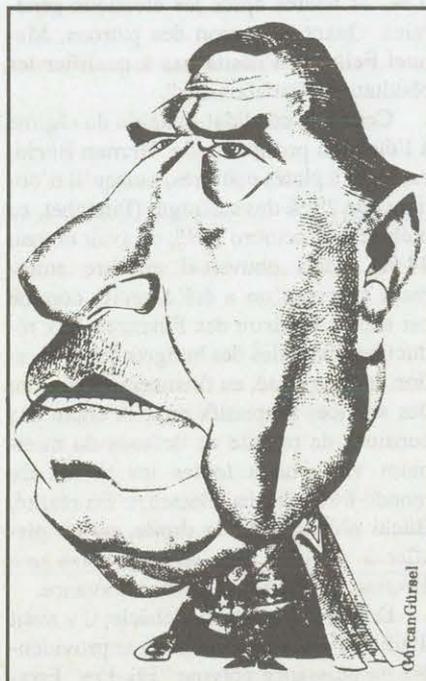
Mais faut-il que l'électoratisme soit profondément enraciné pour que les directions de la gauche aient attendu une défaite électorale pour proclamer en chœur qu'« un bilan autocritique sérieux est désormais indispensable » ! En fait, la crise va bien au-delà d'un revers électoral, et renvoie à plusieurs explications fondamentales.

Il y a, bien-sûr, l'effondrement des régimes bureaucratiques, vécu en direct par

les Chiliens. Chaque foyer ou presque possède aujourd'hui la télévision. La démolition du mur de Berlin ou la révolution roumaine ont été immédiatement perçues dans toute leur acuité. Le Chili n'est plus aussi isolé qu'il était autrefois. Interpellés par les faits — et par leurs militants — les directions traditionnelles, dont la dépendance à l'égard du stalinisme a été renforcée par l'exil, ont eu bien du mal à fournir des réponses satisfaisantes. Volodia Teitelboin et Clodomiro Almeydo, respectivement secrétaires généraux du PC et d'une fraction du Parti socialiste, n'étaient-ils pas à Berlin-Est, il y a quelques mois encore, pour célébrer au côté d'Honecker l'anniversaire de la fondation de la RDA ?

Pressées par l'Histoire, les directions se sont livrées à toutes sortes de contorsions politiques pour retomber sur leurs pieds. Elles ont repris à leur compte les pires justifications qui accompagnent, comme un chant funèbre, le crépuscule des bureaucrates : « Nous sommes les précurseurs de la pérestroïka. » Quand on sait que le PC chilien a approuvé sans complexe l'intervention en Tchécoslovaquie et l'invasion de l'Afghanistan...

Mais la gauche est aussi sanctionnée pour les zigzags de son orientation. Alors qu'une situation pré-révolutionnaire se profilait derrière les *protestas*, de 1983 à 1986, elle ne s'est jamais donnée les moyens de sa politique dite de "rébellion populaire". Cédant à la pression des secteurs radicaux, notamment des jeunes, le PC créa un bras armé, le Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), qui exerça rapidement une influence de masse dans les *poblaciones*. L'heure de l'insurrection allait-elle sonner ?



En 1986, la direction communiste se déroba, et laissa des milliers de gens sans orientation. Les armes entreposées à grand-peine dans le nord du pays ne furent pas distribuées : ce sont les services de sécurité qui finalement s'en emparèrent. Un an après, la majorité du FPMR rompait avec le PC.

Ce manque de volonté à passer à la vitesse supérieure explique le relatif reflux que connut par la suite le mouvement populaire. L'opposition bourgeoise put alors occuper l'avant-scène, et imposer sa "solution négociée", via la participation au plébiscite de 1988. Les socialistes prirent le tournant rapidement, mais le PC et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) le firent tard, privés de toute autonomie dans la lutte électorale. Enfin le soutien à Aylwin, sans doute justifié tactiquement, fut accordé de la façon la plus opportuniste possible, sans campagne pour les revendications populaires. Rien d'étonnant donc à ce que les militants de base, surtout du PC, ne se soient mobilisés que fort parcimonieusement durant la campagne électorale.

Et maintenant ?

Critiques vis-à-vis de leur direction, de nombreux militants communistes ont exigé la tenue d'un congrès extraordinaire. Le MIR, déjà fragmenté en trois fractions indépendantes, connaît un débat à l'issue incertaine. Seul le PS, désormais réunifié, affiche une bonne santé qui pourrait bien n'être que provisoire. Troisième force parlementaire, présent au gouvernement où il occupera cinq ministères, il est en pleine mue social-démocrate, reniant l'orientation "gauche" qui avait été sienne dans les années 60. Mais pourra-t-il durablement concilier les intérêts de ses électeurs et la politique d'austérité annoncée par les autorités ?

Si un axe de recomposition politique du mouvement ouvrier n'apparaît pas rapidement, le recul de la gauche s'accroîtra. Sa fragmentation aussi. La faillite du stalinisme et la social-démocratisation du PS dégagent un espace suffisant pour construire un parti nouveau, qui pourrait s'inspirer de l'expérience du PT brésilien. Rien n'est joué, mais tout est possible. ★

Janvier 1990

3) Salvador Allende, socialiste, candidat de l'Unité populaire a été élu président de la République, en 1970. L'Unité populaire comprenait les partis communiste, socialiste, radical, de la gauche chrétienne et le Mouvement d'action pour l'unité populaire (MAPU). C'est le 11 septembre 1973 qu'a eu lieu le coup d'Etat militaire et qu'ont été interdits tous les partis de l'Unité populaire.

« Démocratiser réellement le pays »



COMBATE : *Que penses-tu de la réalité chilienne, 15 jours après "l'ouverture démocratique" ?*

Pedro VERA : L'"ouverture démocratique" ou, plutôt, l'élection du 14 décembre, doit être comprise à la lumière de la proposition de la dictature d'institutionnaliser le modèle de domination imposé par le coup d'Etat de 1973.

A la différence d'autres dictatures latino-américaines, la dictature chilienne a voulu réorganiser l'appareil capitaliste, mettre sur pied un nouveau modèle d'accumulation et élaborer une nouvelle formule institutionnelle matérialisée par la Constitution de 1980. Même si cette Constitution a été imposée par un semblant de consultation populaire, et approuvée avec plus de 70 % des votes, elle ne représente pas les véritables aspirations populaires. Dans ce cadre, Pinochet a convoqué un processus électoral où l'appareil lié à la dictature ne peut jamais être remis en cause.

Le nouveau processus signifie simplement le retrait des militaires du pouvoir exécutif. Mais, ils vont continuer à avoir une grande influence à d'autres niveaux : le parlement, le Conseil de sécurité nationale, la Banque centrale. Ainsi, Pinochet va rester Commandant en chef de l'armée et garder sa place de sénateur à vie.

En d'autres termes, tout ce processus pseudo-démocratique vise à remplacer la direction politique et non le modèle de domination de la dictature.

◆ *Le Chili est un pays où la tradition de gauche est importante, comment expliquer ses piètres résultats électoraux ?*

Il y a plusieurs raisons fondamentales. La première est que le processus électoral ne rend pas compte du potentiel ou de la force révolutionnaire mais, uniquement de la capacité électorale. Deuxièmement, l'actuelle loi électorale vise à défavoriser les partis plus petits. Troisièmement, la gauche n'a pas participé aux élections tant que telle, mais à l'intérieur du Parti large de la gauche socialiste (PAIS). La quatrième raison — et cela il ne faut pas



Après l'élection présidentielle du 14 décembre, *Combate*, journal de la section de la IV^e Internationale dans l'Etat espagnol, a rencontré Pedro Vera, porte-parole dans l'Etat espagnol, du Mouvement de gauche révolutionnaire (MIR).

l'oublier —, est que la gauche marxiste est encore illégale. Et finalement, la gauche elle-même a soutenu Alywin durant le plébiscite d'octobre 1988 (voir p. 31).

Peu de temps avant le plébiscite, la gauche présentait un programme alternatif à la Démocratie chrétienne (DC), proposant le refus de la Constitution de 1980, exigeant la démocratisation des Forces armées, etc. Cependant, très rapidement — chronologiquement et politiquement parlant —, le Parti communiste chilien (PCC) a décidé d'entrer dans le "jeu démocratique" imposée par le régime. Cela a engendré une grande confusion à l'intérieur de larges secteurs populaires, confusion qui profita exclusivement à la DC.

◆ *Quelles sont les perspectives de la gauche révolutionnaire ?*

La gauche révolutionnaire traverse une période assez critique. Aussi bien les camarades du Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) que ceux du Mouvement d'action populaire unitaire (MAPU) et ceux du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) vivent une période de crise qui les a empêché d'agir plus efficacement au moment d'opposer une alternative aux projets du reste de la gauche ou de l'opposition bourgeoise. Quand ils décidèrent de ne pas participer au plébiscite d'octobre puisque, de leur point de vue, cela aurait signifié une reconnaissance de l'institutionnalisation de la dictature, ils ne furent pas capables de faire accepter au peuple le boycott du vote et de proposer une alternative populaire indépendante.

Le futur de la gauche révolutionnaire ne paraît pas aisé. Il faut comprendre que chacune de ses actions au cours des prochaines années va être taxée d'extrémisme, de provocation, de faire le jeu des militaires et de l'impérialisme. Et ces qua-

lificatifs ne viendront pas seulement de l'opposition bourgeoise, mais y compris de quelques secteurs de la gauche.

Mais ce qui est sûr aujourd'hui, au Chili, c'est qu'il y a cinq millions de pauvres, cinq millions d'êtres qui ont attendu 16 ans, si ce n'est toute leur vie, pour avoir droit au travail, à la vie, à l'éducation, à la santé, à de meilleurs salaires, cinq millions d'êtres, enfin, qui vont exiger que leurs revendications soient satisfaites. Les révolutionnaires ont la responsabilité de participer à ces luttes populaires, de les organiser, etc. Il s'agira d'un travail long et patient car, ce qui est en jeu c'est la nécessité de proposer une alternative révolutionnaire indépendante.

◆ *Face à la nouvelle réalité chilienne, quel rôle peut avoir la solidarité internationale ?*

Le gouvernement d'Aylwin n'est pas une garantie pour que la situation de larges secteurs de la société connaisse de profonds changements. L'économiste Alejandro Foxley, que l'on présente comme le futur ministre de l'Economie, a déclaré qu'il continuera à appliquer le même modèle économique.

La solidarité internationale a encore un rôle à jouer par son soutien aux organisations de base : syndicats, organisations populaires, familles des prisonniers exécutés, des "disparus", des prisonniers politiques, Comité de défense des droits du peuple. Nous ne pouvons pas baisser les bras, nous ne pouvons pas faire cesser la solidarité internationale tant qu'existe un seul prisonnier politique, tant qu'existent des cas non éclaircis de camarades "disparus".

Il faut faire pression sur le nouveau gouvernement pour qu'il démocratise réellement le pays, bien que cela signifie un affrontement avec les militaires au niveau politique et au niveau institutionnel. En premier lieu, faire pression sur lui pour qu'il écarte Pinochet de ses responsabilités. ★

Janvier 1990
Propos recueillis par M.R.

Elections sur fond de crise

Le 25 février prochain, les Nicaraguayens de plus de seize ans vont se rendre aux urnes pour élire le président et le vice-président, les députés, les équipes municipales et, sur la Côte atlantique, les députés des deux chambres autonomes. Il s'agit du second processus électoral vraiment démocratique du pays après les élections présidentielle et législatives de novembre 1984 qui avaient vu la victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) avec plus de 67 % des voix. Vingt et un partis sont en lice.

Eric TOUSSAINT



A LA VEILLE des élections, la vie n'est décidément pas facile pour le peuple nicaraguayen. Une inflation de 1 600 % en 1989, des salaires qui ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie. Des pertes très lourdes en vies

humaines (700 personnes assassinées en 1989) causées par une Contra qui, bien qu'en difficulté, est encore en mesure de porter des coups très meurtriers grâce à l'aide américaine. Un impérialisme américain qui redouble d'agressivité dans la région : invasion nord-américaine du Panama, poursuite de l'aide massive au pouvoir d'extrême droite au Salvador...

Les Etats-Unis profitent ainsi des accords Bush-Gorbatchev qui leur permettent d'intervenir à leur guise en Amérique centrale : les porte-parole soviétiques se sont contentés de protester verbalement contre l'intervention au Panama tout en réitérant leur confiance dans la volonté de Bush d'arriver à une solution négociée dans la région.

Malgré des circonstances aussi adverses, les sandinistes sont néanmoins en passe de gagner les élections. Cause de ce succès probable : la volonté d'un secteur majoritaire du peuple nicaraguayen de poursuivre l'expérience révolutionnaire originale, entamée voici plus de dix ans.

Les candidats du FSLN bénéficieraient, selon la dernière enquête d'opinion, d'un peu plus de 50 % des intentions de vote, tandis que l'Union nationale de l'opposition (UNO, alliance de onze partis) dont l'objectif déclaré est le renver-

sement des sandinistes, récolterait moins de 25 % des suffrages...

Au cours des derniers mois, le FSLN a sensiblement augmenté son avantage sur l'UNO. La polarisation entre ces deux forces est extrême : selon le même sondage, les autres partis récolteraient ensemble un peu plus de 5 % des intentions de vote. Le pourcentage de personnes ayant décidé de voter sans pour autant avoir encore fait un choix définitif s'élèverait à environ 20 %. Ces indécis sont la cible principale de la plupart des partis en campagne.

La campagne de la droite

Malgré la polarisation FSLN-UNO, quatre grands choix stratégiques se présenteraient néanmoins aux électeurs selon la revue des jésuites nicaraguayens, *Envio* (pro-sandiniste critique) : « A côté des deux options fondamentales, l'ultra-droitière de la UNO — liquider la révolution — et celle du FSLN — consolider la révolution —, existent deux autres options électorales : celles que représentent les partis du centre (1), parmi eux le Parti social-chrétien — réformer la révolution — et celle des trois partis de l'ultra-gauche — radicaliser la révolution. » (*Envio*, novembre 1989).

L'UNO est constituée d'un éventail de partis qui va de la droite dure qui soutient, voire organise, la Contra aux deux petites formations "communistes historiques" (le Parti socialiste du Nicaragua, PSN et le Parti communiste du Nicaragua, PCdN). Elle est soutenue par la chambre patronale (COSEP). Les candidats à la présidence et à la vice-présidence que l'UNO a choisis après de fortes tensions internes sont certainement les candidats pro-américains les plus "présentables" : Violeta Chamorro et Virgilio Godoy ont été

membres de la Junta de gouvernement avec les sandinistes, la première jusqu'en avril 1980, le second jusqu'au printemps 1984. Le programme de l'UNO vise la liquidation de la révolution par l'éviction des sandinistes de tous les postes de pouvoir et le "démantèlement de l'armée". Pour gagner la population à sa cause, l'UNO se présente comme la représentante des intérêts des « masses paupérisées par la faute des sandinistes » et se garde bien d'annoncer un démantèlement de la réforme agraire (« on reconsidérera cas par cas les expropriations et on distribuera les terres étatisées aux paysans qui en ont besoin »).

La main de Washington

L'UNO réussit à mobiliser régulièrement des milliers, voire quelques dizaines de milliers de partisans dans plusieurs régions du pays. Mais elle n'arrive à entraîner derrière elle qu'un secteur minoritaire de la population et ses concentrations de foules sont nettement plus faibles que celles du FSLN. Les tensions qui opposent les différents partis la constituant l'handicapent. Mais c'est surtout sa dépendance totale à l'égard des Etats-Unis (elle a reçu 7 millions de dollars du Congrès et de groupes privés nord-américains) et du patronat le plus réactionnaire, ainsi que ses liens avec la Contra, qui limitent ses possibilités de profiter du mécontentement social attisé par les campagnes mensongères du quotidien *La Prensa*. Le soutien apporté par les principaux porte-parole de l'UNO à l'intervention nord-américaine au Panama a été très négatif aux yeux du secteur des masses qui hésitent encore...

Après la probable défaite de l'UNO, les Etats-Unis n'abandonnent sans doute pas leur attitude agressive à l'égard des sandinistes. La Maison blanche exigera plutôt qu'ils détricotent eux-mêmes les conquêtes révolutionnaires et, au-delà, continuera à vouloir renverser le pouvoir issu de la révolution de 1979.

1) Le dit centre est constitué essentiellement par le Parti social-chrétien qui, après avoir boycotté les élections de 1984 et avoir participé à la fondation de l'UNO s'en est finalement retiré en lui reprochant à la fois sa volonté d'éliminer le sandinisme et sa dépendance totale à l'égard des Etats-Unis. Le candidat du PSC, Erick Ramirez, est soutenu par le Parti populaire social-chrétien (PPSC) qui lui aussi a quitté la UNO et dispose de six députés dans l'assemblée nationale sortante. Se sont ralliés également au PSC Steedman Fagoth et Brooklyn Rivera, dirigeants miskitos d'abord alliés aux sandinistes puis passés à la Contra avant de rentrer finalement au pays en bénéficiant de l'amnistie.

Enfin, dernier rallié au PSC, Eden Pastora, ex-commandant sandiniste, ex-dirigeant de l'ARDE, groupe contra basé au Costa Rica. Le PSC se prononce pour une alliance gouvernementale éventuelle avec le FSLN, sous certaines conditions.

Malgré une insatisfaction populaire réelle vis-à-vis de certains aspects de la réalité économique et de certains choix économiques et sociaux des autorités sandinistes depuis deux ans (Voir *Inprecor* numéro 291 du 3 juillet 1989), un secteur majoritaire de la population sait qu'une nouvelle victoire du FSLN peut empêcher la venue au pouvoir de politiciens totalement dépendants des Etats-Unis.

« On n'est pas assez ferme »

Les sandinistes, en dépit du sabotage économique orchestré par une partie importante du secteur capitaliste privé subsistant encore au Nicaragua, ont décidé de maintenir l'économie mixte et poursuivent une politique de concessions limitées mais réelles à l'égard des patrons de l'industrie et du secteur agro-exportateur. Pour expliquer leur choix, les sandinistes invoquent plusieurs raisons : refus d'un socialisme étatisé et bureaucratique (ces termes reviennent souvent dans leurs discours), volonté de ne pas se couper des pays de la Communauté économique européenne et des sociaux-démocrates au pouvoir en Europe et en Amérique latine, et tentative d'amener les Etats-Unis à la fin du blocus économique.

Cependant, ces concessions combinées à certaines déformations bureaucratiques qui se sont peu à peu développées dans l'administration sandiniste (sans atteindre, loin de là, la situation des autres pays dits socialistes) attirent parfois des critiques de la base du régime. En témoigne cette déclaration d'un militant sandiniste de base : « *Je suis sandiniste mais je crois qu'ici on n'est pas assez ferme, notamment avec ceux qui, bien que nés nicaraguayens, ont leur cœur du côté des gringos. La Contra m'a tué un fils et les deux plus petits vont très souvent mal, pas parce qu'ils sont malades mais par manque de nourriture, car que je ne m'en sors pas avec mon salaire. Le plan des économistes du gouvernement ne convient pas, ils nous disent de faire ceci ou cela, de nous "modérer"...* »

« *S'il est vrai que la guerre est la principale cause de ce qui ne va pas, elle n'explique pas tout. Certains dépensent l'équivalent de trois salaires, vivent comme des millionnaires alors que moi je ne peux même pas acheter des piles pour ma radio. Il faut plus d'égalité selon moi car la révolution doit nous rendre plus égaux. Je dis à ma femme : il ne faudrait pas grand-chose pour qu'on voie ici certaines épouses de membres du gouvernement se joindre aux épouses des bourgeois et organiser des bingo et des pokers pour récolter de l'argent et nous faire l'aumône.* » (Felix Lopez, ouvrier

textile, syndiqué, *Envio*, juillet 1989). Cet ouvrier, sans nul doute, va voter sandiniste. Mais, comme tant d'autres, il n'est pas prêt à donner un chèque en blanc aux autorités...

Daniel Ortega et Sergio Ramirez, actuels président et vice-président qui briguent leur réélection pour le FSLN, tiennent quotidiennement un ou deux meetings. La participation populaire y est très élevée.

Jusqu'à début décembre 1989, l'offensive du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) au Salvador tenait une place centrale dans le discours de Daniel Ortega. Il envisageait avec enthousiasme l'extension de la révolution centraméricaine. Après la rencontre entre Bush et Gorbatchev à Malte et le sommet des cinq présidents centraméricains de San Isidro (voir *Inprecor* numéros 300 et 301 des 12 et 26 janvier 1989) le discours des dirigeants sandinistes s'est adapté à leur orientation diplomatique, même si la solidarité avec le FMLN est systématiquement affirmée. Ce tournant, opéré sous la pression internationale, n'a pas été sans créer un malaise certain, renforcé par l'intervention américaine au Panama.

Maintenir l'orientation socialiste

Néanmoins, les dirigeants sandinistes affirment vouloir poursuivre leur orientation socialiste dans le cadre de l'économie mixte, du non alignement et du pluralisme politique. Ils présentent systématiquement ce dernier aspect comme l'anticipation par la révolution sandiniste de ce qu'ils appellent les processus de démocratisation en Europe de l'Est et en URSS. Le 23 décembre dernier, Orlando Nuñez déclarait dans l'organe du FSLN, *Barriada* : « *Le 19 juillet 1979, nous avons renversé à la fois le mur somoziste et le Mur de Berlin parce que nous sommes nés en tant que révolution démocratique, pluraliste. La révolution sandiniste apparaît comme l'expression la plus avancée de ce qui est considéré comme la rénovation du monde socialiste. La différence, c'est que nous avons fait cela dès le départ et que nous n'avons pas eu besoin de processus de rectification.* »

Par ailleurs, les dirigeants sandinistes font de la corde raide en ce qui concerne le dilemme entre approfondissement de l'orientation socialiste et concessions plus importantes au secteur capitaliste minoritaire. Jaime Wheelock, ministre de la Réforme agraire, a déclaré que « *pas un seul centimètre carré de terre de la réforme agraire ne sera transféré au secteur capitaliste* ». Luis Carrion, ministre de l'Economie, a affirmé en substance que les

Extrême gauche

La politique des sandinistes face à l'imperialisme et face au secteur capitaliste est vivement dénoncée par les trois partis d'extrême gauche qui se présentent aux élections : le Mouvement d'action populaire (MAP, ex-maoïste), le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, affilié à la Ligue internationale des travailleurs, courant moréniste) et le Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR).

Le MAP est la plus ancienne de ces organisations, elle a participé à la lutte armée anti-somoziste avec son organisation militaire spécifique (les Milpas), elle organise un petit syndicat (Front ouvrier) et dispose d'un semi-quotidien (*El Pueblo* qui paraît tous les deux jours depuis juillet dernier), enfin elle a deux députés dans l'Assemblée nationale sortante.

Le PRT est une organisation plus petite mais disposant d'une certaine implantation syndicale et étudiante. Ces deux organisations ont en commun une attitude de mise en accusation du FSLN qu'elles caractérisent comme parti petit-bourgeois en train de reconstruire l'Etat bourgeois détruit par les masses en juillet 1979.

Le MUR, de formation plus récente (il a été créé, il y a un peu plus d'un an, par d'anciens militants du FSLN et d'autres partis de gauche dont le PCdN), adopte une attitude plus nuancée que le PRT et le MAP. Tout en se prononçant pour une radicalisation de la révolution, tout en critiquant les déformations bureaucratiques du FSLN, il n'exclut pas pour autant une alliance avec celui-ci pour constituer une majorité d'appoint si c'est nécessaire.

Vu la polarisation extrême du scrutin, il est peu probable que ces trois formations obtiennent un pourcentage élevé de voix (les sondages leur attribuent environ 2 % d'intention de votes) mais il n'est pas exclu qu'une ou deux de ces formations gagnent un élu dans la nouvelle assemblée. Et, de toute manière, indépendamment du résultat du score électoral, le FSLN devra tenir compte des critiques et des propositions de l'extrême gauche. ★

grandes réformes sociales sont en gros réalisées, lors d'une réunion avec les entrepreneurs privés du Costa Rica en novembre 1989.

Le processus électoral est, de loin, le plus démocratique qu'ait jamais connu un pays d'Amérique centrale. La loi électorale, à bien des égards, est plus avancée que dans les dites démocraties occidentales : aide financière à tous les partis (y compris ceux qui n'ont pas d'élus à l'Assemblée sortante) par le Conseil suprême électoral, importante possibilité d'accès pour tous les partis à la radio et à la télévision ; et, après les élections, représentation proportionnelle amendée par un avantage pour les petits partis : chaque parti qui atteint 1 % des voix est assuré d'obtenir deux députés à l'Assemblée nationale qui en compte 96 ! ★

9 février 1990

URSS

Moins de zones interdites... plus de douaniers

Tout comme d'autres corps dépendants du Comité pour la sécurité de l'Etat (plus connu par ses initiales KGB), les gardes-frontières soviétiques, troupes d'élites très entraînées, ont été réorganisés courant 1989. Vladimir Kryuchkov, le président du KGB, a révélé que les zones d'accès limité, dont celles le long des frontières, ont été réduites. Leur surface a été ramenée de 3,6 millions à 360 000 kilomètres carrés, soit une diminution de 90 %. Cette mesure a été prise pour des raisons économiques : les immenses espaces où l'accès était interdit rendaient impossible le développement du commerce frontalier avec les pays voisins. Cependant, cette diminution n'a pas entraîné de réduction des troupes de gardes-frontières. Au contraire, Kryuchkov a déclaré au Soviet suprême que les troupes frontalières étaient insuffisantes et qu'un nouveau recrutement s'avérait nécessaire. Il a également demandé qu'on leur attribue 50 millions de roubles supplémentaires.

Vu l'actuelle situation explosive le long des frontières du Caucase, ces demandes seront certainement exaucées rapidement. ★

URSS

Manie du secret

Dans la revue *Ogoniok* de juin 1989, le géographe soviétique Iouri Goloubchikov révèle comment, à la fin des années 30, la police de sûreté de l'Etat (NKVD) a pris en charge les services cartographiques et commencé à falsifier les cartes.

Les cartes au 1/2 500 000 (1 cm pour 25 km) et d'autres moins détaillées firent l'objet de falsifications. La mer d'Aral continua à être représentée de la même manière que des décennies auparavant alors qu'il était notoire que sa superficie avait diminué à cause de l'irrigation excessive exigée par la monoculture du coton en Asie centrale qui a causé une baisse considérable de son niveau. Quant aux cartes plus détaillées, elles ont été presque entièrement transformées : villages déplacés, tracés des routes et des cours d'eau modifiés, courbes de niveau et limites des forêts altérées.

Goloubchikov révèle qu'en juin 1941 le fonds typographique soviétique, entreposé à Minsk, est tombé aux mains de l'ennemi. Bien que les spécialistes en cartographie du NKVD et de l'armée aient mené un travail gigantesque pour le reconstituer, l'armée a manqué de cartes au cours des premières phases des hostilités. Le géographe en conclut : « La guerre nous a ainsi appris que la manie du secret peut se retourner contre nous et que l'utilisation des cartes ne doit pas être le fait des seuls ethnographes et autres scientifiques, mais de l'ensemble de la population. » Or il poursuit en signalant, qu'aujourd'hui encore, les cartes très détaillées sont inaccessibles au grand public. ★



URSS

Soulèvement à Sverdlovsk

Dans les *Nouvelles de Moscou* du 14 janvier dernier, on a pu lire que : « La veille du Nouvel an, la population de Sverdlovsk s'est révoltée. Les gens ont bloqué la circulation dans la rue centrale et se sont rassemblés sur la place principale. Les participants à ce meeting spontané ont exigé la destitution des dirigeants de la ville et de la région, menaçant de commencer une grève générale. »

En fait, en cette veille de fête, les magasins de Sverdlovsk n'avaient absolument rien à offrir aux clients, il était notamment impossible d'y trouver du vin et de la vodka, même avec des cartes de rationnement. D'après la revue : « On a réussi à calmer la population sans recourir à la force. Les autorités n'ont pas lésiné sur les promesses et, quelques heures plus tard, on a vu apparaître dans les magasins fromages, poissons, vins, saucisses. » Comme quoi, quand on veut, on peut... ★

URSS

Réticences aux mesures écologiques

Au début des années 60, un combinat de production de pâte à papier a été implanté au bord du lac Baïkal contre l'avis de la communauté scientifique et en dépit d'une forte mobilisation de la presse et de l'opinion publique soviétiques dont ce fut la première grande bataille écologique. Son activité, très polluante, a gravement perturbé l'équilibre écologique de cette réserve d'eau, réputée pour sa pureté.

En avril et mai 1987, deux arrêtés gouvernementaux avaient décrété la fermeture du combinat, mais les bureaucrates du ministère de l'Industrie du bois et des pâtes à papiers ainsi que les responsables de l'usine, ont essayé de retarder cette mesure en construisant une conduite qui aurait déversé dans le fleuve Irkoutsk les effluents du combinat, ce qui a provoqué une grande mobilisation de la population et des manifestations.

C'est que sous la menace d'être privés de leurs postes et également de leur carte du Parti que le dirigeant du combinat et le ministre de l'Industrie ont finalement accepté, en 1988, de tout mettre en œuvre pour la fermeture effective de l'usine. ★

A la base des conflits inter-ethniques

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire américain *The Guardian* du 27 décembre 1989, l'un des principaux commentateurs politiques soviétiques, Vladimir Posner, défend le principe du pluri-partisme et donne l'explication suivante de l'intensification des conflits inter-ethniques en URSS.

« Je pense que des sécessions seront inévitables. Mais il serait très négatif que cela se produise aujourd'hui, car cela renforcerait les rangs de ceux qui sont opposés à la perestroïka et leur donnerait l'occasion de ressortir la carte du chauvinisme russe. Des groupes comme Pamiat font déjà appel à de tels sentiments, en disant que toutes les minorités nationales ont été nourries, habillées, sauvées par le peuple russe qui s'est sacrifié sans rien recevoir en retour. »

(...) « Le système économique et politique conduit, dans une certaine mesure, à la russification des républiques. En Ukraine, les gens envoient leurs enfants dans des écoles de langue russe. Ils ne sont pas forcés à le faire. Mais ils savent que pour que leurs enfants réussissent dans la vie, ils doivent aller dans une école de langue russe. (...) »

« En Ouzbékistan, l'autorité centralisée a imposé une économie uniquement centrée sur la monoculture du coton. Ce qui a eu des effets écologiques et humains dévastateurs ; des enfants travaillent dans les champs d'une façon très dure. Cela a également conduit à un taux de criminalité extrêmement élevé et à la création d'une mafia locale, parce que le coton permet de gagner beaucoup d'argent et de profiter de toutes sortes de primes gouvernementales. »

« Dans les Pays baltes, le centralisme a conduit à la création de grandes industries beaucoup trop importantes pour la population locale, et a donc engendré un afflux de travailleurs russes, biélorusses et ukrainiens. Ces gens sont venus par centaines de milliers, voire par millions. Ils avaient besoin de logements ; leurs enfants avaient besoin de crèches... Leurs besoins étaient les mêmes que ceux des autochtones. Mais, vu qu'ils avaient été amenés là pour des raisons économiques, ils ont été privilégiés dans les choix. » ★

